|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2018 Genève, 17-27 avril 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 11** | **Document C18/42-F** |
| **4 avril 2018** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE ANNUEL 2017  (*COMPTES NON VÉRIFIÉS*) | |

|  |
| --- |
| Résumé  Aux termes du numéro 101 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, le Secrétaire général est prié de soumettre, chaque année au Conseil, un rapport de gestion financière.  Le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2017 présente:  • Les comptes non vérifiés de l'exercice annuel 2017 du Budget de l'Union.  • Les comptes non vérifiés de 2017 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.  • Les comptes non vérifiés relatifs à la manifestation ITU Telecom World 2017.  Suite à donner  Les comptes vérifiés de l'Union pour l'exercice financier de 2017 seront soumis au Conseil pour examen et approbationà la séance finale de sa session de 2018.  Le Conseil est invité à **prendre note** du présent rapport de gestion financière non vérifié.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  *Numéro* [*101*](http://www.itu.int/council/Basic-Texts/convention-e.docx#cv101) *de la Convention* [*Article 30*](http://www.itu.int/council/finregs/Regl_Fin_Regles-05-rev-F.pdf)*du Règlement financier de l'Union* |

**Annexes**: 11



Rapport de gestion financière

Le présent Rapport de gestion financière sur les comptes non vérifiés donne les résultats financiers au 31 décembre 2017 des comptes tenus par l'Union internationale des télécommunications (UIT), conformément aux dispositions de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition de 2010).

Les états financiers de 2017 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Ils constituent les neuvièmes états financiers qui ont été élaborés selon les normes IPSAS et couvrent les points suivants:

– L'exercice financier 2017 de l'Union.

– La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour l'exercice 2017.

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice 2017.

– Les projets de coopération technique financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice 2017.

– Les fonds d'affectation spéciale pour l'exercice 2017.

– Les contributions volontaires pour l'exercice 2017.

– Le Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication pour l'exercice 2017.

– La manifestation ITU TELECOM World 2017.

– Le nouveau projet de bâtiment.

TABLE DES MATIÈRES

Page

[Avant-propos du Secrétaire général 4](#_Toc511649420)

[Rapport de gestion 2017 14](#_Toc511649430)

[Déclaration sur le contrôle interne pour 2017 16](#_Toc511649432)

[Certification des états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2017 20](#_Toc511649439)

[NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 21](#_Toc511649440)

[I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE A1) 73](#_Toc511649507)

[II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE A2) 76](#_Toc511649520)

[III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE A3) 76](#_Toc511649521)

[IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ANNEXE A4) 77](#_Toc511649522)

[V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE A5) 77](#_Toc511649523)

[VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE A6) 78](#_Toc511649525)

[VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE A7) 78](#_Toc511649526)

[VIII ITU TELECOM WORLD 2017 (ANNEXE A8) 78](#_Toc511649527)

[IX VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION 80](#_Toc511649528)

[ANNEXE A1 82](#_Toc511736686)

[ANNEXE A2 83](#_Toc511736687)

[ANNEXE A3 84](#_Toc511736688)

[ANNEXE A4 85](#_Toc511736689)

[ANNEXE A5 86](#_Toc511736690)

[ANNEXE A6 92](#_Toc511736691)

[ANNEXE A7 96](#_Toc511736692)

[ANNEXE A8 97](#_Toc511736693)

[ANNEXE B 98](#_Toc511736695)

[ANNEXE C 112](#_Toc511736696)

[ANNEXE D 115](#_Toc511736697)

# Avant-propos du Secrétaire général

1 J'ai l'honneur de présenter au Conseil pour examen, conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (Edition de 2010), les états financiers non vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

2 Le Rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers de 2017, ainsi que son opinion concernant les états financiers, comme le prescrivent l'Article 28 du Règlement financier de l'Union ainsi que son Annexe 1, seront soumis au Conseil à sa séance finale, qui aura lieu à Dubaï le 27 octobre 2018.

3 Les états financiers de 2017 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Le Règlement financier prévoit que le budget de l'Union couvre un exercice budgétaire de deux années, mais pour mettre en oeuvre intégralement les normes IPSAS, les états financiers sont présentés sur une base annuelle.

4 Les états financiers de 2017 constituent les neuvièmes états financiers qui ont été établis conformément aux normes IPSAS. L'UIT a appliqué les normes IPSAS en vigueur depuis le 1er janvier 2017 et les principes comptables applicables sont décrits dans la Note 2. La seule dérogation faite dans les états financiers présentés est la non-capitalisation des coûts de main‑d'oeuvre directs dans l'évaluation des publications, contrairement aux exigences de la norme IPSAS 12. La capitalisation des coûts de main-d'oeuvre risquerait de se traduire par une évaluation du prix des publications bien supérieure à la valeur nette de réalisation fondée sur les prix courants des publications et, de ce fait, par une dégradation du prix de remplacement courant si l'on applique un prix plus bas ou la valeur nette de réalisation.

5 On trouvera dans le Document [C11/INF/9](http://www.itu.int/md/S11-CL-INF-0009/fr) la définition de plusieurs termes financiers clés qui permettront au lecteur d'utiliser et de comprendre plus facilement les états financiers.

Principales réunions et manifestations pendant l'exercice 2017

6 Le programme d'activités de l'Union réalisé en 2017 comprenait, parmi de nombreuses réunions et conférences, les grandes manifestations suivantes:

7 La Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC se tient chaque année le quatrième jeudi d'avril pour encourager davantage de filles et de jeunes femmes à poursuivre des études et des carrières liées aux TIC. Depuis son lancement en 2011, et jusqu'en 2017, la Journée a été célébrée dans 166 pays et a rassemblé 300 000 participantes. En 2017, plus de 70 000 filles et jeunes femmes ont participé à plus de 2 100 manifestations organisées à l'occasion de cette Journée dans 134 pays. La manifestation phare "La journée des jeunes filles dans le secteur des TIC" organisée à Genève s'est tenue en parallèle à la même manifestation organisée à Vilnius (Lituanie) à l'occasion de la RPM-EUR, et à Beyrouth (Liban) par Alfa Telecom.

8 L'édition de 2017 du Forum du SMSI, qui s'est tenu du 12 au 16 juin 2017 à Genève est, à l'échelle mondiale, le plus vaste rassemblement annuel multi-parties prenantes de la communauté des "TIC au service du développement". Le Forum du SMSI est organisé conjointement par l'UIT, l'UNESCO, la CNUCED et le PNUD, en collaboration étroite avec toutes les institutions des Nations Unies. Le Forum de cette année s'est axé sur les grandes tendances du développement durable et les initiatives en faveur de TIC inclusives dans les domaines identifiés comme prioritaires par les [Objectifs de développement durable](https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainabledevelopmentgoals) (ODD), comme la santé, l'éducation, l'autonomisation des femmes, l'environnement, les infrastructures et l'innovation. Il s'est révélé être un mécanisme

efficace pour la coordination des activités de mise en oeuvre multi‑parties prenantes, l'échange d'informations, la création de savoir, le partage de bonnes pratiques et continue d'apporter une assistance pour nouer des partenariats multi-parties prenantes et public-privé destinés à faire progresser la réalisation des objectifs de développement.

9 L'édition de 2017 d'ITU Telecom World a eu lieu à Busan (République de Corée), du 25 au 28 septembre 2017, sur le thème "Transformation numérique intelligente, une chance pour le monde". En tant que tribune mondiale pour accélérer l'innovation dans le secteur des TIC au service du progrès social, cette manifestation a réuni des gouvernements, de grandes sociétés et des petites et moyennes entreprises (PME) des marchés émergents comme des marchés développés. Elle a associé une exposition présentant des solutions numériques, un forum pour le partage de connaissances, un programme de prix qui récompensent l'excellence et distinguent les solutions TIC innovantes ayant des retombées sociales positives, et un pôle de contacts en réseau pour les nations, les organisations et les particuliers. Pour ce qui est des chiffres, l'édition de 2017 d'ITU Telecom World a rassemblé 9 100 participants issus de 126 pays, 459 exposants et 125 orateurs représentant 41 pays.

10 La septième Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-17) s'est tenue à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017. Cette Conférence offre aux membres la possibilité de débattre des dernières tendances dans le domaine du développement des télécommunications/TIC et de fixer les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) dans l'intervalle séparant deux CMDT. En outre, ces conférences permettent d'examiner les initiatives lancées au niveau régional lors du processus préparatoire et de les intégrer dans les efforts et les plans de développement mis en oeuvre dans le monde entier. La CMDT-17 a réuni plus de 1 360 participants, dont plus de 1 010 membres de délégations nationales de 134 Etats Membres ainsi que 2 représentants de la Palestine. La Conférence a adopté un plan stratégique qui servira à orienter les travaux du BDT pendant la période 2020-2023, ainsi que cinq initiatives régionales par région, qui deviendront des projets concrets. Treize manifestations parallèles ont été organisées sur des thèmes liés aux TIC en faveur des ODD, et le 25ème anniversaire du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) a été célébré.

11 Ces réalisations et mises en oeuvre d'activités ont été rendues possibles grâce à une gestion cohérente et optimale des ressources financières de l'Union.

12 En 2017, l'Union a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les procédures de coordination et de réduire les coûts, conformément à l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires.

13 L'UIT participe activement aux activités financées conjointement avec les Nations Unies. Plusieurs initiatives récentes ont eu pour résultat de diminuer les coûts pour les organismes participants, soit: baisse des coûts de l'électricité, des fournitures de bureau, du mazout et des services de courrier et négociations avec les compagnies aériennes.

Eléments essentiels du Rapport de gestion financière

14 La comptabilité de l'Union est tenue en francs suisses. Les états financiers présentés tiennent compte des activités extrabudgétaires de l'Union.

15 Le tableau ci-après récapitule la situation financière de l'UIT en 2017, par rapport à 2016.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Milliers CHF |  | 2017 | 2016 |
| Produits |  | 178 537 | 176 502 |
| Charges |  | 195 615 | 188 195 |
| Excédent (Déficit) | | –17 078 | –11 693 |
| Actif |  | 372 774 | 372 976 |
| Passif |  | 855 297 | 792 131 |
| Actif net | | 482 583 | 419 155 |

16 Les résultats financiers indiqués dans le tableau ci-dessus couvrent certains postes non budgétés, par exemple les amortissements et l'ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Conformément à la norme IPSAS 24, la comparaison entre les montants budgétés et les montants effectifs, sur une base comparable, est donnée dans le Tableau V des états financiers.

17 Sur un plan budgétaire, l'Union a enregistré un excédent de 11,36 millions CHF pour l'exercice 2017. Conformément au paragraphe 5 de l'Article 10 et au paragraphe 4 de l'Article 12 du Règlement financier et des Règles financières, le Secrétaire général a autorisé et proposé les affectations suivantes concernant l'excédent budgétaire de l'exercice 2017: 3,415 millions CHF versés conformément à la Résolution 1387, 1 million CHF versé au Fonds de roulement des TIC pour financer la nouvelle mise à jour logicielle, 2 millions CHF pour les initiatives régionales, 260 000 CHF pour un poste G5 pour le Conseil du personnel, 45 000 CHF pour des initiatives relatives à l'image de marque, 44 000 CHF pour des missions d'évaluation de la sécurité, 200 000 CHF pour l'identité numérique du BDT, 47 000 CHF pour le projet du BDT relatif aux statistiques sur les déchets d'équipements électriques et électroniques, 500 000 CHF pour le renforcement par le BDT des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, 527 000 CHF pour des projets du TSB, 1,5 million CHF pour le fonds de l'assurance maladie, 1 million CHF pour le Fonds ASHI. Après ces affectations, 682 000 CHF ont été versés au Fonds de réserve. Au 31 décembre 2017, le Fonds de réserve présente un solde de 27,7 millions CHF, ce qui représente 17,2% du budget pour 2017 (27,1 millions CHF pour 2016).

18 En 2017, les produits (recettes) de l'UIT se chiffraient à 178 537 000 CHF (contre 176 502 000 CHF en 2016), comme indiqué ci-après:

Produits financiers

Autres produits  
d'exploitation

Contributions  
volontaires

Contributions mises   
en recouvrement

19 Les produits proviennent essentiellement des contributions mises en recouvrement (70% en 2017, un chiffre stable par rapport à 2016); viennent ensuite les produits d'exploitation (25%, essentiellement les produits tirés des ventes des publications et des fiches de notification des réseaux à satellite).

20 En 2017, les charges de l'UIT s'élevaient à 195 615 000 CHF (contre 188 195 000 CHF en 2016), comme indiqué ci-après:

Légende:

Charges de personnel; Frais de mission; Services contractuels; Location et entretien des locaux et équipements; Equipements et fournitures; Amortissement et pertes de valeurs; Frais d'expédition et de télécommunications et services; Autres charges; Charges financières.

21 La principale catégorie des charges pour l'UIT a été les charges de personnel (76% en 2017 contre 78% en 2016). Cette tendance a été observée après la mise en oeuvre du budget 2016‑2017 adopté par le Conseil à sa session de 2015, qui a fait apparaître une baisse de 2% des charges de personnel.

Position financière: représentation de l'actif pour 2017

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

**Créances**

**Placements**

**Autres   
créances**

**Immobilisations corporelles**

Position financière: Comparaison de l'actif entre 2017 et 2016

Autres actifs

Immobilisations corporelles

Autres créances

Créances

Placements

Trésorerie et équivalents de trésorerie

22 La comparaison de l'actif montre une reclassification de la trésorerie, des investissements à trésorerie et équivalents de trésorerie. A la suite de l'introduction en 2015 des taux d'intérêts négatifs sur le franc suisse et l'euro, l'UIT a dû procéder à un réaménagement de la trésorerie: la trésorerie a été subdivisée entre plusieurs banques par le biais de comptes courants au lieu de comptes de dépôt à court terme comme auparavant.

Position financière: représentation du passif pour 2017

**Avantages accordés au personnel**

**75%**

**Emprunts  
5%**

**Autres passifs  
0%**

**Produits différés  
16%**

**Dettes et créances  
1%**

**Fonds de tiers  
3%**

Comparaison du passif: le passif au 31 décembre 2017 s'établissait au total à 855 297 CHF

Produits différés

Dettes et créances

Autres   
passifs

Fonds de tiers

Avantages accordés au personnel

Emprunts

23 Le passif le plus important est constitué par les futurs avantages du personnel acquis par les fonctionnaires en service et les retraités. Il représentait 72% du passif total de l'UIT au 31 décembre 2017.

24 Le passif de l'ASHI représentait 97% du passif représenté par l'ensemble des avantages du personnel et en 2017 ce passif a augmenté essentiellement en raison de la mise à jour des hypothèses démographiques fournies par les Nations Unies à toutes les organisations, mais aussi du fait de la baisse du taux d'actualisation, qui s'établissait à 0,90% en 2017 (contre 0,92% en 2016).

25 L'excédent budgétaire pour l'exercice 2017 est le résultat d'une gestion rigoureuse constante des ressources de l'UIT, laquelle a également permis de proposer à un nombre limité de fonctionnaires un programme de départ anticipé à la retraite, au cas par cas et sans remplacement du poste occupé par le fonctionnaire, lorsque cela était dans l'intérêt de l'Union.

26 Il convient de souligner que certaines charges n'étaient pas inscrites au budget. Il s'agit notamment des amortissements, des pertes et des gains sur cours non réalisés et d'un ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Ces charges sont essentiellement statistiques et ne représentent pas de sorties de fonds pendant l'année. Un aperçu de ces positions figure dans le Tableau V du présent document (Comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2017).

27 Les contributions en espèces reçues pour les fonds d'affectation spéciale se sont chiffrées à 9,8 millions CHF en 2017 (3,2 millions CHF en 2016).

28 Les contributions volontaires en espèce reçues pour les diverses activités se sont chiffrées à 1,3 million CHF en 2017 (1,06 million CHF en 2016).

29 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 4,4 millions CHF au 31 décembre 2017 (2,5 millions CHF au 31 décembre 2016).

30 En 2017, le total des charges pour les projets PNUD se chiffrait à 25 000 CHF et pour ce qui est des projets financés sur des fonds d'affectation spéciale à 8,9 millions CHF. Le total des charges au titre de ces projets s'élève donc à 8,9 millions CHF, ce qui équivaut à 0,57 million CHF de produits au titre de l'appui aux projets.

31 La manifestation ITU Telecom World 2017 a affiché un excédent de 23 000 CHF qui a été versé au Fonds de roulement des expositions. Le solde du Fonds de roulement des expositions était de 8,1 millions CHF au 31 décembre 2017 (contre 10,1 millions CHF au 31 décembre 2016). Cette baisse s'explique par le fait que 2 millions de dollars EU ont été transférés sur le Fonds de développement des TIC.

32 L'Annexe C du présent document montre l'évolution des arriérés pour ce qui est des manifestations TELECOM.

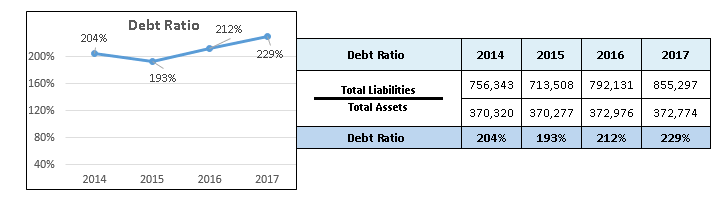
33 Les notes relatives aux états financiers fournissent des informations utiles sur les aspects financiers concernant l'exercice 2017.

Principaux indicateurs financiers

34 A la suite d'une recommandation formulée par le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines, l'UIT a introduit en 2015 une présentation des indicateurs clés qui est un outil utile pour comprendre l'évolution de la situation financière d'une organisation et qui est très important dans un cadre de budgétisation axée sur les résultats et de gestion axée sur les résultats.

35 Il faut interpréter avec soin les résultats fournis par ces indicateurs pour que la comparaison avec d'autres organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies soit significative.

Stabilité et sécurité financière/risque



**Total du passif**

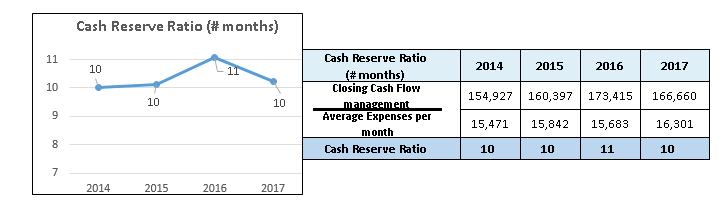
**Taux d'endettement**

**Taux d'endettement**

**Total de l'actif**

**Taux d'endettement**

Réserve de capitaux propres et de trésorerie



**Ratio de réserve de trésorerie  
(mois)**

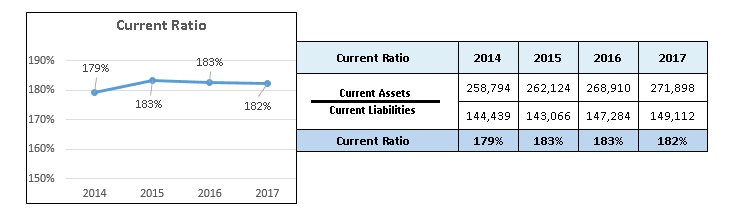
**Ratio de réserve de trésorerie**

**Gestion de la trésorerie de clôture  
  
Dépenses moyennes par mois**

**Ratio de réserve de trésorerie (mois)**

36 La réserve de trésorerie est évaluée en nombre de mois et fait apparaître une stabilité au fil des ans. Il est à noter qu'une partie de la trésorerie n'est pas immédiatement disponible et qu'il faut donc être vigilant pour couvrir les besoins mensuels.

Solvabilité immédiate



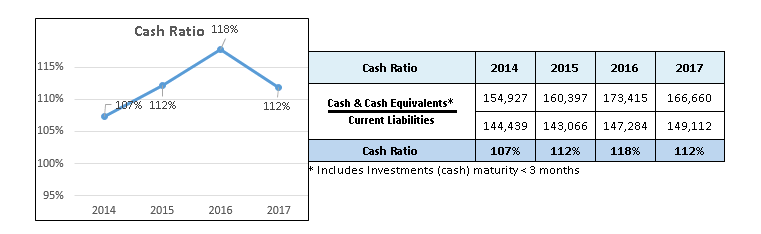
**Ratio d'endettement à court terme**

**Ratio d'endettement à court terme**

**Passif exigible à court terme**

**Actif réalisable à court terme**

**Ratio d'endettement à court terme**



**Coefficient de trésorerie**

**Coefficient de trésorerie**

\*Inclut les placements (trésorerie) d'une échéance de moins de trois mois

**Trésorerie et équivalents de trésorerie\***

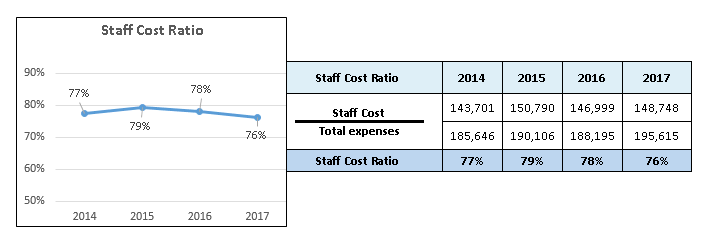
**Coefficient de trésorerie**

**Passif exigible à court terme**

37 Le ratio de solvabilité permet d'évaluer plus facilement la santé financière de l'Union à court terme. Les bons résultats, respectivement 182% et 112% pour ces deux ratios, confirment la bonne santé de l'Union et le fait qu'elle est en mesure de faire face à ses engagements à court terme.

Résultats financiers

38 Ce ratio représente les résultats financiers pour le budget ordinaire approuvé et il est basé sur les résultats budgétaires.



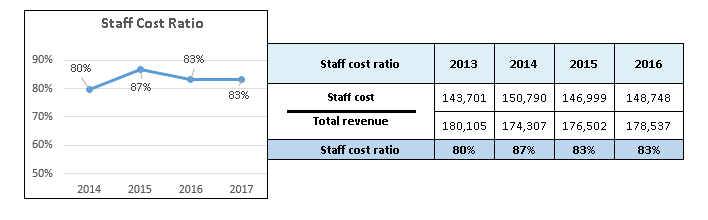
**Ratio pour les dépenses   
de personnel**

**Ratio pour les dépenses de personnel**

**Total des dépenses**

**Dépenses de personnel**

**Ratio pour les dépenses   
de personnel**



**Ratio pour les dépenses de personnel**

**Ratio pour les dépenses   
de personnel**

**Total des dépenses**

**Dépenses de personnel**

**Ratio pour les dépenses   
de personnel**

39 L'évolution du ratio pour les dépenses de personnel a été relativement stable au cours des quatre dernières années. La majeure partie des recettes (83% en 2017) est affectée aux dépenses de personnel, ce qui permet à l'UIT de mettre en oeuvre son programme d'activités, conformément à ce qui a été décidé dans le plan opérationnel pendant la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

Continuité

40 J'ai évalué les incidences de toute réduction potentielle des contributions que pourraient entraîner les crises économique et financière mondiales et analysé la question de savoir si cela entraînerait une réduction des activités de l'Union. Compte tenu des activités projetées et des risques correspondants, je peux affirmer que l'Union dispose de ressources suffisantes pour continuer à opérer à moyen terme. Nous continuerons par conséquent d'établir les états financiers de l'Union sur la base de la méthode de l'activité continue.

41 Je suis conscient de la responsabilité qui est la mienne quant à la transparence du rapport annuel du CCIG, du rapport annuel du Vérificateur extérieur des comptes et du rapport annuel d'audit interne et à leur accessibilité pour le public, une fois qu'ils auront été approuvés par le Conseil.

42 La déclaration sur le contrôle interne pour 2017 est jointe au présent Rapport de gestion financière.

Responsabilité

43 Comme prévu par l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, j'ai le plaisir de soumettre les états financiers ci-après, qui ont été élaborés conformément aux normes IPSAS. Je certifie que, pour autant que je sache, toutes les opérations de l'exercice ont été dûment comptabilisées dans les écritures et que ces opérations, ainsi que les états financiers et notes y afférentes, qui font partie intégrante du présent document, donnent une image fidèle de la situation financière de l'Union au 31 décembre 2017.

I Etat de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2017

II Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

III Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

IV Etat des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

V Etat de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2017

# Rapport de gestion 2017

Genève, le 26 mars 2018

Rapport de gestion de la direction de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Dans le cadre de la vérification des comptes annuels de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'exercice 2017 clos le 31 décembre 2017, nous présentons le rapport de gestion ci-après.

Nous avons établi les comptes annuels, lesquels seront soumis au Vérificateur extérieur, puis transmis au Conseil de l'UIT pour approbation. Nous sommes conscients de notre responsabilité en ce qui concerne la transparence des comptes annuels et l'accessibilité à ces comptes, la mise en place et la tenue à jour de systèmes viables pour la comptabilité et le contrôle interne, ainsi que les mesures à prendre pour éviter et déceler des erreurs graves et des cas de fraude.

1) Les comptes annuels et les notes y relatives ainsi que les informations financières associées sont conformes aux normes IPSAS, au Règlement financier et aux Règles financières et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation.

2) Toutes les opérations ont été dûment documentées. Nous avons communiqué toutes les informations pertinentes au Vérificateur extérieur de l'UIT, nous lui avons fourni ainsi qu'à ses collègues un accès aux comptes et aux pièces comptables de l'organisation ainsi qu'à la correspondance commerciale, et nous les avons informés de toute décision pouvant avoir des répercussions importantes sur les comptes annuels. Nos Vérificateurs extérieurs ont pu s'entretenir librement avec les personnes au sein de l'entité auprès desquelles il a été estimé nécessaire de recueillir des éléments probants.

3) Toutes les opérations pour l'exercice 2017 ont été comptabilisées, avec les montants qui leur ont été affectés, dans l'état de la performance financière. Tous les actifs, les passifs et les soldes de capitaux propres, avec les montants qui leur ont été affectés, ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'UIT détient juridiquement suffisamment de droits sur tous les actifs inscrits dans le bilan financier, de sorte qu'il n'existe pas d'autres actifs de l'UIT donnés en nantissement ou grevés que ceux qui sont indiqués dans l'annexe. Les relations et opérations avec les parties liées ont été dûment comptabilisées et communiquées, conformément aux exigences des normes IPSAS. Aucun autre contrat, accord de crédit, litige ou autre différend n'est susceptible de modifier sensiblement l'analyse des comptes annuels de l'UIT.

4) Tous les événements postérieurs à la date des états financiers pour lesquels les normes IPSAS requièrent un ajustement ou une information à fournir, ont fait l'objet du traitement requis.

5) Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations et les informations relatives aux justes valeurs sont, d'après nous, appropriées, traduisent notre intention et sont conformes aux principes comptables appliqués.

6) Nous confirmons qu'un système de contrôle interne de l'information financière a été mis en place quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des comptes annuels destinés à un usage externe, selon le Règlement financier et les Règles financières. Ce système inclut les politiques et les procédés appropriés qui:

• se rapportent à la tenue de registres raisonnablement détaillés qui reflètent avec précision les opérations et en donnent une image fidèle;

• fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont dûment comptabilisées pour permettre la préparation des comptes annuels et que les recouvrements et dépenses sont effectués conformément aux autorisations de la direction, selon le Règlement financier et les Règles financières;

• fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps utile d'acquisitions, d'utilisations ou de cessions non autorisées des actifs.

7) Nous confirmons que les risques identifiés et les recommandations formulées par l'auditeur interne, le Vérificateur extérieur et le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) sont pris en compte et que nous y donnerons suite, le cas échéant. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines est informé chaque année de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de ces recommandations.

8) Nous sommes d'avis que l'incidence des différences non ajustées – prises séparément ou ensemble – identifiées au cours de la vérification est négligeable pour ce qui est des états financiers globaux.

9) Nous confirmons que nous respectons le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT (paragraphe 9 de l'Article 28), selon lesquels tout cas de fraude ou de présomption de fraude est soumis sans délai par le Secrétaire général au Vérificateur extérieur des comptes. Nous n'avons pas non plus connaissance d'autres faits susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre son activité.

10) A cet égard, et en vue de limiter le risque de fraude, une nouvelle procédure d'achats a été mise en place pour des types de cas spécifiques, afin de garantir un niveau de contrôle approprié, ainsi qu'une séparation des tâches entre les fonctions liées aux demandes, à l'approbation du financement et aux achats. Cette nouvelle procédure a été introduite à titre d'essai et fera l'objet d'une évaluation complète avant sa mise en oeuvre définitive.

11) Toutes les circonstances ayant une incidence sur les comptes qui se sont produites avant la fin des travaux de vérification extérieure ont été dûment prises en compte dans l'établissement des comptes annuels. Nous ne manquerons pas d'informer immédiatement le Vérificateur extérieur au cas où des faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence a posteriori sur les comptes annuels serait porté à notre attention d'ici à la date de la prochaine session du Conseil.



Chef du Département de la gestion des ressources financières

Secrétaire général

# DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR 2017

Champ de responsabilité

En qualité de Secrétaire général de l**'**Union internationale des télécommunications (UIT), j**'**agis en tant que représentant légal de l**'**Union. Je prends toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l**'**Union soient utilisées avec économie et suis responsable devant le Conseil pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l**'**Union, conformément aux responsabilités qui m'incombent, en application, notamment des numéros 73*bis* et 75 (article 11) de la Constitution et des Articles 1, 10, 16, 28, 29 et 30 des Règles financières et du Règlement financier.

Objet du système de contrôle interne

Le contrôle interne a pour objet de réduire et gérer, et non de supprimer le risque de ne pas atteindre les buts et objectifs de l'Organisation et de ne pas mettre en oeuvre les politiques correspondantes. En conséquence, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue d'efficacité. Il repose sur un processus continu visant à recenser les principaux risques, à en évaluer la nature et la portée, et à les gérer de manière efficiente, efficace et économique. La direction de l'UIT doit mettre en place une série de processus propres à contrôler les activités de l'Union, de manière à donner aux organes directeurs une assurance raisonnable que:

• les plans, les programmes, les buts et les objectifs de l'Organisation sont atteints;

• les ressources sont acquises de manière rationnelle et employées de façon rentable; des processus administratifs de qualité et leur amélioration constante sont privilégiés;

• les ressources dont dispose l'Organisation (y compris son personnel, ses systèmes, ses données et informations) sont protégées comme il convient;

• les fonctionnaires élus et les fonctionnaires de la catégorie des conseillers supérieurs de la catégorie professionnelle et de la catégorie des services généraux agissent dans le respect des politiques, normes, plans et procédures de l'Organisation et de toutes les lois, règles et règlements en vigueur;

• les données et informations publiées, qu'elles soient destinées à un usage interne ou externe, sont exactes, fiables et à jour.

La gestion des risques et la gestion des contrôles internes sont des fonctions de la direction et font partie intégrante du processus global de gestion des activités. En conséquence, la direction de l'UIT doit, à tous les niveaux:

• identifier et évaluer les risques de perte éventuelle dans la sphère qui relève de sa responsabilité;

• définir et proposer des politiques, plans, normes opérationnelles, procédures, systèmes et autres lignes directrices à mettre en oeuvre pour réduire au minimum, atténuer et/ou limiter les risques associés aux situations exposées qui ont été recensées;

• établir des processus concrets de contrôle amenant et incitant les employés à s'acquitter de leurs tâches et responsabilités de manière à concourir aux cinq objectifs de contrôle définis dans le paragraphe précédent;

• maintenir l'efficacité des processus de contrôle mis en place et favoriser leur amélioration.

Capacité de gérer les risques

La Direction de l'UIT s'emploie à mettre en oeuvre, dans l'ensemble de l'organisation, un processus de gestion intégrée des risques (GIR) qui fait partie intégrante du système de contrôle interne de l'organisation.

Le système de contrôle interne repose sur l'utilisation du système SAP de gestion intégrée de l'information qui:

• reflète la structure, les activités et les flux hiérarchiques de l'Organisation;

• met en évidence la répartition des ressources budgétaires allouées à l'organisation, conformément aux textes fondamentaux de l'Union adoptés par la Conférence de plénipotentiaires;

• permet d'effectuer des contrôles intégrés aux systèmes et d'appliquer le principe des quatre yeux;

• permet de définir, de suivre et d'évaluer l'utilisation des ressources avec une comptabilité et l'établissement de rapports selon les normes IPSAS, des points réguliers sur la situation et des processus et contrôles documentés de l'approvisionnement.

La fiabilité des rapports financiers de l'UIT et le suivi de l'utilisation des ressources selon les objectifs stratégiques reposent sur le système de gestion intégré de l'information et une stricte maîtrise des engagements de ressources.

En outre, la Commission des marchés aide le Secrétaire général à garantir une utilisation efficace des ressources de l'UIT en prenant en considération l'intérêt supérieur l'Union et l'Unité des affaires juridiques, ainsi que le Bureau de la déontologie fournissent des conseils au niveau de l'organisation en ce qui concerne les lois, règles et règlements ainsi que la diffusion et la promotion des politiques de l'UIT en matière de déontologie. Dans le cadre de ses activités d'audit, l'Unité de l'audit interne fournit des assurances au Secrétaire général en ce qui concerne la gouvernance de l'organisation, la gestion des risques et l'efficacité des contrôles.

La gestion des risques stratégiques est intégrée dans le processus de planification stratégique en vigueur à l'UIT dans la mesure où les risques stratégiques sont identifiés et des mesures d'atténuation sont prises en conséquence. Le cadre de gestion des risques fait partie intégrante du Plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019 (Résolution 71) qui a été approuvé par la Conférence de plénipotentiaires de 2014. Ce cadre de gestion des risques continue d'être défini plus avant grâce à l'élaboration d'une politique de gestion des risques, d'une déclaration sur la gestion des risques institutionnels et d'un registre de gestion des risques stratégiques.

La gestion des risques opérationnels fait aussi partie des processus de gestion opérationnels de l'UIT. La direction de l'Union, y compris les trois Bureaux et le Secrétariat général passe en revue régulièrement les risques associés à la réalisation des objectifs de chaque entité constitutive de l'organisation et prend les mesures nécessaires pour atténuer ces risques tout en mettant en place les mécanismes de contrôle des risques afin de suivre l'évolution des risques résiduels.

Examen de l'efficacité

Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne s'appuie sur le travail réalisé par les hauts responsables de l'UIT, qui sont tenus de définir et de faire appliquer le cadre de contrôle interne dans leurs domaines de responsabilité. J'obtiens les garanties au moyen des lettres de représentation interne signées par les principaux dirigeants et responsables de l'UIT, qui confirment que les exigences suivantes pour l'exercice 2017 ont été respectées:

• la conformité des engagements ou obligations et des charges avec les crédits budgétaires ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil ou avec les buts, règles et dispositions applicables aux fonds en question;

• l'emploi efficace, efficient et économique des ressources de l'Union;

• la régularité des opérations de réception, de garde et de déboursement de tous les fonds et autres ressources de l'Union;

• l'exactitude, l'exhaustivité et la fourniture dans les délais des données financières et autres données administratives.

Le cadre réglementaire de l'UIT est constitué des textes fondamentaux de l'Union, des règles et règlements, des ordres de service, des notes de service et des circulaires d'information.

Tous les systèmes, processus, opérations, fonctions et activités de l'UIT font l'objet d'un audit interne effectué par l'Unité de l'audit interne. Dans le cadre de ses travaux, l'Unité de l'audit interne s'emploie à se conformer aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Je m'appuie sur les travaux d'audit et d'enquête pour obtenir l'assurance que la gouvernance de l'organisation et la gestion des risques sont adéquats et que les contrôles internes sont efficaces.

Par ailleurs, je reçois les rapports du Vérificateur extérieur, qui contiennent des recommandations concernant les questions de contrôle interne. Toutes les recommandations formulées par le Vérificateur extérieur sont prises en considération et des plans d'action sont établis selon qu'il convient en vue d'éliminer tout éventuel point faible constaté, dans un souci d'amélioration constante. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (CWG-FHR) assure le suivi des mesures prises par la direction en application des recommandations du Vérificateur extérieur.

J'ai pris note des conclusions de l'auditeur interne relatives à la nécessité d'améliorer la gouvernance et la gestion des risques de certains des processus ayant été révisés et de rendre les contrôles plus efficaces dans les divers domaines contrôlés. Des mesures ont été prises et continueront d'être prises pour renforcer les contrôles internes et réduire les risques.

J'ai prêté une grande attention à ces conclusions et je les mets en perspective afin de disposer d'une évaluation réaliste de la situation actuelle. A partir de cela, je suis en mesure de déclarer que l'audit interne mené en 2017 n'a révélé aucun dysfonctionnement grave particulier qui pourrait indiquer l'existence de contrôles internes inefficaces importants.

Je bénéficie en outre des avis du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), qui exerce des fonctions consultatives spécialisées et aide le Conseil ainsi que le Secrétaire général à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance, et notamment à assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des procédures de gestion des risques et des procédures de gouvernance de l'UIT.

Faits importants survenus au cours de l'année en matière de contrôle interne

Des domaines d'amélioration dans le processus d'achat ont été portés à ma connaissance. J'ai donc sollicité les bureaux concernés afin qu'ils prennent les mesures nécessaires en vue d'améliorer les contrôles dans ces domaines.

Une nouvelle procédure d'achats a été mise en place pour des types de cas spécifiques, afin de garantir un niveau de contrôle approprié, ainsi qu'une séparation des tâches entre les fonctions liées aux demandes, à l'approbation du financement et aux achats. Cette nouvelle procédure a été introduite à titre d'essai et fera l'objet d'une évaluation complète avant sa mise en oeuvre définitive.

Déclaration

Je m'engage à garantir une amélioration continue du système de contrôle interne. Aussi bien conçu et efficace soit-il, le contrôle interne souffre intrinsèquement de limites, compte tenu notamment de la possibilité de le contourner. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable d'efficacité, et pas une assurance absolue. En outre, la situation pouvant évoluer, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps.

La direction s'efforce de remédier aux insuffisances qui ont été constatées dans les contrôles internes pendant les activités courantes de l'UIT ou qui ont été identifiées dans les observations relatives à la supervision, essentiellement à travers la procédure de suivi mise en place l'an dernier pour la mise en oeuvre des recommandations relatives au contrôle. Sur cette base, je conclus que l'Union disposait d'un système efficace de contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et jusqu'à la date de l'approbation des états financiers.



Secrétaire général de l'UIT

Genève, le 26 mars 2018

Houlin Zhao

# 

# Certification des états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2017

**Union internationale des télécommunications, Genève**

Conformément à l'Article 30 du Règlement financier, les comptes et les états financiers de l'Union internationale des télécommunications ont été établis et tenus conformément aux normes IPSAS. Les états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2017 ainsi que les notes relatives à ces états financiers et les annexes pertinentes ont été examinés et sont approuvés.

26 mars 2018



Chef du Département de la gestion des ressources financières

Secrétaire général

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Page

[I – Etat de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2017 avec chiffres comparatifs   
au 31 décembre 2016 23](#_Toc511741201)

[II – Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2017   
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2016 24](#_Toc511741202)

[III – Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 25](#_Toc511741203)

[IV – Etat des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 26](#_Toc511741204)

[V – Etat de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs   
pour l'exercice 2017 27](#_Toc511741205)

[Notes relatives aux états financiers 28](#_Toc511741206)

[Note 1 Objectifs de l'Union 28](#_Toc511741207)

[Note 2 Principaux principes comptables 29](#_Toc511741208)

[Monnaies étrangères 29](#_Toc511741209)

[Instruments financiers 30](#_Toc511741210)

[Evaluation de la provision pour dépréciation des créances 32](#_Toc511741214)

[Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs 33](#_Toc511741215)

[Stocks 33](#_Toc511741216)

[Immobilisations corporelles 34](#_Toc511741217)

[Immobilisations acquises en contrats de location 35](#_Toc511741218)

[Immobilisations incorporelles 36](#_Toc511741219)

[Provisions 36](#_Toc511741220)

[Actifs et passifs éventuels 37](#_Toc511741221)

[Prestations dues aux employés 37](#_Toc511741222)

[Comptabilisation des fonds 38](#_Toc511741223)

[Fonds de réserve 39](#_Toc511741226)

[Autres fonds 40](#_Toc511741227)

[Fonds pour le nouveau bâtiment 40](#_Toc511741228)

[Fonds destinés aux activités extrabudgétaires 41](#_Toc511741229)

[Comptabilisation des produits 42](#_Toc511741230)

[Présentation de l'information sectorielle 43](#_Toc511741231)

[Comparaison budgétaire 43](#_Toc511741232)

[Note 3 Gestion de l'actif net 44](#_Toc511741233)

[Note 4 Gestion des risques financiers 44](#_Toc511741234)

Page

[Note 5 Jugement et estimations comptables 47](#_Toc511741237)

[Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie 48](#_Toc511741238)

[Note 7 Placements 48](#_Toc511741239)

[Note 8 Créances 49](#_Toc511741240)

[Note 9 Stocks 50](#_Toc511741241)

[Note 10 Autres créances 50](#_Toc511741242)

[Note 11 Immobilisations corporelles 51](#_Toc511741243)

[Note 12 Immobilisations incorporelles 52](#_Toc511741244)

[Note 13 Biens en construction 53](#_Toc511741245)

[Note 14 Fournisseurs et autres créanciers 53](#_Toc511741246)

[Note 15 Produits différés 54](#_Toc511741247)

[Note 16 Emprunts et autres dettes financières 54](#_Toc511741248)

[Note 17 Avantages du personnel 54](#_Toc511741249)

[17.1 Avantages du personnel à court terme 55](#_Toc511741250)

[17.2 Avantages du personnel à long terme 55](#_Toc511741252)

[Note 18 Provisions 62](#_Toc511741253)

[Note 19 Autres dettes 62](#_Toc511741254)

[Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés 62](#_Toc511741255)

[Note 21 Produits 63](#_Toc511741256)

[Note 22 Recettes 63](#_Toc511741257)

[Note 23 Charges 64](#_Toc511741261)

[Note 24 Informations sectorielles – Etat de la performance financière 2017 67](#_Toc511741269)

[Note 25 Présence régionale 69](#_Toc511741271)

[Note 26 Rapprochement entre les montants budgétisés et les montants effectifs 69](#_Toc511741272)

[Note 27 Informations relatives aux parties liées 71](#_Toc511741273)

[Note 28 Engagements 72](#_Toc511741274)

[Note 29 Evénements postérieurs à la date du bilan 72](#_Toc511741275)

I – Etat de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2017   
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2016

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | Notes | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| **ACTIF** |  |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 | 135 297 | 108 435 |
| Placements | 7 | 31 363 | 64 980 |
| Créances avec contrepartie directe | 8 | 8 934 | 9 033 |
| Créances sans contrepartie directe | 8 | 88 139 | 76 469 |
| Stocks | 9 | 661 | 545 |
| Autres créances | 10 | 7 505 | 9 448 |
| **Total des actifs courants** |  | **271 898** | **268 910** |
|  |  |  |  |
| **Actifs non courants** |  |  |  |
| Créances sans contrepartie directe | 8 | – | – |
| Immobilisations corporelles | 11 | 99 000 | 101 432 |
| Immobilisations incorporelles | 12 | 967 | 2 634 |
| Biens en construction | 13 | 908 | – |
| **Total des actifs non courants** |  | **100 876** | **104 066** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** |  | **372 774** | **370 976** |
| **PASSIF** |  |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 14 | 9 671 | 9 148 |
| Produits différés | 15 | 134 275 | 129 022 |
| Emprunts et dettes financières | 16 | 1 493 | 1 493 |
| Avantages du personnel | 17 | 226 | 1 094 |
| Provisions | 18 | 1 636 | 1 452 |
| Autres dettes | 19 | 1 810 | 5 075 |
| **Total des passifs courants** |  | **149 112** | **147 284** |
|  |  |  |  |
| **Passifs non courants** |  |  |  |
| Emprunts | 16 | 41 526 | 42 299 |
| Avantages du personnel | 17 | 638 365 | 575 123 |
| Fonds de tiers affectés | 20 | 22 994 | 23 612 |
| Fonds de tiers en cours d'affectation | 20 | 3 300 | 3 813 |
| **Total des passifs non courants** |  | **706 185** | **644 847** |
|  |  |  |  |
| **TOTAL DU PASSIF** |  | **855 297** | **792 131** |
| **ACTIF NET** |  |  |  |
| Capital de l'organisation |  |  |  |
| Fonds de réserve avant réaffectation de l'excédent/du déficit de l'exercice | 2 | 27 089 | 26 522 |
| Fonds extrabudgétaires | 2 | 58 726 | 52 613 |
| Pertes actuarielles de l'ASHI | 17 | –369 704 | –322 579 |
| Soldes cumulés |  | –181 557 | –164 018 |
| Excédent/déficit de l'exercice |  | –17 078 | –11 693 |
| **TOTAL DE L'ACTIF NET** |  | **–482 524** | **–419 155** |

II – Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2017   
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2016

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en milliers de francs suisses) | Notes | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|  |  |  |  |
| PRODUITS | 22 |  |  |
|  |  |  |  |
| Contributions mises en recouvrement |  | 122 390 | 122 888 |
| Contributions volontaires |  | 10 610 | 10 232 |
| Autres produits d'exploitation |  | 44 398 | 41 919 |
| Contributions en nature |  | 882 | 901 |
| Produits financiers |  | 258 | 562 |
|  |  |  |  |
| Total des produits |  | 178 537 | 176 502 |
|  |  |  |  |
| CHARGES | 23 |  |  |
|  |  |  |  |
| Charges de personnel |  | 148 748 | 146 999 |
| Frais de missions |  | 6 968 | 6 997 |
| Services contractuels |  | 15 613 | 14 107 |
| Location et entretien des locaux et équipements |  | 4 411 | 4 872 |
| Matériels et fournitures |  | 3 875 | 3 291 |
| Amortissements et pertes de valeurs |  | 5 212 | 5 610 |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services |  | 1 576 | 1 804 |
| Autres charges |  | 7 656 | 3 207 |
| Charges en nature |  | 882 | 901 |
| Charges financières |  | 675 | 407 |
| Total des charges |  | 195 615 | 188 195 |
| Excédent (déficit) de la période |  | –17 078 | –11 693 |

III – Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos   
le 31 décembre 2017

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en milliers CHF) | 31.12.2016 | Excédent/ déficit 2017 | Autres ajustements | 31.12.2017 |
| **Passage aux normes IPSAS** | **–125 100** | **0** | **0** | **–125 100** |
| **Fonds de réserve** | **27 088** | **682** | **0** | **27 770** |
| **Autres réserves effectuées** | **45 057** | **8 101** | **480** | **53 638** |
| Economies réalisées au cours des années précédentes | 0 | 5 764 | 0 | 5 764 |
| Fonds d'investissement | 8 690 | 176 | 1 364 | 10 230 |
| Fonds pour le nouveau bâtiment | 0 | –671 |  | –671 |
| Fonds de bien-être du personnel | 413 |  | –20 | 393 |
| Fonds du centenaire | 256 | –45 |  | 212 |
| Fonds des compléments de la Caisse d'assurance | 6 223 | –21 |  | 6 202 |
| Fonds de pensions de la Caisse d'assurance | 0 |  |  | 0 |
| Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance | 278 | 0 |  | 278 |
| Fonds ASHI | 8 500 | 1 000 |  | 9 500 |
| Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel | 12 193 | 1 500 | 114 | 13 808 |
| Réserves extrabudgétaires affectées | 7 654 | 397 | –1 012 | 7 039 |
| Conversion de change | 849 |  | 35 | 884 |
| **Fonds relatif aux activités extrabudgétaires** | **12 835** | **–40** | **353** | **13 149** |
| Télécom | 10 076 | 23 | –1 966 | 8 132 |
| Autres | 2 761 | –63 | 2 320 | 5 017 |
| **Pertes actuarielles de l'ASHI** | **–322 579** | **0** | **–47 125** | **–369 704** |
| **Déficit cumulé IPSAS (statistique)** | **–56 457** | **–25 821** | **0** | **–82 278** |
| **Total de l'actif net** | **–419 155** | **–17 078** | **–46 291** | **–482 524** |

IV – Etat des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|  |  |  |
| Excédent (déficit) de l'exercice | –17 078 | –11 693 |
| Mouvements non monétaires |  |  |
| Amortissements | 5 212 | 5 610 |
| Provision ASHI | 18 214 | 13 667 |
| Provisions pour rapatriement (LT) | –1 268 | 2 495 |
| Provisions pour avantages du personnel CT | 174 | 1 073 |
| Provisions pour congé accumulé (LT) | 180 | –496 |
| Autres provisions | 526 | 593 |
| Provisions pour créances douteuses | 5 472 | –2 846 |
| Dépréciations des stocks | –3 | –19 |
| (Gain) ou perte net(te) sur ventes de l'actif net | 5 | 2 |
| Pertes (gains) sur cours non réalisés | – | – |
| Intérêts reçus | –220 | –242 |
|  |  |  |
| Excédent (déficit) retraité des mouvements non monétaires | 11 215 | 8 144 |
| (Augmentation) diminution des stocks | –113 | 48 |
| (Augmentation) diminution des créances à court terme | –17 042 | 3 499 |
| (Augmentation) diminution des autres créances à court terme | 1 944 | –1 377 |
| Augmentation (diminution) des fournisseurs | 523 | 1 952 |
| Augmentation (diminution) des produits différés | 5 253 | 1 453 |
| Augmentation (diminution) des autres dettes | –3 264 | –206 |
| Utilisation de provisions pour les avantages du personnel CT | –1 042 | –460 |
| Utilisation de provisions pour le rapatriement (LT) | –914 | –753 |
| Utilisation de provisions pour les congés accumulés (LT) | –95 | –222 |
| Utilisation de provisions pour les bénéfices des employés LT | – | –36 |
| Augmentation (diminution) − Autres provisions | –342 | –187 |
| Augmentation (diminution) des fonds de tiers | –1 131 | –4 200 |
| Variation des fonds propres | 834 | 1 213 |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles | –15 391 | 723 |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement |  |  |
| (Augmentation)/diminution des placements | 33 617 | 46 837 |
| Intérêts reçus sur placement à court terme | 220 | 242 |
| (Acquisition)/Vente des immobilisations corporelles | –1 100 | –516 |
| (Acquisition)/Vente des immobilisations incorporelles | –353 | –1 007 |
| (Acquisition)/Vente des biens en construction | –571 |  |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | 31 813 | 45 556 |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie des activités de financement |  |  |
| (Augmentation) diminution de l'emprunt FIPOI | –773 | –1 493 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | –773 | –1 493 |
|  |  |  |
| Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie | 26 863 | 52 930 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 108 435 | 55 505 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 135 297 | 108 435 |

V – Etat de la comparaison des montants budgétés et des montants   
effectifs pour l'exercice 2017

**(en milliers de CHF)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Montants budgétisés | | | | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 |
| *Contributions mises en recouvrement* | 124 401 |  |  | 124 401 | 122 390 | –2 011 |
| *Recouvrement des coûts* | 34 625 |  |  | 34 625 | 37 174 | 2 549 |
| *Intérêts* | 300 |  |  | 300 | 29 | –271 |
| *Autres produits* | 100 |  |  | 100 | 1 441 | 1 341 |
| *Prélèvement du Fonds de réserve* | 1 117 | 317 |  | 1 434 | – | –1 434 |
| Total produits | 160 543 | 317 |  | 160 860 | 161 034 | 174 |
| Charges | Montants budgétisés | | | | Montants  effectifs sur  une base  comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 |
| *Secrétariat général* | *90 761* |  | *–116* | *90 645* | *81 762* | *8 883* |
| *Secteur des radiocommunications* | *28 603* |  |  | *28 603* | *27 234* | *1 369* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *12 438* |  |  | *12 438* | *12 296* | *142* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *28 741* | *317* | *116* | *29 174* | *27 733* | *1 441* |
| *Dépenses non prévues dans le budget approuvé* |  |  |  | *–* | *644* |  |
| Total charges | 160 543 | – | – | 160 860 | 149 669 | 11 191 |
| **Résultats** |  |  |  |  | 11 365 |  |
| *ASHI* |  |  |  |  | *–18 214* |  |
| *Capitalisation des immobilisations* |  |  |  |  | *2 021* |  |
| *Comptabilisation des stocks* |  |  |  |  | *128* |  |
| *Dépréciations* |  |  |  |  | *–4 656* |  |
| *Gains et pertes de change* |  |  |  |  | *–604* |  |
| *Remboursement du prêt de la FIPOI non considéré comme charges* |  |  |  |  | *1 493* |  |
| *Modifications et utilisation de la Provision pour créances douteuses* |  |  |  |  | *–5 939* |  |
| *Ventes d'actifs* |  |  |  |  | *5* |  |
| *Autres charges* |  |  |  |  | *–29* |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Total des différences IPSAS |  |  |  |  | –25 794 |  |
| *Excédent/déficit Fonds 10000* |  |  |  |  | *11 365* |  |
| *Baisse des réserves du fonds d'investissement* |  |  |  |  | *–869* |  |
| *Différences de périmètres* |  |  |  |  | *–1 780* |  |
| Excédent/Déficit tel que montré dans l'état de la performance financière |  |  |  |  | –17 078 |  |

Pour plus d'informations, voir la Note 25.

# Notes relatives aux états financiers

Note 1 Objectifs de l'Union

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des [Nations Unies](http://www.unsystem.org/fr) pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer, et ce dans trois Secteurs fondamentaux: les [radiocommunications](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=information&link=rhome&lang=fr), la [normalisation](http://www.itu.int/ITU-T/) et le [développement](http://www.itu.int/net/ITU-D/index-fr.aspx). L'UIT reconnaît pleinement à chaque Etat le droit souverain de réglementer ses télécommunications.

L'UIT, qui est aussi l'organisatrice des manifestations [ITU TELECOM](http://www.itu.int/ITUTELECOM/index-fr.html), a été responsable au premier chef de l'organisation du [Sommet mondial sur la société de l'information](http://www.itu.int/itu-wsis/implementation/).

L'UIT a son siège à Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse, et compte 193 [Etats Membres](http://www.itu.int/cgi-bin/htsh/mm/scripts/mm.list?_search=ITUstates&_languageid=2) et plus de 800 [Membres de Secteur](http://www.itu.int/cgi-bin/htsh/mm/scripts/mm.list?_search=SEC&_languageid=1), [Associés et établissements universitaires associés à ses travaux](http://www.itu.int/cgi-bin/htsh/mm/scripts/mm.list?_search=ASSOCIATES&_languageid=2). L'UIT a quatre bureaux régionaux, huit bureaux de zone, un bureau de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et une unité de coordination au siège pour l'Europe.

L'objet de l'Union est le suivant:

– Maintenir et étendre la coopération internationale entre tous ses Etats Membres pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes.

– Favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public.

– S'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète.

– Promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques.

– Harmoniser les efforts des Etats Membres et favoriser une coopération et un partenariat fructueux et constructifs entre les Etats Membres et les Membres des Secteurs à ces fins.

– Promouvoir au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

– effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence et, pour les services spatiaux, de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires ou de toute caractéristique associée de satellites sur d'autres orbites afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;

– coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les services de radiocommunication ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites;

– facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;

– encourage la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

– coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

– favorise la collaboration entre les Etats Membres et les Membres des Secteurs en vue d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

– encourage l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

– procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des voeux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;

– s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays;

– encourage la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'UIT. Convoquée tous les quatre ans, la Conférence:

• détermine les principes généraux de l'Union;

• adopte un plan stratégique et un plan financier pour une période de quatre ans;

• élit les membres de l'équipe de direction de l'organisation, les Membres du [Conseil](http://www.itu.int/council/index-en.html) et les Membres du [Comité du [Règlement](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=conferences&link=rrb&lang=en) des radiocommunications](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=conferences&link=rrb&lang=fr).

La Conférence de plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les Etats Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde.

Les Membres des Secteurs, les organisations régionales de télécommunication et les organisations intergouvernementales, ainsi que l'organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées participent également à la Conférence en qualité d'observateurs.

Note 2 Principaux principes comptables

Monnaies étrangères

Le franc suisse (CHF) est la monnaie fonctionnelle de l'UIT et celle utilisée dans la présentation des Etats financiers.

Les opérations en monnaies autres que le franc suisse sont converties en cette monnaie au taux de change opérationnel des Nations Unies (United Nations Operational Rates of Exchange, UNORE) pratiqué à la date de la transaction. Les avoirs et engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en franc suisse au taux de change UNORE en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des avoirs et engagements libellés en devises sont comptabilisés dans l'état de la performance financière. L'UIT applique les taux de change UNORE communiqués par l'ONU, à savoir:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CHF pour | Décembre 2017 | Décembre 2016 |
|  |  |  |
| 1 Dollar EU | 0,98400 | 1,01400 |
| 1 Euro | 1,16588 | 1,07643 |
| 1 BBD (Barbade) | 0,49200 | 0,50700 |
| 1 BRL (Brésil) | 0,30559 | 0,29824 |
| 1 CLP (Chili) | 0,00153 | 0,00151 |
| 1 ETB (Ethiopie) | 0,03590 | 0,04537 |
| 1 HNL (Honduras) | 0,04173 | 0,04344 |
| 1 IDR (Indonésie) | 0,00007 | 0,00007 |
| 1 EGP (Egypte) | 0,05545 | 0,05667 |
| 1 RUB (Russie) | 0,01681 | 0,01551 |
| 1 VND (Viet Nam) | 0,00004 | 0,00004 |
| 1 XOF (Sénégal) | 0,00178 | 0,00164 |
| 1 XAF (Cameroun) | 0,00178 | 0,00164 |
| 1 THB (Thaïlande) | 0,03021 | 0,02844 |

Instruments financiers

Les instruments financiers de l'UIT se composent des caisses et des dépôts à court terme, des placements, des créances issues d'opérations avec contrepartie directe, des créances sans contrepartie directe, des comptes fournisseurs, des découverts bancaires, des prêts et des emprunts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les comptes postaux, les avoirs en banques et les comptes de dépôts auprès de la Confédération suisse – Département fédéral des finances.

Placements

Les placements à terme d'une durée de trois à neuf mois, très liquides qui sont convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont désignés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit lors de la comptabilisation initiale. Le produit des placements est comptabilisé trimestriellement sur la base du rendement effectif.

Les placements sont comptabilisés initialement lorsque l'UIT devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Tous les achats et toutes les ventes de placements sont comptabilisés sur la base de leur date de transaction. Les placements sont comptabilisés initialement à leur juste valeur en tenant compte des éventuels coûts de transaction qui leur sont directement imputables.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'UIT a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers et les risques y relatifs.

Les placements sont présentés au bilan en actifs et passifs courants ou non-courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de l'UIT de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ont expirés ou ont été transférés et lorsque tous les risques et les avantages liés au droit de propriété ont été transférés.

Autres dettes financières et emprunt auprès de la FIPOI

Les autres dettes financières comprennent les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires, les fournisseurs et créanciers d'exploitation. Elles sont présentées au bilan en passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers portant intérêt sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs pour lesquels la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

L'UIT a emprunté des capitaux auprès de la Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI) lors de la construction et de la rénovation des bâtiments sis à Genève. Ces emprunts étaient originellement soumis à un intérêt. Toutefois, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a supprimé le prélèvement des intérêts à partir de 1996. Ainsi, l'UIT a uniquement l'obligation de rembourser le montant principal.

Le prêt est évalué à son coût amorti selon un taux d'intérêt à long terme de 3,25% qui correspond aux intérêts liés aux prêts accordés par la FIPOI mais non versés. La différence entre la valeur nominale et le coût amorti représente une contribution en nature qui s'élevait au 31 décembre 2017 à un montant global de 15,7 millions CHF. L'UIT a choisi de ne pas présenter ce montant dans la catégorie "emprunts et dettes financières" dans l'état de la situation financière. Par contre, l'UIT montre dans l'état de la performance financière, des charges et des produits en tant que contribution en nature correspondant à la diminution de l'escompte entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année écoulée.

Créances et prêts

Les créances et prêts de l'UIT sont des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils prennent naissance lorsque l'UIT est engagée contractuellement avec un tiers et jusqu'à ce que les transferts de trésorerie liés à ces actifs financiers aient été exécutés et que les risques et avantages liés à ces actifs aient également été transférés à l'UIT. Ces actifs sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Les créances sont classées en deux catégories distinctes: les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, telles les créances issues de la vente de publications, et les créances sans contrepartie directe, notamment celles liées aux contributions versées à l'UIT. Les contributions mises en recouvrement sont intégrées dans le plan financier lorsque le niveau des contributions des Etats Membres a été fixé lors de la Conférence de plénipotentiaires pour une période de quatre ans. Ces contributions sont reconnues sur une base annuelle.

Les contributions volontaires sont initialement reconnues lorsqu'il existe un accord signé entre l'UIT et le donateur.

Les créances et les prêts sont reconnus à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La juste valeur est adaptée lors de la revue des créances douteuses au moment de la clôture annuelle des comptes.

Evaluation de la provision pour dépréciation des créances

L'évaluation du besoin de constituer ou de corriger une provision pour dépréciation d'actifs est réalisée selon la nature de la créance, sur la base des catégories de créances suivantes:

1 – Etats Membres

Conformément à l'article 28 paragraphe 169 de la Constitution, un Etat Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 27 et 28 de la Constitution tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes.

Sur la base de ce paragraphe, une provision pour les Etats Membres ayant des arriérés de plus de deux ans est constituée. L'évaluation et le suivi se font sur la base de la notification financière. Cette notification est produite tous les trimestres. Le calcul de la provision se fait sur la base de la notification du dernier trimestre de l'année. Celle-ci est produite en début de l'année suivante.

Le montant de la provision est égal à 100% de la créance impayée depuis plus de deux ans augmentée des intérêts moratoires imputés depuis le début du retard de paiement.

2 – Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires

S'agissant des Membres de Secteur et des Associés, la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires prévoit, dans le point 6 du *décide*, que, en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT, sera suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et en cas d'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement interviendra trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension.

Toutes les créances impayées y compris les intérêts moratoires de plus de deux ans sont provisionnées à 100%.

3 – Produits provenant du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite (SNF)

L'Union constitue une provision pour les factures SNF, intérêts moratoires de 6% à partir de la date d'échéance en cas de retard de paiement. Les factures ayant une date d'échéance de six mois, une provision de 100% sera constituée au 31 décembre de l'année qui suit leur émission.

4 – Publications

Les publications sont en majorité payées d'avance, sauf lorsque le client est l'administration d'un Etat Membre. La constitution de cette provision est identique au principe appliqué aux contributions des Etats Membres et Membres de Secteur.

5 – Autres débiteurs (par exemple, contributions volontaires)

Le montant de la provision est égal à 100% des créances impayées au 31 décembre de l'année qui suit l'émission des factures.

6 – ITU TELECOM

Les créances pour les évènements ITU TELECOM sont provisionnées à 100% au moment du bouclement des comptes des expositions, lorsqu'il existe une incertitude quant au paiement.

Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs

Lorsque l'irrécouvrabilité d'une créance est constatée (par exemple acte de défaut de bien ou abandon de créance approuvé par le Conseil), la dette est passée par pertes et profits. La provision correspondante est alors utilisée pour équilibrer le solde des comptes. Si le montant de la dépréciation diminue au cours d'un exercice ultérieur, et si cette diminution peut être objectivement liée à un évènement survenant après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple, la signature d'un plan d'amortissement de la dette), la perte de valeur comptabilisée est reprise, tout ou en partie, par une dissolution de provision.

Dans le cas des Etats Membres et des Membres de Secteur, la provision est diminuée des versements annuels effectués dans le cadre d'un plan d'amortissement de la dette, après paiement de chaque annuité. Les intérêts moratoires sont extournés après remboursement du capital de la dette, sous réserve de l'approbation du Conseil. Ce montant inclus les créances liées aux publications.

Si au cours d'un exercice ultérieur de nouvelles créances remplissent les critères de dépréciation retenus dans le paragraphe ci-dessus, une constitution de provision doit être comptabilisée au 31 décembre de l'année.

Stocks

Les stocks se composent des publications et souvenirs marqués du logo de l'UIT, des magasins de consommables, des matières premières pour la maintenance et des réserves de pièces détachées non affectées à la maintenance d'actifs particuliers.

Pour les biens consommables, la valeur des stocks est calculée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La même méthode est utilisée pour tous les stocks présentant une nature et un usage similaire dans l'organisation.

Les publications sont valorisées selon un coût standard basé sur un barème mis à jour annuellement. Le coût standard ne comprend pas les coûts directs de personnel, toutefois, le coût du papier est augmenté de 253%, qui représentent les coûts directs liés à la reprographie. La valeur nette réalisable représente le prix de vente estimatif diminué des coûts estimés d'achèvement, de commercialisation, de vente et de distribution des publications.

Lorsque les stocks de publications sont distribués à un coût nul ou symbolique, ceux-ci sont évalués à la valeur que l'Organisation devrait payer pour acquérir les avantages économiques ou le potentiel de service pour réaliser les objectifs de l'Organisation. Si les avantages économiques ou le potentiel de service ne peuvent être acquis sur le marché, les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Un inventaire physique annuel de tous les stocks est réalisé. A chaque date de clôture, s'il existe un quelconque indice montrant que les stocks ont pu perdre de leur valeur, ceux-ci sont dépréciés. L'évaluation des publications se fait en deux temps: tout d'abord sur la base de dommages identifiés lors de l'inventaire physique annuel et ensuite selon l'obsolescence des publications. L'organisation détermine également si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte. S'il existe un tel indice, la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement des stocks sont estimés et mises à jour.

Les publications et articles qui ne seront plus proposés à la vente ou destinés à la distribution gratuite verront leur valeur nette comptable réduite à zéro.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles détenues par l'UIT sont évaluées à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Les bâtiments ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière d'ouverture IPSAS au 1er janvier 2010 à leur valeur intrinsèque sur la base de l'étude menée par un cabinet externe. La valeur des bâtiments a été comptabilisée selon l'approche par composantes. Les terrains ne sont pas pris en compte dans le calcul de la valeur intrinsèque des bâtiments. Le droit de superficie concernant les terrains mis à disposition par l'Etat de Genève est sans charge pour l'Union.

Les donations en nature sont valorisées à la juste valeur estimée à la date de réception des biens mobiliers. La reconnaissance des revenus liés à des donations en espèces destinées à la création ou à l'achat d'une immobilisation spécifique est étalée sur une durée égale à la dépréciation de l'immobilisation concernée à partir de la date de mise en service.

Les biens d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien et amortis linéairement par la suite.

Les biens d'un coût inférieur à 5 000 CHF (biens de faible valeur) sont capitalisés lors du mois de leur acquisition et entièrement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des projets menés par les activités extrabudgétaires (notamment les Projets du Programme des Nations Unies pour le développement, les projets d'exécution nationales et les contributions volontaires) sont entièrement comptabilisées en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les coûts ultérieurs liés aux immobilisations sont capitalisés et amortis lorsqu'ils entraînent une augmentation du potentiel de service lié à l'utilisation de l'immobilisation et ne concernent pas des coûts de maintenance ou de réparation de l'immobilisation concernée. Ces derniers sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments significatifs ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une durée résiduelle finale, s'il y a lieu. Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Les durées moyennes d'utilité retenues sont les suivantes:



L'UIT examine à chaque date de clôture annuelle s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable d'un actif est calculée de manière individuelle. La valeur d'utilité des actifs immobilisés utilisés à des fins non commerciales correspond à la valeur actualisée du potentiel de service attendu de leur utilisation.

Une perte de valeur comptabilisée au cours d'exercices antérieurs est reprise lorsqu'il y a un changement dans les estimations de la valeur recouvrable depuis la dernière estimation. La valeur nette comptable de l'actif est augmentée, mais ne doit pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif si aucune perte de valeur n'avait été reconnue en premier lieu. La reprise est inscrite au compte de résultat.

Immobilisations acquises en contrats de location

Dans le cadre de ses activités, l'UIT peut utiliser des actifs mis à sa disposition en vertu de contrats de location. Ces contrats de location ont fait l'objet d'une analyse au regard des situations décrites et indicateurs fournis par la norme IPSAS 13 afin de déterminer s'il s'agit de contrats de location simple ou de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2017, les contrats de location passés par l'UIT correspondent à la définition de contrats de location simple et sont comptabilisés comme tels. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, les licences informatiques et les logiciels d'une valeur supérieure à 50 000 CHF sont comptabilisés sur la base de leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, à l'exception du bilan d'ouverture où la valeur nette a été reprise. Les licences, progiciels, patentes, et droits sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.

Tous les coûts égaux ou inférieurs à 50 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception des biens et comptabilisés entièrement en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les licences, progiciels, brevets développés en interne sont capitalisés si l'UIT peut espérer bénéficier des avantages économiques ou des possibilités de service qui leur sont associés. Les coûts de développement directement liés à la conception et à l'essai de produits logiciels reconnaissables et uniques gérés par l'UIT sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères ci-après sont satisfaits à la date de clôture:

– Il est techniquement possible d'achever le développement du produit logiciel qui pourra ainsi être utilisé.

– La direction a l'intention d'achever le développement du produit logiciel et de l'utiliser ou de le mettre en vente.

– Il est possible d'utiliser ou de vendre le produit logiciel.

– Il est possible de prouver que le produit logiciel générera vraisemblablement des bénéfices économiques dans l'avenir.

– Des ressources appropriées sur les plans technique, financier ou autre sont disponibles pour achever le développement du produit logiciel et l'utiliser ou le vendre; les charges liées au développement du produit logiciel peuvent être évaluées de façon fiable.

Les coûts directement liés au produit logiciel, qui sont capitalisés en tant qu'élément de ce produit, comprennent les dépenses de personnel liées au développement du logiciel et une part appropriée des charges indirectes correspondantes.

D'autres dépenses liées au développement, qui ne satisfont pas à ces critères, sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont engagées. Les coûts de développement qui ont été comptabilisés au préalable comme des charges ne sont pas comptabilisés dans l'actif de l'exercice suivant.

Les coûts de développement de logiciels informatiques comptabilisés comme des actifs sont amortis pendant leur durée de vie utile estimée (trois ans maximum).

Les coûts associés à l'entretien des progiciels informatiques sont comptabilisés comme des charges lorsqu'ils sont engagés.

Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant à payer est incertain. Elles sont comptabilisées lorsque l'UIT a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans les Notes.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels sont des droits et des engagements possibles qui résultent d'évènements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non‑occurrence d'un ou de plusieurs évènements futurs incertains sur lesquels l'UIT n'exerce pas un contrôle total. Ces éléments sont présentés dans les Notes.

Prestations dues aux employés

Les prestations suivantes qui sont dues aux employés sont comptabilisées:

– Les prestations à court terme qui doivent être réglées dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice pendant lequel les employés ont assuré les services correspondants.

– Les prestations à long terme dues au report possible d'avantages acquis pendant l'exercice ou les exercices précédents.

– Les prestations à long terme dues après la cessation de service.

Les prestations à long terme comprennent:

– Les engagements liés à la possibilité d'accumuler des congés non pris et qui sont pris en compte pour définir la date de départ en retraite.

– Les engagements liés aux obligations de rapatriement.

– Les engagements liés au plan de pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

– Les engagements concernant l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) tels que définis par le programme ASHI des Nations Unies.

– Les engagements pour l'ancien plan de pension afin de définir les engagements de l'UIT à la date de clôture de l'exercice.

Ces deux dernières prestations répondent à la définition de régimes à prestations définies et, comme c'est le cas également pour les obligations de rapatriement, font l'objet d'études actuarielles.

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le plan expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'institution dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts

associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'institution assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'institution au plan pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

L'UIT a mis en oeuvre un nouveau régime d'assurance maladie appelé Convention Collective d'Assurance Maladie (CCAM). Gérée par l'UIT, cette Convention repose sur un contrat signé avec les compagnies Cigna/Vanbreda International, Cigna étant l'assureur et Cigna/Vanbreda le gestionnaire des demandes de remboursement. Les engagements concernant l'ASHI font l'objet d'une étude actuarielle selon la norme IPSAS 39 afin de définir et de comptabiliser le montant des engagements futurs de l'UIT relatif à ces prestations. Une évaluation actuarielle indépendante a été commandée par l'UIT afin d'évaluer les engagements au titre de l'ASHI fin décembre. La comptabilisation des gains et pertes actuarielles de ce plan suit la méthode AERE "Autres éléments du résultat étendu" qui prescrit une comptabilisation des gains et pertes actuarielles de l'exercice à l'actif net dans l'état de la situation financière.

Les hypothèses concernant l'UIT sont décrites dans les Notes relatives aux avantages du personnel.

Comptabilisation des fonds

*Fonds de tiers affectés*

Il s'agit de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en oeuvre de projets en faveur des pays en développement ou menés dans ces pays. Ces contributions sont assorties de conditions contractuelles. Ces financements ne sont comptabilisés en tant que revenus que lorsque les donateurs se sont engagés par écrit et au fur et à mesure des dépenses encourues. Les projets financés ne débutent que lorsque les fonds ont été versés à l'UIT. A la clôture de l'exercice budgétaire, le solde non utilisé de ces financements est comptabilisé dans la balance des fonds affectés dans l'état de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les fonds sont versés à l'UIT en remboursement des dépenses déjà engagées.

Ces fonds de tiers affectés se répartissent de la manière suivante:

– **Programme des Nations Unies pour le développement**

L'UIT a passé un Accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et peut être exécuteur exclusif ou co-exécuteur avec le PNUD de divers projets. Pour les projets exécutés, soit partiellement, soit en totalité par l'UIT, le PNUD fournit à l'UIT une allocation budgétaire. De manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT; et les projets exécutés par les gouvernements.

A la fin de chaque année sur la base du "Project Delivery Report" (PDR), le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues, fixées par cette allocation. Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

– **Fonds d'affectation spéciale**

Les fonds d'affectation spéciale (FAS) servent à exécuter des projets qui sont financés par des contributions réservées, par le Fonds pour le développement des TIC (FDTIC) ou par les gouvernements. Dans tous les cas, les fonds doivent être crédités aux projets avant que les dépenses ne soient engagées. Les fonds d'affection spéciale sont constitués de contributions volontaires dont l'utilisation est spécifique et restreinte. Ces contributions engendrent des dépenses d'appui pendant l'exécution et la mise en oeuvre des projets.

**– Contributions volontaires**

Les contributions volontaires proviennent de donateurs et viennent compléter le financement des activités spécifiques inscrites au budget ordinaire, telles que les séminaires, les groupes de travail, les commissions d'études, les formations et les bourses. Elles peuvent servir à financer des activités à long terme et n'engendrent pas de dépenses d'appui.

L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle celles-ci sont versées, et gère les projets fondés sur le budget alloué dans cette même devise, sauf indication contraire.

**Fonds de tiers en cours d'affectation**

Il s'agit de fonds reçus de tiers dont l'affectation n'a pas encore été finalisée et qui ne peuvent en conséquence pas encore être dépensés.

Fonds de réserve

Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier, le Fonds de réserve est alimenté principalement par des crédits budgétaires inutilisés. Son évolution est décrite en détail dans l'état de variation de l'actif net de l'Union. Le Fonds de réserve est constitué des éléments suivants:

a) Le solde net positif/négatif de la mise en oeuvre du budget ordinaire de chaque exercice.

b) Les transferts provenant d'autres fonds et/ou réserves, sur décision du Conseil.

c) Les autres augmentations du Fonds de réserve prescrites par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Le Fonds de réserve inclut également les fonds provenant des activités pour lesquelles l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts conformément à la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). A ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts sont les suivants:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite (GMPCS-MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

– ITU TELECOM.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

Nonobstant la disposition 4b) de l'Article 13 du Règlement financier de l'UIT, compte tenu de la nécessité de maintenir le Fonds de réserve à un niveau minimal fixé par la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil, par décision spéciale, peut effectuer des prélèvements sur le Fonds de réserve, afin, notamment, de procéder aux opérations suivantes:

a) réduire le montant de l'unité contributive;

b) équilibrer le Budget de l'Union;

c) effectuer des transferts sur d'autres fonds et/ou réserves; ou

d) débiter du Fonds de réserve tout montant prescrit par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Autres fonds

Les autres fonds incluent la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, la Caisse des pensions et le Fonds ASHI.

La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT recouvre deux fonds:

– Le Fonds de pensions.

– Le Fonds d'intervention.

Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En 2016, le Fonds de réserve et des compléments a assuré le paiement de 26 pensions de retraite et de 25 pensions de réversion. Le Fonds d'intervention a servi à aider les fonctionnaires pensionnés ou en service qui se trouvent en difficulté financière. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires, le personnel de l'UIT est affilié, à compter du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union. Par sa Résolution 1211, adoptée à sa session additionnelle d'octobre 2003, le Conseil a décidé de supprimer la notion de taux technique de l'Article 86 des Statuts de la Caisse avec effet rétroactif au 1er janvier 2003.

Depuis 2013, les autres fonds incluent également un fonds destiné au financement à long terme des engagements non financés au titre de l'assurance maladie après la cessation d'activité (ASHI), ainsi qu'une nouvelle caisse d'assurance maladie, laquelle sert de fonds de garantie pour le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT depuis 2014.

Fonds pour le nouveau bâtiment

Par sa [Décision 588](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0124/en), le Conseil, à sa session de 2016, a décidé de remplacer le bâtiment Varembé par une nouvelle construction (ci-après dénommée "Varembé-2") incluant aussi les bureaux et les installations de la Tour, en complément du bâtiment Montbrillant, qui sera conservé et réaménagé.

Un prêt sans intérêt à hauteur de 150 millions CHF a été accordé par la Confédération suisse pour financer ce projet, le budget maximal pour couvrir le total des coûts du projet avant la vente de la Tour étant fixé à 140 millions CHF, avec un fonds de réserve additionnel de 7 millions CHF à utiliser, au besoin, pour couvrir les coûts supplémentaires non prévus.

Le Secrétaire général a adressé une demande à la Suisse pour la première tranche du prêt concernant la première phase du projet, qui couvre le concours d'architecture, les études architecturales et les dépenses connexes pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2019. Le prêt demandé s'élève à 12 millions CHF, et le premier remboursement annuel ne sera effectué

qu'après réception du bâtiment (au plus tôt fin 2023). Le prêt a été octroyé par le Parlement suisse en décembre 2016 et l'UIT a signé un contrat avec la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour la gestion du prêt. Les fonds ont été débloqués au début de l'année 2017.

Afin d'assurer le suivi de la mise en oeuvre de ce projet, un nouveau fonds a été créé. Il est décrit au titre de la présentation de l'information sectorielle, ainsi que dans l'Annexe 2.

Fonds destinés aux activités extrabudgétaires

– **Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication**

Conformément à la mission de l'UIT, qui est d'encourager l'expansion des services modernes de communication dans le monde, le Conseil attribue une part des excédents de recettes produits par les manifestations ITU TELECOM au Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC) et utilisée pour financer divers projets nationaux et régionaux de développement. Dans le cadre d'un financement de projet à travers le FDTIC, seules les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat. A la clôture de chaque exercice budgétaire, les fonds propres affectés qui figurent au bilan sont diminués du montant total des charges encourues au cours de ce même exercice. Ce même principe s'applique pour les projets financés par le plan d'action de développement. En effet, les fonds disponibles pour ces programmes ont déjà été comptabilisés comme des produits lors des exercices budgétaires précédents.

Le FDTIC enregistre également des contributions versées par des Membres ou des tiers pour financer divers projets de développement des TIC.

– **Fonds de roulement des expositions ITU TELECOM**

Les manifestations ITU Telecom constituent une tribune mondiale dans le cadre de laquelle les gouvernements, les grandes sociétés et les petites et moyennes entreprises (PME) s'emploient à accélérer l'innovation dans le secteur des TIC au service du développement socio-économique. Elles comprennent une exposition dans le cadre de laquelle sont présentés des services, des applications et des solutions novateurs ainsi que les possibilités d'investissement et de partenariat dans le monde entier; un sommet des hautes personnalités et un Forum de premier plan qui sont le cadre de débats au plus haut niveau sur des questions d'actualité ayant des incidences pour le secteur des TIC et permettent d'étudier en détail les évolutions en ce qui concerne les questions technologiques, politiques et réglementaires, ainsi que les modèles stratégiques et économiques dans l'économie numérique. Les manifestations ITU Telecom rassemblent également des participants de tout premier plan, notamment des chefs d'Etat, des ministres, des régulateurs, des cadres dirigeants et d'autres personnalités influentes.

Après la clôture des comptes de chaque manifestation ITU Telecom, l'excédent de recettes ou l'excédent de dépenses est transféré au Fonds de roulement des expositions dont le solde est inscrit dans les états financiers de l'Union. Sous réserve de l'approbation du Conseil, les fonds peuvent être transférés du Fonds de roulement des expositions au Fonds pour le développement des TIC.

– **Réserves destinées aux projets extrabudgétaires**

L'Union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats de projets clôturés. Cette réserve servira à financer de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives régionales mais également à combler certains projets déficitaires.

Comptabilisation des produits

Les états financiers sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice, les produits étant comptabilisés: au début de chaque exercice pour les contributions des Membres (budget ordinaire); ou lorsque les contributions sont confirmées (contributions volontaires) par écrit.

Les produits comprennent les contributions mises en recouvrement, les contributions volontaires et les autres produits tirés du recouvrement.

Contributions mises en recouvrement: Il s'agit principalement des contributions provenant des Etats Membres, des Membres de Secteur ainsi que des Associés. La Conférence de plénipotentiaires fixe la limite supérieure de l'unité contributive qui servira de base dans le calcul des revenus de l'Union pour les budgets biennaux des quatre années à venir. Les Etats Membres et les Membres de Secteur choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution de l'UIT et s'acquittent, au titre de l'année de leur adhésion ou admission, une contribution calculée, pour les Membres, à partir du premier jour du mois de l'adhésion ou de l'admission. Ces revenus servent à mettre en application les activités de l'Union définies par cette même Conférence de plénipotentiaires.

Les autres produits tirés du recouvrement comprennent les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts, à savoir:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS‑MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

L'UIT perçoit par avance des contributions pour fournir des prestations pour l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN) et l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

Les demandeurs de ces prestations doivent déposer par avance sur les livres de l'Union un montant de 300 CHF par numéro. Les entités qui ne sont pas Membres du Secteur de l'UIT-T ou de l'UIT-R sont redevables d'un droit de gestion annuel de 100 CHF par numéro, à verser sur les livres de l'Union. Au fur et à mesure de l'utilisation de ces numéros, l'UIT facture ses prestations. C'est lors de l'utilisation de ces numéros que l'Union reconnait un produit dans ses livres. Les factures ainsi établies sont régularisées à travers le compte de dépôts de ces clients. Une facture relative au droit de gestion applicable à tous les membres actifs est publiée et envoyée à toutes les entités qui ne sont pas Membres de l'UIT-T ou de l'UIT-R.

Les contributions volontaires sont comptabilisées lorsqu'il existe un accord signé par les donateurs. Les contributions mises en recouvrement concernant des exercices futurs sont comptabilisées dans les produits différés. Le solde des contributions volontaires non utilisées à la date de clôture est comptabilisé dans les fonds de tiers. Les autres revenus rattachés à des exercices futurs sont comptabilisés dans les produits différés.

Les revenus des ventes de publications sont comptabilisés au moment de leur expédition et ceux des ventes de services d'accès aux statistiques de l'UIT et aux données sur support électronique, sont comptabilisés au moment où ces données deviennent accessibles.

Présentation de l'information sectorielle

L'information sectorielle est basée sur les principales activités et sources de financement de l'UIT et est reportée d'une manière cohérente avec la structure de l'information financière fournie au Chef du Département de la gestion des ressources financières. Ces secteurs sont conformes au programme de travail de l'UIT pour les années 2016-2017:

– Secrétariat général.

– Secteur des radiocommunications (UIT-R): gestion des ressources internationales que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites.

– Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T): adaptation de méthodes de travail harmonisées et mise en place de modalités de collaboration souples pour répondre aux besoins de marchés.

– Secteur du développement des télécommunications (UIT-D): donner, à des conditions abordables, un accès équitable et durable aux technologies de l'information et de la communication.

– Fonds pour le nouveau bâtiment: correspond au projet de construction des nouveaux locaux du siège.

– Ancienne Caisse des pensions: regroupe le Fonds de pensions et le Fonds d'intervention.

– Les projets: il s'agit des fonds PNUD, FAS, FDTIC et contributions volontaires.

– ITU TELECOM.

En raison de la nature des activités de l'UIT, ses immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées conjointement par l'ensemble des secteurs et ne sont pas gérées par les différents secteurs. En effet, les actifs et passifs de l'Union autres que ceux représentant l'actif net sont la propriété ou relèvent de la responsabilité de l'organisation dans son ensemble et ne représentent pas des actifs et passifs relatifs à des segments. Les fonds extrabudgétaires ne possèdent pas d'immobilisations. Les actifs et les passifs représentent de nombreuses activités qui sont communes aux segments de l'Union. L'affectation des actifs et passif aux différents secteurs ne pourrait être qu'arbitraire et sans cohérence. Ce qui serait contraire aux principes d'IPSAS 18. C'est pourquoi les passifs et actifs individuels ne seront pas détaillés au niveau des segments.

Comparaison budgétaire

Le projet de budget de l'Union pour la période 2016-2017 est fondé sur la Décision 5 (Rév. Busan, 2014), "Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2016-2019", et du Plan stratégique de l'Union pour 2016-2019 figurant dans la Résolution 71 de la Conférence de plénipotentiaires (Rév. Busan, 2014).

En outre, le budget du programme est coordonné avec les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général.

En vertu de la norme IPSAS 24, une comparaison des montants budgétés avec les montants réels doit être intégrée dans les Etats financiers annuels. Le projet de budget de l'Union pour 2016-2017 se compose de deux budgets annuels. Une estimation du budget a été faite pour chacun des exercices.

Le budget définitif pour l'exercice 2017 a été approuvé par le Conseil à sa session de 2015 par l'adoption de la Résolution 1375. L'Etat V contient une comparaison du budget final et des montants effectifs. Le budget et les Etats financiers n'étant pas préparés sur la même base, l'Etat V contient un rapprochement des montants figurant dans le budget et des montants figurant dans l'Etat II (Etat de la performance financière). La différence de périmètre représente l'intégration dans les Etats financiers de l'Union des fonds extrabudgétaires.

Note 3 Gestion de l'actif net

L'actif net de l'Union se compose des fonds propres affectés à l'organisation ou réservés à des projets ainsi que des fonds propres non affectés réservés à des projets.

La Décision 582, adoptée par le Conseil à sa session extraordinaire de 2015, prévoyait un prélèvement de 3 millions CHF sur le Fonds de réserve pour la mise en oeuvre du Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipé. Il n'a toutefois pas été nécessaire de faire un prélèvement sur le Fonds de réserve en raison du niveau d'économies réalisées en 2017.

Au 31 décembre 2017, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 27,7 millions CHF, une fois affecté à ce Fonds l'excédent budgétaire de l'exercice 2017. L'avoir du Fonds de réserve représente 17,2% du budget 2017, pourcentage très largement supérieur au seuil de 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Busan, 2014).

Note 4 Gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, l'UIT est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir le risque de crédit, le risque de marché (risque de change), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Cette Note présente des informations concernant l'exposition de l'UIT à chacun des risques précédents, et expose les principes adoptés par l'UIT pour gérer les risques financiers et maintenir son capital. La gestion des risques financiers est organisée centralement sous la responsabilité du Secrétaire général.

Juste valeur

Ci-dessous figure une comparaison par catégorie de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers de l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Actifs financiers | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 135 297 | 108 434 | 135 297 | 108 434 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 31 363 | 64 980 | 31 363 | 64 980 |
| Créances résultant d'opérations avec contrepartie  directe ‒ courant | 8 934 | 9 033 | 8 934 | 9 033 |
| Créances résultant d'opérations sans contrepartie  directe ‒ courant | 88 139 | 76 469 | 88 139 | 76 469 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Passifs financiers | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Emprunts | 43 019 | 43 792 | 43 019 | 43 792 |
| Dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe | 5 103 | 5 404 | 5 103 | 5 404 |

La juste valeur des actifs et des passifs financiers correspond à la valeur à laquelle ces instruments pourraient s'échanger dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur:

– La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts à court terme, les créances provenant d'opérations avec contrepartie directe, les autres créances, les dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe et les autres dettes, sont approximativement équivalents à leur valeur comptable, essentiellement en raison de leur échéance à court terme.

– Les créances à court terme et à long terme sont évaluées comme indiqué dans la Note 2.

– Les emprunts sont évalués comme indiqué dans la Note 2.

Hiérarchie de juste valeur

L'UIT utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et faire connaître la juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation.

Niveau 1: Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3: Techniques qui utilisent des données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée, mais qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Au 31 décembre 2017, tous les placements sont des dépôts bancaires ou des investissements bancaires à court terme, et sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière encouru par l'UIT dans le cas où des clients ou des contreparties à des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles. Ce risque provient principalement des investissements, des créances, et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. Au 31 décembre, la situation en ce qui concerne l'exposition maximale au risque de crédit était la suivante:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Investissements | 31 363 | 64 980 |
| Créances | 104 575 | 94 950 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 135 297 | 108 435 |
| Exposition maximale au risque de crédit | 271 235 | 258 144 |

b) Qualité de crédit

La qualité de crédit est l'évaluation du risque de défaut de paiement afférent aux contreparties auxquelles l'UIT accorde des crédits, ainsi qu'aux parties avec lesquelles elle investit.

Des mesures, telles que l'envoi trimestriel d'un relevé de compte et la suspension de la participation aux travaux de l'UIT, ont été instaurées pour s'assurer que les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés règlent leurs arriérés. En outre, la possibilité de perdre le droit de vote a été instaurée pour inciter les Etats Membres à régler leurs arriérés dans les délais.

L'UIT diminue les risques de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements en les répartissant entre plusieurs institutions bancaires ayant une cote de solvabilité élevée. En vertu de l'Article 16 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général choisit les banques ou autres institutions dans lesquelles sont déposés les fonds de l'Union. A cet égard, le Secrétaire général veille à ce que les fonds soient investis avant tout de façon à minimiser le risque sur les fonds principaux, tout en faisant en sorte que l'Union dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ses besoins de trésorerie. L'UIT ne dépose pas de fonds dans des banques dont la cote de solvabilité est inférieure à A3.

Ces critères mis à part, les investissements sont choisis sur la base des rendements raisonnablement les plus élevés et dans le respect des principes des Nations Unies.

Le Secrétaire général désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Union doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque nécessaires aux activités de l'Union et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Il autorise également toutes les fermetures de comptes en banque.

c) Risque de taux d'intérêt

L'UIT est exposée aux risques de taux d'intérêt du fait de ses placements à court terme. En 2015, à la suite de l'introduction par les institutions financières de taux d'intérêt négatifs pour les fonds en caisse, l'UIT a revu avec soin sa politique pour éviter d'impacter sa trésorerie et les équivalents de trésorerie. Depuis, l'Union a réussi à garantir tous les fonds, malgré la nécessité d'assurer un suivi attentif au jour le jour.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'UIT ne soit pas en mesure de remplir ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. L'approche adoptée par l'UIT pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte de disposer de liquidités suffisantes pour remplir ses engagements à leur échéance. Pour veiller à disposer de liquidités suffisantes pour faire face aux charges opérationnelles prévues, l'UIT utilise des prévisions de flux de trésorerie.

Le risque de liquidité peut être considéré comme négligeable, étant donné qu'en vertu de l'Article 17 du Règlement financier, le Gouvernement de la Confédération suisse met, selon des conditions à fixer, des avances de fonds à la disposition de l'Union, afin de lui permettre de répondre à ses besoins temporaires de trésorerie.

Le principal objectif de la gestion du capital de l'UIT est de faire en sorte que les liquidités disponibles soient suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'organisation, y compris les dépenses d'investissement, afin de garantir la solidité financière de l'Union.

e) Risque de change

L'UIT perçoit les contributions des Etats Membres et les contributions au titre du budget ordinaire en CHF, et les contributions extrabudgétaires dans des devises autres que le CHF. L'UIT n'a pas recours à des contrats de change à terme, des opérations à terme, des swaps ou des options de change pour couvrir les gains ou pertes de change réalisés ou non réalisés. Lorsque cela est possible, l'UIT pratique la couverture naturelle, en allouant directement les devises nécessaires sur les comptes bancaires appropriés.

Il y a lieu de noter que le nouveau régime d'assurance maladie est géré en francs suisses, ce qui réduit considérablement l'exposition aux variations des taux de change. L'Union est toujours exposée à des gains ou à des pertes de change résultant du versement des cotisations en dollars EU à la CCPPNU. Toutefois, étant donné que les cotisations des fonctionnaires de la catégorie professionnelle sont libellées en dollars EU alors que celles des fonctionnaires de la catégorie des services généraux sont libellées en francs suisses, et que le nombre de fonctionnaires dans ces deux catégories est équitablement réparti, les fluctuations du taux de change ont tendance à s'équilibrer.

Les contributions extrabudgétaires sont gérées dans la devise de la contribution et converties en CHF à des fins de présentation.

f) Risque de marché

Le risque de marché est le risque afférent aux variations des prix de marché, notamment en ce qui concerne les taux de change et les taux d'intérêt, variations qui peuvent avoir des répercussions sur les recettes de l'UIT ou sur la valeur de ses instruments financiers. La gestion du risque de marché a pour objet de gérer l'exposition au risque de marché et de la maintenir dans des limites acceptables, tout en optimisant la rentabilité du risque.

La structure des échéances des instruments financiers au 31 décembre 2017 est la suivante:

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Taux d'intérêt moyen pondéré | 1 année ou moins | < 10 ans | > 10 ans | Total |
| Actifs financiers |  |  |  |  |  |
| Placements |  | 31 363 | 0 | 0 | 31 363 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie |  | 135 297 | 0 | 0 | 135 297 |
| **Total des actifs financiers** |  | 166 660 | 0 | 0 | 166 660 |
| **Passifs financiers** |  |  |  |  |  |
| Emprunts | 0% | 1 493 | 14 219 | 27 307 | 43 019 |
| **Total des passifs financiers** |  | 1 493 | 14 219 | 27 307 | 43 019 |

Note 5 Jugement et estimations comptables

La préparation des Etats financiers selon les normes IPSAS implique le recours à des estimations et/ou à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus lorsque ces estimations ont été établies.

Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des Etats financiers sont:

• Les avantages postérieurs à l'emploi, notamment concernant le plan ASHI.

• Les durées d'utilité des immobilisations et leur perte éventuelle de valeur.

• Les provisions sur les créances.

• Les probabilités de vente des publications en stock.

• Les produits différés des fiches de notifications des réseaux à satellite.

Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|  |  |  |
| Caisses en CHF | 19 | 12 |
| Caisses en devises étrangères | 129 | 130 |
| Comptes postaux en CHF | 818 | 848 |
| Comptes courants bancaires en CHF | 9 787 | 74 982 |
| Comptes courants bancaires en devises | 5 758 | 25 912 |
| Comptes à vue en CHF | 8 785 | 6 551 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 135 297 | 108 435 |

Les liquidités sont déposées sur des comptes bancaires et postaux rémunérés aux taux du marché. La juste valeur de ces dépôts est équivalente à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2017, l'UIT ne disposait pas de ligne de crédit. Les liquidités disponibles sont soumises aux restrictions suivantes:

– Les comptes à vue en faveur des pensionnés des fonds de l'UIT qui fonctionnent en caisses fermées depuis l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) et à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CAPS), à hauteur de 6,2 millions CHF.

Note 7 Placements

Les placements à terme sont rémunérés aux taux du marché et rangés dans la catégorie des instruments financiers à la juste valeur par résultat. La juste valeur des dépôts en espèces est équivalente à leur valeur comptable.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Placements à terme | 31 363 | 64 980 |
| **Placements** | **31 363** | **64 980** |

Le détail des placements à terme par échéance (échéance restante), ainsi que par devise, est donné ci‑après:

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers selon la devise | 31.12.2017 | | | 31.12.2016 | | |
|  | CHF | USD | EUR | CHF | USD | EUR |
| Echéance |  |  |  |  |  |  |
| 0-3 mois | 11 | 7 512 | 4 | 56 902 | 1 083 | 4 |
| 4-6 mois |  | 16 000 |  |  | 6 500 |  |
| 7-9 mois |  | 8 000 |  |  |  |  |
| au-delà de 9 mois |  |  |  |  |  |  |
| Placements | 11 | 31 512 | 4 | 56 902 | 7 583 | 4 |

La baisse en ce qui concerne les placements est due essentiellement à l'introduction du taux d'intérêt négatif pour les comptes de caisse en francs suisses et à la politique de diversification mise en place en 2015.

En 2017, le seuil accordé par nos partenaires financiers a baissé et, par conséquent, certains comptes de dépôt ont été clôturés pour utiliser de nouveaux comptes de caisse avec des intérêts positifs négociés.

Note 8 Créances

Les créances représentent les produits non encore encaissés que les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés se sont engagés à verser à l'UIT au titre des contributions annuelles, de l'acquisition de publications et des notifications de réseaux à satellite ou de factures diverses. Les sommes dues sur les contributions portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'UIT. Cet intérêt est fixé au taux de 3% par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% par an à partir du début du septième mois.

Les créances non courantes sans contrepartie directe représentent des créances liées aux plans d'amortissement de la dette de certains membres qui se sont engagés à rembourser cette dette dans le cadre d'un accord couvrant plusieurs exercices.

Les autres créances représentent les produits non encaissés pour les services liés à ITU TELECOM et les contributions volontaires.

Il convient de souligner que depuis la mise en place des normes IPSAS, une provision de 100% a été comptabilisée pour l'ensemble des arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés. Les principaux indicateurs démontrent que la situation financière immédiate de l'Union est saine, malgré un niveau de créances à recouvrer pour des retards de paiement de 12 mois ou plus (arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés) s'élevant à 45,2 millions CHF au 31 décembre (46,7 millions CHF au 31 décembre 2016). La situation des arriérés dans le budget ordinaire de l'Union au 31 décembre 2017 est donnée dans l'Annexe B du présent document.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Créances courantes avec contrepartie | 10 229 | 10 100 |
| Provision pour pertes sur créances courantes avec contrepartie | –1 296 | –1 067 |
| Créances courantes avec contrepartie – valeur nette | 8 934 | 9 033 |
| Créances courantes sans contrepartie | 134 253 | 116 814 |
| Provision pour pertes sur créances courantes sans contrepartie | –46 114 | –40 345 |
| Créances courantes sans contrepartie – valeur nette | 88 139 | 76 469 |
| Créances non courantes avec contrepartie | - | 23 |
| Provision pour pertes sur créances non courantes avec contrepartie | - | –23 |
| Créances non courantes avec contrepartie – valeur nette | – | – |
| Créances non courantes sans contrepartie | 7021 | 7 524 |
| Provision pour pertes sur créances non courantes sans contrepartie | –7 021 | –7 524 |
| Créances non courantes sans contrepartie – valeur nette | – | – |

Note 9 Stocks

Les publications incluent les publications destinées à la vente et les publications diffusées gratuitement. Les fournitures comprennent le papier destiné à l'impression des publications et des documents de l'UIT, l'économat ainsi que divers consommables.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Publications – valeur brute | 402 | 303 |
| Dépréciation | –186 | –183 |
| **Publications – valeur nette** | 216 | 120 |
| Souvenirs – valeur brute | 129 | 122 |
| Dépréciation | –86 | –92 |
| **Souvenirs – valeur nette** | 43 | 30 |
| Fournitures – valeur brute | 402 | 395 |
| Dépréciation | – | – |
| **Fournitures – valeur nette** | 402 | 395 |
| Stocks – valeur nette | 661 | 545 |

Note 10 Autres créances

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Avances au personnel | 1 723 | 2 048 |
| Compte courant PNUD | 308 | 434 |
| Yougoslavie | 1 189 | 1 189 |
| Provision sur créance Yougoslavie | –1 189 | –1 189 |
| Retenue à la source | 2 396 | 2 215 |
| Pensions | 39 | 247 |
| Intérêts courus | 127 | 64 |
| Actifs transitoires | 2 711 | 4 440 |
|  |  |  |
| Autres créances | 7 505 | 9 448 |

Le compte Avances au personnel comprenait principalement le versement de 93% des frais d'étude des enfants de fonctionnaires.

Les impôts à la source comprennent les impôts anticipés remboursables par l'Administration fédérale des contributions de la Confédération suisse ainsi que les impôts sur revenus à récupérer auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le solde à récupérer auprès de cette administration atteint 2,3 millions CHF à la fin de l'exercice 2017.

La dette de l'ex-République fédérale de Yougoslavie a été provisionnée à 100%. Les montants dus n'ont pas été régularisés à ce jour. L'Union est en attente d'une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies concernant le traitement de cette dette.

Les actifs transitoires représentaient principalement les charges payées à l'avance concernant le budget 2017.

Note 11 Immobilisations corporelles

Les bâtiments de l'UIT se composent:

– de la Tour, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Varembé, rue de Varembé à Genève;

– de l'Extension C et de la Cafétéria, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Montbrillant, rue de Varembé à Genève.

La valeur de ces bâtiments a fait l'objet d'une estimation indépendante, réalisée par un cabinet externe dans le cadre de la préparation des premiers états financiers établis selon les normes IPSAS, en 2010. Elle correspond à la valeur estimée des bâtiments au moment de leur achèvement à laquelle s'ajoute la valeur estimée des travaux de rénovation et de réfection effectués depuis que les bâtiments sont occupés, déduction faite du montant cumulé des amortissements.

Les variations de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, y compris les actifs de faible valeur, durant l'exercice 2017 sont expliquées ci-dessous.

Au 31 décembre 2017, aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en garantie de dette.

Fin 2017, la valeur des machines et équipements non répertoriés dans l'inventaire physique des stocks s'établissait à 29 971 CHF contre 22 023 CHF en 2016.

| Catégories d'actifs | Bâtiments | Mach. & équip. | Mobilier & agenc. | Matériel inform. | Véhicules | Actifs de faible valeur | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Coût au 1er janvier** | **124 625** | **2 156** | **1 592** | **8 535** | **384** | **14 930** | **152 222** |
| Adjonctions | 251 | 30 | 49 | 770 | - | 850 | 1 951 |
| Dons |  |  |  |  |  |  | – |
| Cessions |  | –24 |  | –286 |  |  | –310 |
| Pertes de valeur |  |  |  |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  | –14 |  |  |  |  | –14 |
| Réévaluations |  |  |  |  |  |  | – |
| **Coût au 31 décembre** | **124 876** | **2 149** | **1 641** | **9 019** | **384** | **15 780** | **153 848** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **24 069** | **2 087** | **1 573** | **7 828** | **302** | **14 930** | **50 789** |
| Imputés au cours de l'année | 3 084 | 34 | 12 | 365 | 17 | 853 | 4 365 |
| Cessions |  | –24 |  | –265 |  |  | –289 |
| Pertes de valeur |  |  |  |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  | –14 |  |  |  |  | –14 |
| Réévaluations |  |  |  |  |  | – | – |
| **Amortissement au 31 décembre** | **27 153** | **2 083** | **1 585** | **7 928** | **319** | **15 783** | **54 851** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **100 556** | **69** | **19** | **707** | **81** | **–** | **101 432** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **97 723** | **66** | **56** | **1 091** | **64** |  | **99 000** |

Note 12 Immobilisations incorporelles

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégorie d'actifs | Développements internes | Logiciel | Total |
|  | **2017** | **2017** |  |
| **Coût au 1er janvier** | **1 737** | **5 603** | **7 854** |
| Adjonctions | 117 | 236 | 496 |
| Dons |  |  | - |
| Cessions |  | -11 | -38 |
| Pertes de valeur |  |  | - |
| Reclassements et corrections |  |  | - |
| Réévaluations |  |  | - |
| **Coût au 31 décembre** | **1 854** | **5 829** | **8 312** |
| **Amortissement  au 1er janvier** | **976** | **4 071** | **5 559** |
| Imputés au cours de l'année | 414 | 1 259 | 1 816 |
| Cessions |  | -4 | -31 |
| Pertes de valeur |  |  | - |
| Reclassements et corrections |  |  | - |
| Réévaluations |  |  | - |
| **Amortissement au 31 décembre** | **1 390** | **5 326** | **7 345** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **762** | **1 533** | **2 294** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **464** | **503** | **967** |

Conformément à la norme IPSAS 31, des développements internes liés à l'amélioration des services offerts aux membres, tout particulièrement en ce qui concerne la consultation, la gestion et l'archivage de la documentation de l'Union, ont été capitalisés.

Les logiciels capitalisés sont les logiciels et les mises à jours standards utilisés dans le cadre des activités opérationnelles de l'Union.

Note 13 Biens en construction

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégories d'actifs | Biens en construction | Autres biens en construction | Total |
| Coût au 1er janvier | – | 340 | 340 |
| Adjonctions | – | 571 | 571 |
| Dons |  |  | – |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  | -3 | –3 |
| Réévaluations |  |  | – |
| Coût au 31 décembre | – | 908 | 908 |
| Amortissement au 1er janvier |  | – | – |
| Imputés au cours de l'année |  |  |  |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  | – |
| Réévaluations |  |  | – |
| Amortissement au 31 décembre | – | – | – |
| Valeur comptable nette au 1er janvier | – | 340 | 340 |
| Valeur comptable nette au 31 décembre | – | 908 | 908 |

Note 14 Fournisseurs et autres créanciers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Fournisseurs | 5 103 | 5 404 |
| Dépôts reçus | 2 583 | 3 070 |
| Acomptes reçus | 1 985 | 674 |
| Fournisseurs et autres créanciers | 9 671 | 9 148 |

Le montant des fournisseurs porte essentiellement sur les factures non payées, sur les décomptes du personnel ainsi que sur les factures IOV en attente de régularisation avec le PNUD.

Des dépôts ont été reçus pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ainsi que pour de futurs achats de publications. Ces montants seront remboursés aux bénéficiaires ou utilisés pour le paiement des contributions futures et/ou des factures relatives à des fiches de notification de réseaux à satellite et à des publications.

Les acomptes correspondent aux avances que les pays hôtes ont versées à l'Union pour l'organisation de manifestations et réunions en 2017 et 2018, comme la CMDT-17 et la PP-18.

Note 15 Produits différés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Contributions – Etats Membres | 108 518 | 106 292 |
| Contributions – Membres de Secteur | 14 085 | 14 138 |
| Contributions – Associés | 1 660 | 1 585 |
| Contributions – Etablissements universitaires | 328 | 293 |
| Publications et divers | – | 28 |
| Fiche de notification des réseaux à satellite | 8 498 | 6 686 |
| Contributions extrabudgétaires | 1 185 | – |
| Produits différés | 134 275 | 129 022 |

En 2017, les produits différés pour les contributions représentaient les produits associés à l'année 2018. Les produits différés pour les fiches de notification de réseaux à satellite concernent des demandes établies à la fin de 2017, pour publication en 2018.

Note 16 Emprunts et autres dettes financières

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Echéance | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Montants initialement empruntés auprès de la FIPOI |  |  |  |
| 2 634 780 CHF – depuis 1990 | 2020 | 306 | 408 |
| 19 627 590 CHF – depuis 1990 | 2039 | 9 742 | 10 152 |
| 45 427 250 CHF – depuis 2002 | 2051 | 30 891 | 31 800 |
| 2 000 000 CHF – depuis 2002 | 2051 | 1 360 | 1 400 |
| Projet de nouveau bâtiment | – | 720 |  |
| Emprunts |  | 43 019 | 43 760 |
| Dont part à court terme |  | 1 493 | 1 493 |
| Dont part à long terme |  | 1 526 | 42 267 |
|  |  |  |  |
| Emprunts |  | 43 019 | 43 760 |
| Emprunts – dont part à court terme |  | 1 493 | 1 493 |
|  |  |  |  |
| Emprunts – courant |  | 1 493 | 1 493 |
| Emprunts – dont part à long terme |  | 41 526 | 42 267 |
|  |  |  |  |
| Emprunts – non courant |  | 41 526 | 42 267 |

Le remboursement du prêt accordé pour la construction des nouveaux locaux de l'UIT débutera après réception du nouveau bâtiment seulement, au plus tôt fin 2023.

La valeur actualisée des emprunts au 31 décembre 2017 est de 26,5 millions CHF, contre 27,1 millions CHF au 31 décembre 2016. Le différentiel avec la valeur brute représente la valeur actualisée du total des intérêts non versés jusqu'à la fin de la durée de l'emprunt.

Note 17 Avantages du personnel

Les avantages du personnel désignent toutes formes de contreparties données par l'UIT au titre des services rendus par ses employés. Ils sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel.

## 17.1 Avantages du personnel à court terme

Chiffres au 31.12.2017

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – court terme | | |
| En milliers de CHF | Heures supplémentaires | Congés accumulés | Total avantages du personnel − court terme |
| Solde d'ouverture | 60 | 1 034 | 1 094 |
| Augmentation | 51 | 175 | 226 |
| Utilisé en cours d'exercice | –60 | –982 | –1 042 |
| Débloqué |  |  | – |
| Transfert |  | –52 | –52 |
| Gains de change non réalisés |  |  | – |
| Solde de clôture | 51 | 175 | 226 |

Les heures supplémentaires sont calculées suivant les modalités établies dans les Statut et Règlement du personnel, sur la base des conditions et pratiques locales des organisations locales appliquant le régime commun des Nations Unies.

Les congés accumulés sont les congés accumulés pendant l'exercice.

## 17.2 Avantages du personnel à long terme

Chiffres au 31.12.2017

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – long terme | | | | |
| En milliers de CHF | ASHI | Pensions | Prime d'installation/de rapatriement | Congés accumulés | Total avantages du personnel – long terme |
| Solde d'ouverture | 551 911 | 54 | 14 667 | 8 491 | 575 123 |
| Augmentation | 65 339 |  | 809 | 143 |  |
| Utilisé en cours d'exercice |  |  | –914 | –95 |  |
| Débloqué |  |  | –2 077 | –27 |  |
| Transfert à court terme |  |  |  | 64 |  |
| Gains de change non réalisés |  |  |  |  |  |
| Solde de clôture | 617 250 | 54 | 12 485 | 8 576 | 638 365 |

Les avantages à long terme concernent les prestations après la cessation de service qui correspondent au plan ASHI (assurance maladie après la cessation de service), les primes de rapatriement, les congés accumulés et les engagements concernant les anciens régimes de pension et d'assurance maladie pour certains anciens employés de l'UIT.

### *17.2.1 Evaluation actuarielle des prestations dues après la cessation de service au titre du plan ASHI*

Le montant des engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) est déterminé sur la base d'une étude actuarielle annuelle conduite par un cabinet indépendant. La dernière évaluation a été effectuée en janvier 2018 et a établi à 617,25 millions CHF les engagements de l'UIT au titre des prestations en cas de maladie après la cessation de service dues aux fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2017. L'étude actuarielle a été conduite sur la base des données fournies par l'UIT.

### *17.2.2 Hypothèses et méthodes d'évaluation actuarielle*

Dans le cadre de l'évaluation des engagements liés au plan ASHI au 31 décembre 2017 et de la contribution de l'exercice 2017, l'UIT valide les hypothèses et méthodes qui sont utilisées par les actuaires. Les hypothèses et méthodes utilisées pour l'évaluation couvrant l'exercice 2017 sont décrites ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| Taux d'actualisation | 0,90% pour 2017 et 0,92% pour 2016. |
| Hausse des coûts médicaux | 4,20% pour 2017 avec une diminution de 0,30% par an pour atteindre 3,00%. |
| Rendement comptable escompté des actifs | Sans objet pour 2017. |
| Augmentation des traitements | 3,5% pour la dernière évaluation/hypothèse actuarielle de la CCPPNU utilisée pour 2014 pour les fonctionnaires de la catégorie professionnelle et 3,32% pour les fonctionnaires de la catégorie des services généraux. |
| Augmentation des retraites | 3,00% pour 2017 et 2016 |
| Coût annuel moyen estimé des demandes de remboursement des frais médicaux en 2016 et variation des frais médicaux en fonction de l'âge | Le rapport actuariel pour 2017 se fonde sur un coût moyen des demandes de remboursement estimé en CHF, à la fin de l'exercice 2017, par tranche d'âge de 50, 55, 60, 65, 70, 75 et  80 ans, à respectivement, 6 080 CHF, 7 151 CHF, 8 536 CHF, 10 484 CHF, 12 780 CHF, 14 557 CHF, 15 667 CHF pour les hommes et 5 710 CHF, 6 717 CHF, 8 016 CHF, 9 847 CHF, 12 003 CHF, 13 673 CHF, 14 714 CHF pour les femmes. |
| Dépenses d'administration | Le coût administratif annuel a été estimé en moyenne à 222,92 CHF par personne. |
| Mortalité | Le taux de mortalité est basé sur les tables de mortalité des Nations Unies de 2017 pour les fonctionnaires actuellement en service, pour les bénéficiaires d'une pension de retraite, pour les veuves et les veufs, et pour les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, respectivement. L'année de référence est 2017, et une échelle d'amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie est appliquée jusqu'à l'année 2037 pour le personnel actuellement en service et en bonne santé. Aucune échelle d'amélioration n'est appliquée pour le personnel actuellement inactif pour cause d'invalidité. |
| Valorisation des actifs | L'UIT n'avait plus d'actif sous le Fonds de garantie au 31 décembre 2017. |
| Taux d'invalidité | Il varie selon l'âge et le sexe et pour le personnel de la catégorie professionnelle ainsi que le personnel de la catégorie des services généraux, et il augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les tables d'invalidité des Nations Unies. |
| Taux de conversion des droits à prestation | Varient selon l'âge et les années de service, les demandes de conversion étant plus fréquentes la première année. |
| Rotation du personnel | Le taux de départ d'employés quittant les organisations considérées dans l'évaluation varie selon l'âge et le sexe. |
| Taux de retraite | Pour tous les fonctionnaires, les taux de retraite sont équivalents aux taux définis dans l'évaluation de la CCPPNU du 31 décembre 2015. Les taux varient selon l'âge, avec une probabilité plus élevée pour les fonctionnaires de 60 ans et plus. |
| Participation | 97,5% des futurs retraités choisiront d'être affiliés à la CCAM. |
| Couverture des conjoints | 75% et 25% des retraités de sexe masculin et féminin ont un conjoint qui a demandé l'affiliation à la CCAM. Les hommes sont supposés avoir cinq ans de plus que leur conjoint. |
| Méthode actuarielle | Méthode des unités de crédit projetées avec une période d'attribution commençant à 45 ans d'âge afin de refléter le fait que les employés doivent avoir un minimum de 55 ans et 10 ans de service afin d'être éligibles. |
| Approche OCI | Les gains et pertes nettes résultant des variations dues à l'écart entre les hypothèses et les valeurs réelles ainsi qu'au changement d'hypothèses de calcul sont une composante de l'actif net conformément à l'option proposée par la norme IPSAS 39. |

Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été assurés à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CCAM) pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'UIT, à hauteur des 2/3, et des assurés, pour le tiers restant.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations et analyses supplémentaires concernant les passifs découlant des indemnités dues aux employés ainsi que la valorisation des actifs détenus par la Caisse d'assurance sur la base de l'étude actuarielle qui a été conduite pour obtenir les montants au 31 décembre 2017.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2017 et 2016 dans  l'état de la situation financière | En milliers de CHF 31.12.2017 | En milliers de CHF 31.12.2016 |
| Solde au 31 décembre 2017-2016 | 551 911 | 472 801 |
| Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière | 25 375 | 22 229 |
| Pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | 47 125 | 65 443 |
| Contributions de l'exercice | –7 161 | –8 562 |
| Pertes/(gains) de change non réalisés | 0 | 0 |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2017-2016 | **617 250** | **551 911** |

Les engagements liés à l'ASHI s'établissaient, au 31 décembre 2017, à 617,25 millions CHF. Cette augmentation importante par rapport au chiffre de 551,9 millions CHF à la fin de 2016 est due essentiellement à la mise à jour des hypothèses démographiques fondées sur le tableau fourni par les Nations Unies, ainsi qu'à la diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actuelle des futures demandes de remboursement cumulées.

La perte actuarielle due à l'évolution des estimations actuarielles est comptabilisée à l'actif net selon la méthode OCI.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Analyse des pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | *En milliers de CHF* | |
|  | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Obligation due à des changements d'hypothèses | 75 452 | 42 746 |
| Obligation due à l'expérience acquise pendant l'exercice | –28 327 | 22 697 |
| Variation pendant l'exercice | 47 125 | 65 433 |
| Montant cumulé comptabilisé à l'actif net au 31 décembre | 369 704 | 322 579 |

Depuis que l'UIT s'est retirée de la CAPS en 2014, il existe un litige entre l'UIT et l'OIT concernant la subdivision du fonds de garantie. Un arbitrage a eu lieu en mars, dont le résultat devrait être connu au cours de l'année.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du montant net de l'obligation à la fin de l'exercice.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant net de l'obligation liée au plan ASHI comptabilisée  dans l'état de la situation financière | *En milliers de CHF* | |
|  | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Valeur actualisée | 617 250 | 551 911 |
| Juste valeur des actifs liés au plan | 0 | 0 |
| Obligation comptabilisée au bilan au 31 décembre | 617 250 | 551 911 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montants comptabilisés dans l'état de la performance financière | ***En milliers de CHF*** | |
|  | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Mise à jour des engagements et montant des contributions de l'exercice |  |  |
| Coût des prestations au titre des services rendus | 20 337 | 16 042 |
| Charge financière | 5 038 | 6 187 |
| Rendement attendu des actifs liés au plan ASHI | 0 | 0 |
| Total | 25 375 | 22 229 |

### *17.2.3 Plan ASHI, estimations des coûts pour l'exercice 2017*

Une augmentation de 1% du taux d'évolution des soins de santé entraînerait une hausse sur les coûts et intérêts de 12 631 millions CHF et un impact sur l'obligation au titre des prestations définies de 160 972 millions CHF. Une diminution de 1% entrainerait un recul de 9 091 millions CHF des coûts et intérêts et de 123 079 millions CHF de l'obligation au titre des prestations définies.

### *17.2.4 Rapatriement*

Ont droit, en principe, à une prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Union est tenue de rapatrier. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime et les pièces requises pour attester le changement de résidence sont déterminées de façon détaillée par le Secrétaire général.

La durée du service accomplie, le traitement de base et les éventuelles indemnités linguistiques ont été prises en compte dans le calcul du montant global de l'obligation au 31 décembre 2017. Les hypothèses économiques retenues sont un taux d'actualisation de 0,90% (0,92% en 2016) et un taux d'augmentation des traitements de 3,5% (similaire à celui de 2016). Pour l'évaluation de 2017, les hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle concernant la prime de rapatriement ont été alignées sur les hypothèses concernant l'ASHI.

### *17.2.5 Paiement de la prime de rapatriement*

Le versement de la prime de rapatriement est régi par les conditions et définitions mentionnées dans les Statut et Règlement du personnel. En décembre 2017, la provision se chiffrait à 12,3 millions CHF contre 14,6 millions CHF en 2016. Cette baisse s'explique principalement par la réduction du traitement de base des fonctionnaires de la catégorie professionnelle (de 6% en moyenne).

Cette provision est alimentée par un prélèvement de 1% sur la rémunération des fonctionnaires autres que ceux recrutés pour des conférences et autres périodes de courte durée.

Une évaluation actuarielle conforme aux normes IPSAS est effectuée chaque année par un bureau de consultants indépendants.

### *17.2.6 Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies*

Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. En pratique, le Comité mixte fait réaliser une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode des agrégats avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

L'obligation financière de l'UIT à l'égard de la Caisse consiste à verser la cotisation statutaire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ce taux est actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations affiliées), ainsi qu'une part des paiements qui seraient à faire pour couvrir tout déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle conformément à l'Article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Ces paiements n'interviennent que si et dans le cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'Article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Pour couvrir ce déficit, chaque organisation affiliée doit apporter un montant proportionnel au total des contributions qu'elle a versées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

Au cours de l'année 2017, la Caisse a identifié des anomalies dans les données de recensement utilisées pour l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2015. Par conséquent, une exception au cycle biennal normal a été faite, et la Caisse a utilisé les données relatives à la participation au 31 décembre 2013 plutôt que celles au 31 décembre 2016 pour établir les états financiers de 2016. Une évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2017 est en cours de réalisation.

L'utilisation des données relatives à la participation du 31 décembre 2013 au lieu de celles au 31 décembre 2016 a eu pour résultat un taux de couverture des passifs par les actifs de 150,1% (127,5% dans l'évaluation de 2013), dans l'hypothèse d'aucun ajustement futur des pensions. Ce taux était de 101,4% (91,2% dans l'évaluation de 2013) en tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions.

Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse des pensions au regard de ses obligations, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2016 une couverture des déficits au titre de l'Article 26 des Statuts de la Caisse n'était pas nécessaire étant donné que la valeur actuarielle de l'actif excédait la valeur actuarielle de toutes les charges à payer dans le cadre du plan. En outre, la valeur de marché des actifs excédait également la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué les dispositions de l'Article 26.

Si l'Article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle, soit au cours de l'opération en cours soit en raison de la fin du plan de pensions de la CCPPNU, les paiements exigés de chaque organisation membre pour couvrir le déficit seraient définis en fonction de la part des cotisations de ces organisations par rapport aux cotisations totales versées à la CCPPNU au cours des trois années précédant la date de l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la CCPPNU au cours des trois dernières années (2014, 2015 et 2016) s'élève à 6 750,98 millions USD, auquel l'UIT a contribué à hauteur de 1,1%.

Au cours de l'année 2017, les contributions versées à la CCPPNU se sont élevées à 23,8 millions USD (contre 24,4 millions USD en 2016). Le montant des cotisations dues en 2018 est d'environ 24 millions USD.

L'affiliation à la Caisse peut être résiliée sur décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation affirmative du Comité mixte. Une part proportionnelle du total des actifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation devra être versée à l'ancienne organisation membre, au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient affiliés à la Caisse à cette date, conformément à un accord conclu entre l'organisation et la Caisse. Le montant est défini par le Comité mixte de la CCPPNU à partir d'une évaluation actuarielle des actifs et des passifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation; l'établissement de ce montant ne tient pas compte des actifs en excès par rapport au passif.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à un audit annuel de la Caisse des pensions et rend compte chaque année de ses travaux au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org/](http://www.unjspf.org/).

Conformément au Règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, l'Union soumet au Secrétariat de la Caisse un état de fin d'exercice indiquant, pour chaque participant, le total des contributions de toute nature versé à la Caisse, la rémunération considérée aux fins de la pension et les modifications intervenues dans le montant de cette rémunération, avec les dates auxquelles elles ont pris effet. Les mouvements du personnel affilié à la Caisse de l'année considérée (y compris pour les fonctionnaires engagés pour des projets d'assistance technique) ainsi que les différentes prestations servies et les contributions versées sont données ci-après.

Les chiffres ci-dessous ressortent des dossiers et de la comptabilité de l'Union.

Etat au 31 décembre 2017

Nombre d'affiliés au 31 décembre 2017

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre d'affiliés au 31.12.2016 | Nouveaux affiliés | Mutations | | Cessation d'activité | Participants affiliés au 31.12.2017 |
| A l'UIT | A une autre organisation |
| 737 | 37 | 4 | 2 | 57 | 719 |

Nombre de prestations servies au cours de l'exercice financier   
se terminant au 31 décembre 2017

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Pensions de retraite | Pensions d'invalidité | Pensions de réversion | Pensions d'enfant | Autres prestations |  | |
| Rentes différées | TOTAL |
| 835 | 57 | 201 | 77 | 0 | 117 | 1 287 |

Récapitulation des contributions versées à la Caisse pour la période   
comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017

**Dollars des Etats-Unis**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nature des contributions | Contributions normales | Contributions  pour validation  de service | Total |
| Contributions des participants | 7 913 341,93 | 60 860,52 | 7 974 202,45 |
| Contributions de l'Union | 15 826 683,87 |  | 15 826 683,87 |
| **Total** | **23 740 025,80** | **60 860,52** | **23 800 886,32** |

Engagements concernant les autres avantages du personnel

Avant la constitution de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel et son affiliation à ces caisses, l'UIT avait créé des fonds pour fournir les prestations de retraite, de décès, d'invalidité ou d'assurance‑maladie aux membres de son personnel. Ces fonds fonctionnent en caisse fermée depuis l'affiliation de l'UIT aux Caisses susmentionnées. Les engagements sont indiqués dans les passifs à long terme. Des conventions ont été établies entre l'UIT et les fonds de l'UIT afin d'assurer le financement de ces derniers.

En 2017, l'Union n'a pas jugé utile de demander une nouvelle étude actuarielle pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT. Au 31 décembre 2017, la provision pour les engagements résultant des rentes en cours des anciens fonctionnaires affiliés à la Caisse d'assurance du personnel, comptabilisée en 2010 pour un montant de 90 000 CHF, reste inchangée.

Note 18 Provisions

Les provisions pour risques et charges se composent de la provision pour litiges qui représente l'évaluation à la date de clôture des obligations futures liées à un évènement passé au titre de divers litiges auxquels l'UIT est partie prenante ainsi que du coût moyen pour les frais administratifs de chaque cas présenté au tribunal.

La provision pour les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF) constitue le montant que les Administrations peuvent demander au titre de la gratuité de leur demande de publication au cours d'une année. Cette provision a été entièrement utilisée au cours de l'exercice.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Provisions | | |
| En milliers de CHF | SNF | Litiges | TOTAL |
| **Solde d'ouverture** | **543** | **909** | **1 452** |
| Augmentation | 501 | 546 |  |
| Utilisé en cours d'exercice | –116 | –226 |  |
| Débloqué | –427 | –93 |  |
| Mutation |  |  |  |
| Gains de change non réalisés |  | -0 |  |
| **Solde de clôture** | **501** | **1 135** | **1 636** |

Note 19 Autres dettes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Passifs transitoires | 944 | 3 592 |
| Divers personnel | 823 | 651 |
| Biens/factures reçues | 21 | 91 |
| PNUD | 22 | 740 |
| **Autres dettes** | **1 810** | **5 075** |

Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés

Conformément à la norme IPSAS 23, le solde des fonds à la date de clôture représente les financements qui ont été reçus et n'ont pas encore été dépensés. Des soldes sont présentés dans la ligne de bilan correspondante et les mouvements de ces fonds sont illustrés dans le tableau ci‑dessous en précisant si ces financements sont affectés ou non à un projet financé par des fonds de tiers ou par l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Fonds de tiers affecté** | **Fonds de tiers  en attente d'affectation** | **Total fonds  de tiers** | **Fonds propres affectés à des projets extrabudgétaires** |
| **Solde au 31.12.2016** | 23 612 | 3 813 | **27 425** | **7 654** |
| Augmentation | 10 189 | 686 | **10 875** | **3 767** |
| Diminution | –10 807 | –1 199 | **–12 006** | **–4 382** |
|  |  |  |  |  |
| **Solde de clôture au 31.12.2017** | 22 994 | 3 300 | **26 294** | **7 039** |

On observe une légère baisse des fonds de tiers affectés, principalement due au fait que les contributions externes et d'autres affectations ont quasiment doublé en 2017. La mise en oeuvre de projets spécifiques est restée au même niveau qu'au cours des années précédentes.

La baisse des fonds de tiers en attente de se voir affecter de nouveaux crédits est due principalement à des transferts de fonds vers de nouveaux projets spécifiques.

La baisse des fonds propres de l'UIT affectés à des projets est liée aux efforts accrus déployés pour mettre en oeuvre divers projets en 2017. Des parties de l'excédent budgétaire de 2017 ont également été affectés au BDT et au TSB.

Note 21 Produits

Le tableau suivant présente les contributions effectivement mises en compte au cours de l'exercice 2017.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Contributions des Etats Membres | 106 292 | 106 292 |
| Contributions des Membres des Secteurs | 14 210 | 14 710 |
| Contributions des Associés | 1 577 | 1 587 |
| Contributions des établissements universitaires | 306 | 299 |
| **Contributions mises en recouvrement** | **122 384** | **122 888** |

A sa session de 2015, le Conseil a approuvé, par sa Résolution 1375, le budget de l'Union pour la période 2016-2017.

Le Conseil a fixé le montant de l'unité contributive des Etats Membres à 318 000 CHF pour 2016 et 2017, sur la base de 334 1/2 unités. Dans la même Résolution, il a fixé à 63 600 CHF le montant de l'unité contributive des Membres des Secteurs pour 2016 et 2017, soit 1/5 de l'unité contributive des Etats Membres. La contribution financière des Associés a été fixée comme suit: 10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-R et de l'UIT-T, 3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D, et 1 987,50 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D dans le cas des Associés de pays en développement. La contribution financière des établissements universitaires, des universités et de leurs instituts de recherche associés a été fixée comme suit: 3 975 CHF pour les pays développés et 1 987,50 CHF pour les pays en développement participant aux travaux des trois Secteurs.

En ce qui concerne le budget ordinaire, la baisse des recettes provenant des contributions des Etats Membres, des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires (122,8 millions CHF en 2016 contre 126,4 millions CHF en 2015), peut s'expliquer par la baisse du nombre d'unités annoncées à la PP-14 à Busan. Le choix des unités contributives a été fait pour la période 2016-2020.

Note 22 Recettes

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont les sources de financement provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en oeuvre de projets de développement en faveur des pays désignés par l'ONU comme pays les moins avancés. Le montant total des contributions volontaires s'élevait à 10,6 millions CHF en 2017 (contre 10,2 millions CHF en 2016).

Autres produits d'exploitation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2017 | 2016 |
| Produits extrabudgétaires | 7 506 | 8 960 |
| Vente des publications | 19 592 | 18 995 |
| Notification de réseaux à satellite | 15 342 | 13 231 |
| UIFN/UIPRN-UISC | 139 | 113 |
| GMPCS-MoU | 6 | 10 |
| Recouvrement – Publications | – | – |
| Autres produits | 1 789 | 610 |
| **Autres produits d'exploitation** | **44 374** | **41 919** |

Dans la plupart des cas, les autres produits d'exploitation concernent des activités soumises au recouvrement des coûts. Les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts sont principalement l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN), le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU), la vente de publications. Les produits liés à l'appui aux projets sont comptabilisés avec les ajustements de consolidation afin de donner un aperçu global des résultats financiers de l'Union.

Le total des autres produits d'exploitation a augmenté de 5,5% pour s'établir à 44,3 millions CHF en 2017. Cette augmentation s'explique par les résultats obtenus pour les principales activités soumises au recouvrement des coûts (ventes des publications, fiches de notification des réseaux à satellite), qui se sont chiffrés à 34,9 millions CHF contre 32,2 millions CHF en 2016.

Produits financiers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2017 | 2016 |
| Intérêts sur les placements | 220 | 241 |
| Gains de change réalisés | 65 | 60 |
| Gains de change non réalisés | –27 | 261 |
| **Produits financiers** | **258** | **562** |

La situation concernant les taux d'intérêt négatifs sur les avoirs en francs suisses et en euros en place depuis 2015 s'est maintenue en 2017. Néanmoins, l'UIT a garanti tous les fonds, et aucun taux d'intérêt négatif n'a été appliqué sur la trésorerie en francs suisses. La seule devise susceptible d'être concernée par des intérêts est le dollar des Etats-Unis, ce qui explique le niveau assez faible des produits des placements.

Note 23 Charges

Charges de personnel

Les charges de personnel couvrent toutes les rémunérations versées aux titulaires de postes permanents et à tout le personnel de conférences ou bénéficiant de contrats de courte durée, telles que traitements de base, indemnités de poste, primes pour connaissances linguistiques, indemnités de non-résident, allocations familiales et heures supplémentaires ainsi que les autres charges de personnel.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
| Traitements et indemnités | 93 653 | 96 025 |
| Autres charges de personnel | 55 095 | 50 974 |
| Installation et rapatriement | 519 | 3 076 |
| Indemnité pour frais d'étude | 3 443 | 3 594 |
| Congés dans les foyers | 1 056 | 977 |
| Congés accumulés | 702 | 865 |
| Assurance maladie et assurance accident | 11 181 | 11 105 |
| Contributions à la CCPPNU | 15 994 | 16 262 |
| Autres charges | 3 985 | 1 428 |
| Ajustement de l'ASHI | 18 214 | 13 667 |
| **Charges du personnel** | **148 748** | **146 999** |

Malgré une baisse générale des charges de personnel due à l'ajustement de l'ASHI, on observe une baisse des traitements et indemnités (de 2,5%).

Frais de mission

Les frais de mission regroupent les déplacements des experts et des fonctionnaires envoyés en mission ou participant à des conférences ou des réunions. Les frais de mission sont restés stables, s'établissant à 6,9 millions CHF en 2017. En 2017, plusieurs autres organisations du système des Nations Unies ont rejoint l'agence de voyage Swisscard AECS pour la délivrance des billets d'avion, et l'UIT a ainsi profité d'avantages supplémentaires (25 762 CHF en 2017 contre 17 725 CHF en 2016).

Services contractuels

Entrent dans cette catégorie tous les émoluments, honoraires et frais payés à des sociétés fournissant des consultants dans le cadre d'accords et de dispositions contractuels. Entrent également dans cette catégorie les contrats d'engagement spéciaux, les dépenses afférentes aux cours de langues dans le cadre de la formation professionnelle, tout comme les coûts des services sous-traités. Les services contractuels représentaient 15,6 millions CHF en 2017 (14,1 millions CHF en 2016). Une situation détaillée est donnée dans la Note 23 (Présentation de l'information sectorielle).

Location et entretien des locaux et équipements

Relèvent de cette catégorie la location de salles de conférence et de salles de réunion, de lieux de stockage et de places de parking, d'équipements informatiques et d'autres machines de bureau. Sont également compris l'entretien des bâtiments, des espaces verts, des véhicules, des équipements techniques et informatiques et les assurances contre les incendies, les inondations et les dommages divers. Le montant de ces dépenses pour 2017 s'élevait à 4,4 millions CHF (contre 4,87 millions CHF en 2016).

Matériels et fournitures, frais d'expédition et de télécommunications et services

Les matériels et fournitures comprennent les fournitures de bureau, les fournitures pour imprimantes, les formulaires, cartes, revues, livres et reliures, les fournitures informatiques et les logiciels informatiques qui ne sont pas activables. Les dépenses de matériels et fournitures s'élevaient à 3,87 millions CHF en 2017 (contre 3,29 millions CHF en 2016). Les dépenses afférentes aux frais d'expédition et de télécommunications et aux services se sont chiffrées à 1,57 million CHF en 2017 (contre 1,8 million CHF en 2016).

Autres charges

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2017 | 2016 |
| Frais de vérification extérieure | 93 | 65 |
| Participation aux frais de l'Organisation des Nations Unies | 533 | 521 |
| Coûts juridiques | 453 | 302 |
| Ajustement provisions et autres charges | 6 577 | 2 319 |
| **Autres charges** | **7 656** | **3 207** |

Ces charges ont trait à la vérification extérieure annuelle statutaire des livres et comptes de l'UIT effectuée par la Cour des Comptes de la République italienne, ainsi qu'à la participation de l'Union aux comités et services interorganisations des Nations Unies, tels que le Corps commun d'inspection, le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion et le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques.

Les frais de justice comprennent les coûts estimés de la résolution des litiges en cours ainsi que le coût moyen des frais administratifs encourus pour chaque affaire portée devant le tribunal.

"L'ajustement provisions et autres charges" s'explique principalement par la dissolution de la provision pour créances douteuses en raison du paiement de créances en retard mais aussi par l'utilisation, conformément à la Décision 602, d'un prélèvement de la Provision pour comptes débiteurs, pour la passation par pertes et profits des créances irrécupérables. Malgré l'augmentation de l'ajustement, la Provision pour comptes débiteurs est restée stable en 2017.

Charges financières

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2017 | 2016 |
| Frais bancaires | 228 | 270 |
| Pertes de change réalisées | 268 | 168 |
| Pertes de change non réalisées | 178 | –31 |
| **Charges financières** | **675** | **407** |

Les pertes de change réalisées et non réalisées proviennent pour l'essentiel de la réévaluation des postes ouverts en devises au moment de la clôture annuelle. Cette réévaluation est annulée à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Note 24 Informations sectorielles – Etat de la performance financière 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom munications | Secteur de la normalisation des télécom munications | Secteur du dével. des télécom munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | FIT | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement |  | 6 683 | 7 505 | 1 598 | 106 604 | **122 390** |  |  |  |  |  |  |  |  | **122 390** |
| Contributions volontaires |  |  |  |  | 8 | **8** |  |  | 2 261 | 8 316 |  | 25 |  |  | **10 610** |
| Publications | 69 | 19 280 | 35 | 202 | 6 | **19 592** |  |  |  |  |  |  |  |  | **19 592** |
| Recouvrement des coûts | 6 | 15 342 | 141 | – | 2 093 | **17 582** |  |  |  |  |  |  |  |  | **17 582** |
| Autres produits | 40 | 312 | 8 | 3 | 1 844 | **2 207** | 47 |  | 40 | 21 |  |  | 7 409 | –2 501 | **7 223** |
| Produits financiers |  | 0 |  | 3 | 60 | **62** |  | 1 | 2 | 176 | 35 |  | –18 |  | **258** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des produits** | **115** | **41 617** | **7 689** | **1 806** | **110 616** | **161 842** | **47** | **1** | **2 303** | **8 513** | **35** | **25** | **7 391** | **–2 501** | **177 655** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges de personnel | 66 100 | 25 324 | 10 857 | 22 257 | 18 214 | **142 752** | 18 | 22 | 837 | 1 786 | 81 | 22 | 3 230 |  | **148 748** |
| Frais de missions | 872 | 1 088 | 811 | 2 561 |  | **5 331** | 53 |  | 416 | 796 |  | – | 372 |  | **6 969** |
| Services contractuels | 4 821 | 298 | 469 | 2 075 | 447 | **8 110** | 287 |  | 1 101 | 4 573 |  |  | 1 542 |  | **15 613** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 3 723 | 69 | 33 | 103 | 17 | **3 945** | 35 |  | 104 | 5 |  |  | 322 |  | **4 411** |
| Matériels et fournitures | 1 141 | 395 | 65 | 482 | 224 | **2 307** | 5 |  | 280 | 1 145 |  |  | 139 |  | **3 875** |
| Amortissements |  |  |  |  | 5 070 | **5 070** | 0 |  | 86 | 56 |  |  |  |  | **5 212** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | 1 099 | 251 | 52 | 157 |  | **1 560** |  |  | 1 | 10 |  |  | 6 |  | **1 576** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 573 |  |  | 53 |  | **626** |  |  |  |  |  |  |  |  | **626** |
| Autres charges | 40 |  | 0 | 17 | 6 811 | **6 868** | 320 |  | 0 | 569 |  | 2 | 1 771 | –2 501 | **7 030** |
| Charges financières | 135 | 17 | 11 | 39 | 369 | **571** |  |  | 22 | 51 | 16 |  | 12 |  | **674** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des charges** | **78 504** | **27 442** | **12 298** | **27 744** | **31 152** | **177 140** | **718** | **22** | **2 848** | **8 990** | **98** | **25** | **7 394** | **–2 501** | **194 733** |
| Excédent/(déficit)  de la période | **–78 389** | **14 175** | **–4 609** | **–25 939** | **79 463** | **–15 298** | **–671** | **–21** | **–545** | **–477** | **–63** | **0** | **–3** | **–** | **–17 078** |

Informations sectorielles – Etat de la performance financière 2016

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom munications | Secteur de la normalisation des télécom munications | Secteur du dével. des télécom munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Caisse assurance | Contributions volontaires | FIT | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement |  | 6 776 | 7 879 | 1 642 | 106 591 | 122 888 |  |  |  |  |  |  |  | 122 888 |
| Contributions volontaires |  |  |  |  | 3 | 3 |  | 3 053 | 6 328 |  | 847 |  |  | 10 232 |
| Publications | 90 | 18 703 | 39 | 163 |  | 18 994 |  |  |  |  |  |  |  | 18 994 |
| Recouvrement des coûts | 10 | 13 231 | 118 | - | 152 | 13 510 |  |  |  |  |  |  | 2 517 | 16 027 |
| Autres produits | 38 | 280 | 1 | 1 | 176 | 495 |  | 1 | 72 |  |  | 8 846 |  | 9 414 |
| Produits financiers |  | 0 |  | 1 | 360 | 361 | 1 | 1 | 183 | 1 |  | 15 |  | 562 |
| **Total des produits** | **138** | **38 990** | **8 037** | **1 807** | **107 281** | **156 252** | **1** | **3 055** | **6 583** | **1** | **847** | **8 861** | **2 517** | **178 117** |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges de personnel | 68 005 | 25 288 | 11 696 | 22 165 | 13 667 | 140 822 | 22 | 874 | 1 038 | 80 | 766 | 3 397 |  | 146 999 |
| Frais de missions | 854 | 949 | 979 | 2 416 |  | 5 199 |  | 578 | 805 |  | 2 | 413 |  | 6 997 |
| Services contractuels | 4 440 | 186 | 488 | 2 164 | 183 | 7 461 |  | 854 | 4 298 |  |  | 1 494 |  | 14 107 |
| Location et entretien des locaux et équipements | 3 850 | 44 | 59 | 89 | 174 | 4 216 |  | 137 |  |  |  | 519 |  | 4 872 |
| Matériels et fournitures | 1 101 | 535 | 143 | 567 | 18 | 2 363 |  | 180 | 635 |  |  | 113 |  | 3 291 |
| Amortissements |  |  |  |  | 5 359 | 5 359 |  | 249 | 2 |  |  |  |  | 5 610 |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | 1 359 | 192 | 67 | 147 |  | 1 765 |  | 2 | 12 |  |  | 25 |  | 1 804 |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 537 |  |  | 50 |  | 587 |  |  |  |  |  |  |  | 587 |
| Autres charges | 25 |  | 10 | 10 | 1 980 | 2 024 |  | 146 | –3 |  |  | 453 | 2 517 | 5 137 |
| Charges financières | 228 | 25 | 20 | 52 | –15 | 309 |  | 12 | 65 |  |  | 21 |  | 407 |
| **Total des charges** | **80 854** | **27 219** | **13 462** | **27 658** | **21 366** | **170 104** | **22** | **3 032** | **6 852** | **80** | **768** | **6 435** | **2 517** | **189 810** |
| **Excédent/(déficit)  de la période** | **–80 717** | **11 770** | **–5 426** | **–25 852** | **85 915** | **–13 852** | **-21** | **23** | **–269** | **–79** | **79** | **2 426** | **–** | **–11 693** |

Note 25 Présence régionale

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | AFRIQUE | | AMÉRIQUES | | ETATS ARABES | | ASIE-PACIFIQUE | | CEI | | EUROPE | |
|  | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs |
| Charges de personnel | 1 865 | 1 954 | 2 036 | 2 066 | 860 | 788 | 1 267 | 1 214 | 390 | 313 | 535 | 473 |
| Frais de mission | 55 | 48 | 55 | 52 | 35 | 38 | 40 | 43 | 25 | 23 | 20 | 23 |
| Services contractuels |  | 7 |  | 1 |  | 2 |  | 6 |  | - |  | – |
| Location et entretien |  | 30 |  | 6 |  | 1 |  | 5 |  | - |  | - |
| Matériels et fournitures |  | 6 |  | 8 |  | 1 |  | 2 |  | 4 |  | 4 |
| Expéditions,  télécommunications |  | 27 |  | 17 |  | 5 |  | 9 |  | 1 |  | 1 |
| Autres charges |  | 47 |  | 23 |  | 1 |  | 3 |  |  |  | – |
| **Total (milliers CHF)** | **1 920** | **2 255** | **2 091** | **2 173** | **895** | **835** | **1 307** | **1 282** | **415** | **340** | **555** | **495** |

Les variations observées dans les charges autres que les charges de personnel sont dues principalement au fait qu'au cours de la période biennale 2016-2017, le budget consacré aux dépenses de fonctionnement (équipement, fournitures, audit, etc.) pour le BDT dans son ensemble, bureaux régionaux compris, était centralisé sous dépenses communes du BDT, alors que les dépenses réelles étaient inscrites au titre de chaque bureau régional. Cette situation a été prise en compte dans le budget 2018-2019 pour ce qui est des dépenses de fonctionnement, des cotisations à la Caisse des pensions, et des prestations MORSS: les crédits correspondants ont été ajustés et affectés aux budgets des bureaux régionaux.

Les dépenses excédentaires en charges de personnel pour les bureaux régionaux situés en Afrique et en Amérique sont dues principalement à la sous-estimation des charges de personnel et des autres charges de personnel pour les fonctionnaires, en particulier en ce qui concerne les cotisations à la Caisse des pensions, les allocations pour charge de famille, les indemnités pour frais d'études, l'allocation de voyage, les prestations liées aux normes MORSS et les dépenses liées à l'affectation.

Note 26 Rapprochement entre les montants budgétisés et les montants effectifs

Les états financiers incluent:

• Le budget ordinaire de l'UIT.

• Les manifestations ITU Telecom.

• Les contributions volontaires.

• Les caisses d'assurance.

• Les projets PNUD, FAS et FDTIC.

Le budget et les Etats financiers de l'Union sont établis sur des bases différentes. Le budget 2016‑2017 est établi sur une base mixte avec quelques éléments spécifiques qui ne sont pas traités selon une comptabilité d'engagement. De plus, le budget de l'Union traite uniquement de l'activité de l'Union excluant les activités financées par les contributions volontaires, les projets et les fonds.

Les Etats financiers de l'Union sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant une classification fondée sur la nature des charges figurant dans l'état de la performance financière (voir Tableau II).

Les différences de périmètres sont dues aux fonds extrabudgétaires, lesquels ne sont pas inscrits au budget ordinaire. Pour rapprocher le résultat définitif selon le contrôle budgétaire du résultat net de l'exercice après ajustements IPSAS, il est nécessaire de tenir compte des différences entre la présentation budgétaire et la comptabilité d'exercice (voir Tableau V). Dans le budget, les dépenses en équipements non fongibles sont comptabilisées comme charges d'investissement. En comptabilité d'exercice, les équipements non fongibles (poste de plus de 5 000 CHF) sont inscrits sur les comptes d'immobilisation et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des actifs immobilisés acquis avec des fonds extrabudgétaires et transférés au bénéficiaire du projet. La charge d'amortissement liée aux immobilisations est comptabilisée dans l'état de la performance financière et non prise en compte dans le budget.

Dans le budget, les charges correspondant aux avantages du personnel sont prises en compte au fur et à mesure de leur versement, tandis qu'en comptabilité d'exercice, une partie des charges est estimée par un actuaire selon une méthodologie définie dans les normes comptables. Les engagements au titre l'assurance maladie après la cessation de service sont comptabilisés dans l'état de la situation financière, comme indiqué dans la Note 17. Les différences de change réalisées et non réalisées ne sont pas prises en compte dans le budget mais reflétées dans l'état de la performance financière. Il en est de même pour la provision pour les créances douteuses et la reconnaissance des stocks. Le remboursement du prêt FIPOI n'a pas été considéré comme une charge dans l'état de la performance financière même s'il avait été budgétisé.

Enfin, les intérêts liés aux prêts sans intérêts accordés par la FIPOI ont été calculés aux conditions normales du marché et n'ont pas été versés mais ont été reconnus en contribution et charge en nature dans l'état de la performance financière.

Pour l'exercice financier 2017, les produits et les charges ont été budgétisés à un montant de 160,86 millions CHF. Une surveillance constante des charges ainsi qu'une augmentation des produits provenant du recouvrement des coûts et des ventes des publications ont permis de dégager un excédent budgétaire de 11,36 millions CHF.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2017** | | | |
| **Opérationnel** | **Placement** | **Financement** | **Total** |
|  | En milliers de CHF | | | |
| **Résultats sur une base comparable** | 11 365 |  |  | 11 365 |
| Variation et utilisation de la provision pour créances douteuses | –5 939 |  |  | –5 939 |
| Comptabilisation des stocks | 128 |  |  | 128 |
| Capitalisation des stocks |  | 2 021 |  | 2 021 |
| Dépréciation | –4 656 |  |  | –4 656 |
| Gains et pertes de change | –604 |  |  | –604 |
| ASHI | –18 214 |  |  | –18 214 |
| Remboursement prêt FIPOI non considéré comme charge |  |  | 1 493 | 1 493 |
| Produits en nature | 882 |  |  | 882 |
| Charges en nature | –882 |  |  | –882 |
| Vente d'actifs | 5 |  |  | 5 |
| Divers | –29 |  |  | –29 |
| **Total des différences IPSAS** | **–29 309** | **2021** | **1493** | **–25794** |
| Gain Fonds 1000/1010 | –17 944 | 2 021 | 1 493 | –14 429 |
| Augmentation des réserves du Fonds 1010 | –869 |  |  | –869 |
| **Total excédent** | **–18 813** | **2 021** | **1 493** | **–15 298** |
| **Différences de périmètre** | **–1 780** |  |  | **–1 780** |
| **Excédent tel que montré dans l'état de la performance financière** | **–20 593** | **2 021** | **1 493** | **–17 078** |

Note 27 Informations relatives aux parties liées

L'entité suivante est à considérer comme partie liée:

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU).

Le Conseil d'Administration de l'Union se compose de 48 Etats Membres, sans désignation de personnes spécifiques.

L'Union est gérée par le Secrétaire général, qui en assure la direction, aidé en cela par le Vice‑Secrétaire général et par trois Directeurs des Secteurs suivants (cadres de haut niveau siégeant au Conseil exécutif): le Secteur des radiocommunications (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D). Les cinq fonctionnaires élus sont assistés par quatre hauts responsables de grade D.2 et 20 autres responsables de grade D.1 (chefs de départements et ou d'unités).

La rémunération globale payée au personnel clé de direction comprend le traitement net, l'indemnité de poste, des indemnités comme l'indemnité pour frais de représentation, l'indemnité d'affectation, l'indemnité de rapatriement, les congés accumulés, l'allocation logement, et l'expédition des effets personnels.

Le personnel clé de direction a également droit aux mêmes prestations que le personnel de la catégorie professionnelle, à savoir:

– Les congés dans les foyers.

– L'indemnité pour frais d'études.

– Des prestations après la cessation de service.

Ces prestations ne peuvent pas être quantifiées séparément de façon fiable.

Les membres du personnel clé de direction sont participants ordinaires à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

En 2017, l'Union n'a octroyé aucun prêt ni versé aucune autre rémunération aux principaux dirigeants ou à des membres de leurs familles.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 31.12.2017 | | 31.12.2016 | |
| En milliers de CHF | Nombre de personnes | Rémunérations globales | Nombre de personnes | Rémunérations globales |
| 5 fonctionnaires élus | 5 | 2 143 | 5 | 1 973 |
| **Principaux dirigeants** | **5** | **2 143** | **5** | **1 973** |
| Directeurs D.2 | 4 | 1 119 | 4 | 1 217 |
| Directeurs D.1 | 20 | 4 656 | 19 | 5 606 |
| **Total des chefs de départements** | **24** | **5 852** | **23** | **6 823** |
| **Total des principaux dirigeants – UIT** | **29** | **7 995** | **28** | **8 796** |

Note 28 Engagements

L'UIT a conclu un contrat avec un prestataire tiers pour la location, l'installation et l'entretien de systèmes d'impression numérique noir/blanc et couleur. Ce contrat est entré en vigueur en 2014. Il arrivera à échéance en 2020. L'UIT n'a aucun contrat de location-financement. Les loyers payables dans le cadre de contrats de location opérationnelle sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière. L'UIT s'acquittera de coûts supplémentaires, le cas échéant en fonction du nombre de photocopies effectivement traitées, sur la base d'un coût par page défini par contrat.

Les paiements futurs minimums à effectuer au titre de ce contrat sont les suivants:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|  |  |  |
| Moins d'une année | 278 | 278 |
| De 1 à 5 ans | 556 | 834 |
| Plus de 5 ans | – | – |
|  |  |  |
| Engagement de leasing | 834 | 1 112 |

L'Union a des engagements contractuels avec différents prestataires de services. Ces contrats qui sont résiliables à court terme ne représentent pas un engagement financier défini à l'avance.

Note 29 Evénements postérieurs à la date du bilan

Aucun événement postérieur à la date de clôture avec un impact significatif sur les états financiers de l'exercice 2017 n'est à relever après la signature des états financiers et leur soumission au Conseil pour approbation par le Secrétaire général en date du 26 mars 2017.

# I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE A1)

Budget ordinaire

44 Pendant l'exercice 2017, les produits ainsi que les charges budgétisés représentaient 160,86 millions CHF.

Produits

45 Un budget de 1,3 million CHF a été attribué pour les projets Bâtiment (0,75 million CHF) et TIC (0,5 million CHF) pour l'année 2017. Les charges connexes pour l'année 2017 sont incluses dans les charges totales du Secrétariat général.

Contributions mise en recouvrement

46 Les recettes provenant des contributions mises en recouvrement sont budgétisées à 124,4 millions CHF par an pour l'exercice biennal 2016-2017. Le total des contributions effectivement mises en compte s'est élevé à 122,39 millions CHF en 2017.

47 Dans l'ensemble, le nombre total de Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires a légèrement augmenté en 2017. Derrière cette stabilité du nombre total de membres, il y a eu une évolution importante, de nouveaux membres ayant adhéré à l'Union et d'autres l'ayant quitté. Les regroupements dans le secteur privé, y compris les fusions/acquisitions, et la rationalisation des coûts, ont entraîné une diminution du nombre des Membres de Secteur au cours des dernières années. Cependant, une stratégie efficace en matière de fidélisation et d'acquisition adoptée en 2017, notamment en nouant des contacts avec de nouveaux acteurs du secteur non traditionnels, un accroissement continu du nombre d'affiliations d'établissements universitaires ainsi qu'une baisse importante du taux de perte (de 9% à 4%) ont eu pour résultat une légère croissance positive nette.

Recettes au titre de l'appui aux projets

48 Les recettes au titre de l'appui aux projets étaient budgétisées à 1,3 million CHF pour 2017. Les recettes effectives se sont élevées à 0,5 million CHF, et sont restées stables par rapport à 2016.

Ventes de publications

49 Les produits des ventes de publications en 2017 se sont établis à 19,5 millions CHF, dépassant de 1 million CHF les prévisions du budget annuel, grâce à des ventes stables des publications relatives au service maritime. Les prévisions de ventes figurant dans le budget biennal 2016-2017, à savoir 37 millions CHF pour la vente de publications de l'UIT, ont ainsi été dépassées de 1,5 million CHF. Les activités de développement des ventes ont été poursuivies en 2017 pour accroître les produits tirés des ventes. Sept nouveaux revendeurs ont rejoint l'UIT en vue d'élargir la diffusion et la disponibilité, par le biais des réseaux de revendeurs traditionnels, des publications du service maritime de l'UIT-R, qui ont bénéficié, en 2017, du renforcement des contrôles anti-contrefaçon mis au point par l'UIT-T. Plusieurs accords de licence relatifs à l'utilisation des données de la base de données de l'UIT-D sur les indicateurs, signés notamment avec le Financial Times et Ernst & Young, ont été renouvelés en 2017. Des accords récemment conclus avec l'OCDE et la section des publications des Nations Unies en vue d'intégrer aux ventes les versions numériques des publications de l'UIT (et les redevances qui y sont associées) par le biais de nouvelles plates-formes telles que la bibliothèque électronique de l'UIT, la section des publications des Nations Unies, les réseaux du site web Amazon et les livres numériques ont été mis en oeuvre en 2017.

Produits et services au titre du recouvrement des coûts

50 Les produits et services au titre du recouvrement des coûts ont été estimés à 14,75 millions CHF dans le budget ordinaire pour 2017. Les revenus effectifs se sont élevés à 17 millions CHF (15 millions CHF en 2016). Cette hausse de 16% est due aux bons résultats enregistrés par les fiches de notification des réseaux à satellite.

Intérêts créditeurs

51 Le montant des intérêts créditeurs a été budgété à 0,3 million CHF. Le montant effectif s'est élevé à 29 000 CHF (68 000 CHF en 2016). En 2017, les conditions du marché relatives aux francs suisses se sont durcies, et bien que le fonds de l'UIT soit garanti, aucun taux d'intérêt positif n'a été appliqué.

Charges

52 Des informations relatives aux charges sont fournies dans la Note 23.

53 Au vu de l'activité importante enregistrée au sein du Secteur de la normalisation des télécommunications, et comme cela était déjà le cas en 2016, le taux de mise en oeuvre du budget de ce secteur pour 2017 est proche de 100%. Le solde non dépensé de 142 000 CHF environ est principalement attribuable aux charges de personnel.

54 En 2017, le Bureau des radiocommunications (BR) a géré ses activités de façon efficace, en assurant un suivi rigoureux et de la manière la plus efficiente possible, afin que les fonds soient utilisés conformément aux activités prévues. Il est important de souligner que, bien que le BR soit parvenu à faire des économies sur le plan financier, certaines activités sont encore en cours et nécessiteraient des fonds supplémentaires en 2018-2019, en particulier au vu de la Conférence mondiale des radiocommunications à venir (CMR-19), prévue pour octobre/novembre 2019. En outre, il est important de souligner les importants travaux entrepris en vue de moderniser les systèmes opérationnels, comme demandé lors de la CMR-15 (Rés. 907 et Rés. 908).

55 Les produits générés par le recouvrement des coûts pour les fiches de notification des réseaux à satellite et les publications ont augmenté, ce qui a entraîné une augmentation de la charge de travail pour le personnel du BR. Des ressources humaines supplémentaires sont nécessaires pour permettre au BR d'honorer les délais fixés par les Etats Membres en vue d'éliminer les arriérés des fiches de notification de réseaux à satellite. Pour gérer la situation actuelle, on fait appel à du personnel temporaire. Cependant, si la tendance devait se confirmer, il conviendrait de réfléchir à une solution plus pérenne.

56 Les finances du Bureau des radiocommunications sont stables et positives, et devraient être maintenues au même niveau en 2018.

57 L'année 2017 a constitué une autre année importante pour le Secteur de l'UIT-D. La septième Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-17) a eu lieu du 9 au 20 octobre 2017 à Buenos Aires (Argentine), sous le thème "Les TIC au service des ODD". La Conférence a notamment produit les principaux résultats suivants:

– Adoption de la Déclaration de Buenos Aires, qui met en lumière les principales conclusions et les priorités établies par la Conférence, et qui renforce l'appui politique apporté à la mission de développement et aux objectifs stratégiques de l'UIT.

– Accord sur la contribution de l'UIT-D au plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023, soumis pour examen à la prochaine Conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Dubaï (Emirats arabes unis), en 2018.

– Adoption du Plan d'action de Buenos Aires, qui met en correspondance les travaux de l'UIT-D et les objectifs stratégiques de l'UIT en vue d'aider les pays à tirer le meilleur parti possible des TIC.

58 Au 31 décembre 2017, sur un total de 270 actions (activités spécifiques) prévues pour 2017 par le BDT dans son budget opérationnel, 260 ont été mises en oeuvre et 10 ont été reportées. Les détails relatifs à toutes les activités mises en oeuvre figurent dans le rapport d'activité pour 2017.

59 Les dépenses totales du BDT se sont élevées à 27,7 millions CHF en 2017, soit 95,1% du budget approuvé de 29,2 millions CHF. Les économies réalisées ont représenté 1,4 million CHF en tout. Plus de la moitié des économies réalisées (0,76 million CHF) concernaient les opérations du BDT au titre de l'acquisition de matériel, des frais de mission et des services contractuels.

Charges non prévues au budget

60 Un montant de 18,2 millions CHF a été comptabilisé en charges pour ajuster la provision pour les prestations maladie après cessation de service dues aux fonctionnaires (ASHI).

61 Une contribution en nature a été comptabilisée à la fois en charges et en produits. Cette reconnaissance de la contribution en nature fait suite à la décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur les prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Au 31 décembre 2017, cette contribution représente pour l'Union une économie d'environ 882 000 CHF sur la base du taux d'intérêts à long terme de 3,25%.

62 Un montant de 4,6 millions CHF a été comptabilisé en charges. Il s'agit des dépréciations constatées au cours de l'exercice 2017.

Provision pour comptes débiteurs

63 Après le paiement de créances pour un montant de 2,7 millions CHF pour lesquelles une provision avait été constituée ces dernières années, la provision pour créances douteuses a été réduite en conséquence. En fin d'exercice, un ajustement a été comptabilisé, d'un montant de 5,9 millions CHF pour le budget ordinaire et d'un montant de 240 000 CHF pour Telecom World 2017 en ce qui concerne les créances douteuses.

Bourses

Tableau en milliers de CHF

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Budget 2017 | Charges 2017 | Montant disponible | Taux d'utilisation |
| Budget ordinaire | 1 686 | 1 131 | 555 | 67% |
|  |  |  |  |  |

64 Les charges prévues pour l'attribution de bourses pour l'exercice 2017 sur les fonds extrabudgétaires se chiffraient à 275 000 CHF, dont 12 500 CHF pour TELECOM.

Fonds de réserve

65 Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier de l'Union, le Fonds de réserve est alimenté essentiellement par des crédits budgétaires inutilisés. Il est donc composé de fonds propres de l'UIT.

66 Le Fonds de réserve comprend également les fonds concernant les activités pour lesquelles l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts en vertu de la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). A ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts concernent:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

– TELECOM.

– La vente de publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

# II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE A2)

67 En collaboration avec la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI), l'UIT a organisé un concours pour la construction d'un nouveau bâtiment, en vue de remplacer le bâtiment Varembé, qui sera démoli. Ce nouveau bâtiment accueillera le siège de l'UIT à Genève.

68 Un concours d'architecture international a été organisé dans le cadre d'une procédure ouverte en plusieurs étapes, conformément aux procédures et formes d'attribution de mandats pour les prestations de service suivant les marchés publics de la société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA).

69 Le jury s'est réuni une première fois du 27 au 29 juin 2017 à Genève, au siège de l'UIT. Les membres du jury ont sélectionné une quinzaine de projets afin qu'ils soient approfondis. Le jury s'est ensuite réuni une deuxième fois du 7 au 9 novembre 2017 à Genève, au siège de l'UIT. Au cours de cette réunion, les projets des 15 candidats sélectionnés à la première étape ont été examinés, et quatre d'entre eux ont passé cet examen avec succès.

70 Parmi ces quatre finalistes, les membres du jury ont choisi le gagnant M. Christian Dupraz pour son projet Microcosm.

71 La phase de concours du projet de nouveau bâtiment a duré un an, conformément au plan établi. Les dépenses afférentes aux activités menées pendant cette première étape se sont élevées à 718 158 CHF, en deçà du budget attribué.

# III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE A3)

72 La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT couvre l'ensemble des fonds garantissant les pensions du personnel qui était en fonction avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. A l'origine, elle se composait de plusieurs fonds et comptes individuels. Fin 2017, le Fonds de réserve et des compléments a servi 23 pensions de retraites et 22 pensions de survivants, et le Fonds d'intervention a permis d'assister les fonctionnaires et les pensionnés se trouvant dans une situation financière difficile. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les assurés de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

73 Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires), le personnel de l'UIT est affilié à partir du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

74 Un compte courant est ouvert pour chacun des deux fonds restants auprès du Crédit Mutuel en France. Le Fonds de réserve et des compléments a présenté un déficit de 21 862,80 CHF.

# IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ANNEXE A4)

75 Selon la catégorie de projets PNUD, l'UIT peut être l'agent d'exécution exclusif ou exécuter le projet conjointement avec le PNUD.

76 D'une manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT et les projets exécutés par les gouvernements.

77 Pour les projets exécutés partiellement ou en totalité par l'UIT, le PNUD fixe un budget à l'intention de l'UIT. A la fin de chaque année, le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues dans le cadre de ce budget, sur la base du "Project Delivery Report" (PDR). Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

78 En 2017, le compte du Fonds opérationnel (Operating Fund) avec le PNUD présente un solde de 317 959 CHF en faveur de l'UIT (740 420 CHF en faveur du PNUD en 2016).

79 En 2017, les dépenses liées aux projets PNUD s'élevaient à 24 676 CHF (dont 2 260 CHF pour les dépenses d'appui).

# V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE A5)

80 Le Fonds spécial de coopération technique (FSCT) a été créé en vue de répondre aux besoins des pays en développement qui sollicitent de l'Union une assistance d'urgence. Ce Fonds est alimenté par des contributions volontaires soit sous forme de dons en espèces dans n'importe quelle devise, ou sous toute autre forme.

81 Les crédits non utilisés pour tous les types de projets financés par des tiers ainsi que des fonds de l'UIT représentent 20,6 millions CHF en 2017 (comme en 2016). Le solde du Fonds de tiers en cours d'affectation qui s'élevait à 1,9 million CHF fin 2017 (2,4 millions CHF fin 2016) est composé des dernières sommes reçues pour les projets sur le point d'être lancés ainsi que des sommes restant après la clôture de projets. Celles-ci sont retournées aux bailleurs de fonds ou allouées à de nouveaux projets.

82 En 2017, les actifs liquides s'élevaient à 21,3 millions CHF (contre 20,6 millions CHF en 2016). Le montant des placements se chiffrait à 9,3 millions CHF fin 2017 (7,4 millions CHF en 2016). Ces placements ont généré des intérêts s'élevant à 172 000 CHF en 2017 (171 000 CHF en 2016).

Dépenses relatives aux projets et dépenses d'appui 2017

83 En 2017, les dépenses pour l'ensemble des projets financés sur des fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 9 millions CHF, contre 7,3 millions CHF en 2016. Les dépenses d'appui se sont chiffrées à 568 000 CHF en 2017 (458 000 CHF en 2016).

# VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE A6)

84 En 2017, les actifs liquides s'élevaient à 9 millions CHF (2,9 millions CHF en 2016). Cette augmentation s'explique par la reclassification des investissements (comptes de dépôt) en comptes de trésorerie. En raison des taux d'intérêts négatifs appliqués au franc suisse, les comptes de dépôt sont en cours de clôture.

85 En 2017, les dépenses pour l'ensemble des contributions volontaires se sont chiffrées à 2,8 millions CHF, contre 3 millions CHF en 2016.

# VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE A7)

86 Fin 2017, les fonds disponibles du FDTIC s'élevaient à 1 million CHF (1,4 million CHF en 2016). Sur l'exercice 2017, un montant de 250 000 CHF (74 000 CHF en 2016) a été alloué au financement de projets pour le développement des TIC.

87 En 2017, les intérêts des projets financés par le FDTIC ont été calculés sur la totalité des crédits.

88 Ces intérêts se sont élevés à 33 000 CHF et ils ont été transférés vers le FDTIC.

# VIII ITU TELECOM WORLD 2017 (ANNEXE A8)

89 Le budget de la manifestation a été approuvé le 30 mars 2017, avec un montant total des produits de 8 213 000 CHF et un montant total des charges 7 711 500 CHF, soit un résultat de 501 500 CHF pour la manifestation.

90 Le pays hôte a apporté d'importantes contributions en numéraire et en nature (fourniture gratuite de biens et services), conformément à l'Accord de pays hôte conclu entre l'UIT et le Gouvernement de la République de Corée. Les contributions en numéraire apportées par le pays hôte, qui s'établissent au total à 2,3 millions CHF, ont inclus le versement d'une somme forfaitaire de 2 millions CHF, pour participer aux charges de base d'ITU Telecom pour la préparation, la planification et la mise en oeuvre de la manifestation, y compris les frais relatifs au programme de bourses. Outre la somme forfaitaire, un montant de 301 725,63 CHF a été versé par le Gouvernement pour les fonctionnaires en mission dans le pays hôte et en tant que contribution pour un stand mobile à l'UIT pour promouvoir la manifestation pendant la session de 2017 du Conseil. Ce soutien financier du pays hôte a représenté 31% du montant total des recettes effectives. Le pays hôte a également fourni gratuitement des biens et services d'une valeur non négligeable, et notamment le lieu de la manifestation avec l'électricité et les services de nettoyage, les services de sécurité, le personnel local, les équipements informatiques, les transports locaux pour les participants, etc.

91 En décembre 2017, ITU Telecom World 2017 affichait un résultat de 22 753,45 CHF, avec un total des produits effectifs se chiffrant à 7 411 099,17 CHF (90% du montant budgété de 8 213 000 CHF) et un total des charges effectives se chiffrant à 7 388 345,72 CHF (96% du montant total de charges budgété de 7 711 500 CHF). Au 31 décembre 2017, les provisions pour les créances impayées, d'un montant de 240 400 CHF, ont été intégrées au total des charges. Seulement 2 883 314,90 CHF, soit 92%, des coûts directs budgétés de 3 132 500 CHF ont été dépensés. La poursuite de la mise en oeuvre de mesures d'efficacité par le secrétariat d'ITU Telecom et les contrôles financiers exercés par le Département de la gestion des ressources financières ont permis de réaliser ces économies. Les coûts indirects effectifs de 4 505 030,82 CHF ont représenté 98% du budget des charges de base.

92 Le total des produits effectifs représente 90% du budget. Les recettes provenant des parrainages et des contributions correspondent à 80% du budget, alors que les recettes effectives provenant de la location d'espace représentent 98% du budget. La contribution du pays hôte a été estimée à 2 208 500 CHF, alors que le montant effectif versé à l'UIT était de 2 301 725,63 (104%). Cela est dû principalement à la demande adressée par le pays hôte à l'UIT d'acheter en son nom 30 billets d'avion en classe affaires pour l'envoi de fonctionnaires en mission dans le cadre de manifestations afin de bénéficier de prix réduits, permettant au pays hôte de faire des économies. Le montant correspondant à ces 30 billets d'avion a été versé à l'UIT par le pays hôte, et indiqué au titre des produits. Le montant total des produits effectifs est ventilé comme suit: 44% pour les parrainages et les contributions, 39% pour la location d'espace, 15% pour d'autres produits liés à la manifestation et 2% pour les billets d'entrée.

93 Le total des charges effectives a représenté seulement 96% du budget, comme expliqué dans les Annexes C et D ci-dessous, grâce aux efforts déployés de concert par ITU Telecom et le Département de la gestion des ressources financières qui, moyennant un suivi attentif et une réduction des dépenses, ont permis d'abaisser le montant des coûts directs, qui représentent 92% seulement du budget.

94 Les charges de base comprenant le recouvrement des coûts à l'UIT et le coût du Secrétariat d'ITU Telecom pendant la période où le personnel a assuré des services relatifs à la manifestation sont légèrement inférieures au budget (98%). Le montant effectif nécessaire au recouvrement des coûts est équivalent au budget.

95 Un excédent de 22 753,45 CHF a été dégagé pour la manifestation. Au 31 décembre 2017, les provisions pour les créances impayées de cinq (5) entités représentaient un total de 240 400 CHF. Compte tenu des efforts déployés par ITU Telecom et par le Département de la gestion des ressources financières pour assurer un suivi régulier du paiement des sommes dues, 50 000 CHF ont été versés après le 31 décembre 2017, réduisant le nombre de débiteurs à quatre (4) et portant le résultat de la manifestation à 72 753,45 CHF à la date de publication du présent rapport.

96 Au total, la surface d'exposition payante a été de 5 968 m2, dont 4 661 m2 pour l'espace brut et 1 307 m2 pour les stands clés en main. La surface d'exposition vendue a été nettement plus importante que pendant ITU Telecom World 2016, où la surface d'exposition vendue totale avait été de 3 956,50 m2 (66% par rapport à 2017), dont 3 042,50 m2 d'espacebrut (65%) et 914 m2 destinésaux stands clés en main (70%). L'espace brut loué de 4 661 m2 correspond à 130%de la surface prévue dans le budget, de 3 600 m2.

97 Les produits effectifs tirés de la location de l'espace brut se sont élevés à 1 853 924 CHF, soit presque le même montant que le budget. Pour la location d'espace, des tarifs réduits ont été appliqués conformément aux politiques et aux procédures.

98 Les recettes totales des billets d'entrée à l'exposition ont été de 12 545 CHF, soit 81% du budget. Afin d'attirer un plus grand nombre de visiteurs, le prix des billets d'entrée pour cette manifestation a été fixé à 5 CHF, le prix le plus bas en comparaison des manifestations précédentes. 2 509 visiteurs payants ont participé à la manifestation, contre seulement 381 en 2016 (billet d'entrée à 10 CHF) et 212 en 2015 (billet d'entrée à 30 CHF). Par conséquent, 2 128 visiteurs payants supplémentaires ont assisté à la manifestation par rapport à 2016, et 2 297 par rapport à 2015.

99 Un montant fixe de 1,5 million CHF pour le recouvrement des coûts à l'UIT (charges de base) a été prévu dans le budget, ce qui représentait les traitements et rémunérations de fonctionnaires d'autres départements ayant rendu des services pour ITU Telecom World 2017.

100 Les dépenses effectives du Secrétariat d'ITU Telecom (charges de base) qui ont été imputées à la manifestation ont représenté 98% du budget. Ces imputations ont été calculées sur la base des informations fournies par la direction d'ITU Telecom concernant le pourcentage de temps que les fonctionnaires d'ITU Telecom ont consacré à la manifestation en 2016 et en 2017, soit respectivement 20% et 80%.

# IX VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION

101 Conformément aux dispositions de l'Article 28 du Règlement financier, le Vérificateur extérieur des comptes de l'Union est l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie. Elle a été désignée par le Conseil, à sa session de 2011, selon les modalités arrêtées à la Conférence de plénipotentiaires, pour un mandat de quatre ans. La vérification des comptes est effectuée selon les normes usuelles généralement acceptées en la matière et sous réserve de toutes directives spéciales du Conseil en conformité avec le mandat additionnel pour la vérification des comptes, joint en Annexe 1 du Règlement financier.

102 Conformément aux Normes comptables pour le système des Nations Unies, les informations soumises à vérification sont présentées dans des états ou des tableaux.

103 Les comptes audités sont soumis au Conseil pour approbation. Ils sont accompagnés des rapports du Vérificateur extérieur des comptes qui sera invité à présenter ses rapports à la séance du Conseil prévue à cet effet.

**ATTESTATION DE VÉRIFICATION**

*(A insérer dans le Rapport de gestion financière vérifié pour l'exercice 2017)*

ANNEXE A1

Budget ordinaire

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Montants budgétés | | | | Montants effectifs | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 |
| *Contributions mises en recouvrement des Etats Membres* | 106 371 |  |  | 106 371 | 106 292 | –80 |
| *Contributions mises en recouvrement des Membres de Secteur* | 15 875 |  |  | 15 875 | 14 210 | –1 665 |
| *Contributions mises en recouvrement des Associés* | 1 955 |  |  | 1 955 | 1 577 | –378 |
| *Contributions mises en recouvrement des établissements universitaires* | 200 |  |  | 200 | 306 | 106 |
|  |  |  |  |  | 7 |  |
| **Contributions mises en recouvrement** | **124 401** |  |  | **124 401** | **122 390** | **–2 011** |
| *Dépenses d'appui* | 1 375 |  |  | 1 375 | 571 | –804 |
| *Ventes des publications* | 18 500 |  |  | 18 500 | 19 592 | 1 092 |
| *Numéros UIFN* | 250 |  |  | 250 | 139 | –111 |
| *TELECOM* | 1 500 |  |  | 1 500 | 1 500 | – |
| *Recouvrement des coûts – fiches de notification des réseaux à satellite* | 13 000 |  |  | 13 000 | 15 342 | 2 342 |
| *Recouvrement des coûts – autres* |  |  |  | – | 30 | 30 |
| **Recouvrement des coûts** | **34 625** |  |  | **34 625** | **37 174** | **2 549** |
| **Intérêts** | **300** |  |  | **300** | **29** | **–271** |
| **Autres produits** | **100** |  |  | **100** | **1 441** | **1 341** |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** | **1 117** | **317** |  | **1 434** | **–** | **–1 434** |
| **Total produits** | **160 543** | **317** | **–** | **160 860** | **161 034** | **174** |
| Charges | Montants budgétés | | | | Montants  effectifs | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2017 |
| *Secrétariat général* | *90 761* |  | *–116* | *90 645* | *81 762* | *8 883* |
| *Secteur des radiocommunications* | *28 603* |  |  | *28 603* | *27 234* | *1 369* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *12 438* |  |  | *12 438* | *12 296* | *142* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *28 741* | *317* | *116* | *29 174* | *27 733* | *1 441* |
| *Charges non prévues dans le budget approuvé* |  |  |  | *–* | *644* | *–644* |
| Total charges | **160 543** | **317** | *–* | **160 860** | **149 669** | **11 191** |
| **Résultats** |  |  |  |  | **11 365** | **11 365** |

ANNEXE A2

Nouveaux locaux du siège

|  |  |
| --- | --- |
| **Etat de la performance financière pour l'exercice 2017** | |
| (en milliers de CHF) | **31/12/2017** |
|  |  |
| **PRODUITS** |  |
| Produits d'exploitation | 48 |
|  |  |
| **Total des produits** | **48** |
|  |  |
| **CHARGES** |  |
| Charges de personnel | 18 |
| Frais de missions | 52 |
| Services contractuels | 287 |
| Location et entretien des locaux et équipements | 35 |
| Matériels et fournitures | 5 |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services | 0 |
| Autres charges | 320 |
| Charges financières | 0 |
|  |  |
| **Total des charges** | **718** |
| **Excédent/déficit de la période** | **–671** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Etat de la situation financière au 31 décembre 2017** | |
| (en milliers de CHF) | **31/12/2017** |
|  |  |
| **ACTIF** |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 407 |
| Placements | – |
| Créances | – |
|  |  |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **407** |
|  |  |
| **PASSIF** |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 358 |
| Emprunts et dettes financières | 720 |
| Fonds propres affectés | *–*671 |
|  |  |
| **TOTAL DU PASSIF** | **407** |

ANNEXE A3

Caisse d'assurance du personnel – Voir la Note 2

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Etat de la performance financière pour l'exercice 2017 et comparatif avec l'exercice 2016 | | | | |
|  | Fonds de réserve  et des compléments | | Fonds d'intervention | |
|  | CHF | | CHF | |
|  | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| CHARGES |  |  |  |  |
| Rentes | 21 862,80 | 21 862,80 | *–* | *–* |
| Dons |  |  |  |  |
| Autres charges |  | 25,00 | *–* | 25,00 |
| Total des charges | 21 862,80 | 21 887,80 | *–* | 25,00 |
| Excédent sur l'année |  |  | 34,35 | 92,91 |
| **TOTAL** | **21 862,80** | **21 887,80** | **34,35** | **117,91** |
|  |  |  |  |  |
| PRODUITS |  |  |  |  |
| Intérêts sur placement | 784,65 | 767,90 | 34,35 | 117,91 |
| Total des produits | 784,65 | 767,90 | 34,35 | 117,91 |
| Déficit sur l'année | 21 078,15 | 21 119,90 |  |  |
| **TOTAL** | **21 862,80** | **21 887,80** | **34,35** | **117,91** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2017 et comparatif avec les chiffres au 31 décembre 2016 | | | | |
|  | Fonds de réserve et des compléments | | Fonds d'intervention | |
|  | CHF | | CHF | |
|  | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| ACTIF |  |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 256 231,20 | 6 276 541,45 | 277 441,84 | 274 930,58 |
| Fonds à recevoir |  | 767,9 |  | 117,91 |
| Débiteurs |  |  |  | 2 359,00 |
| Actifs transitoires |  |  | 139,00 | 139,00 |
| **TOTAL** | **6 256 231,20** | **6 277 309,35** | **277 580,84** | **277 546,49** |
|  |  |  |  |  |
| PASSIF |  |  |  |  |
| Avantages du personnel | 54 000,00 | 54 000,00 |  |  |
| Fonds propres affectés | 6 202 231,20 | 6 223 309,35 | 277 580,84 | 277 546,49 |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL** | **6 256 231,20** | **6 277 309,35** | **277 580,84** | **277 546,49** |

ANNEXE A4

PROJETS DU PNUD (en dollars EU) – Voir la Note 20

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Projets | Solde au 31.12.2016 | Produits | Charges | | Solde au 31.12.2017 |
| Fonds reçus en 2017 | Charges au titre des projets | Dépenses d'appui |
| P.40552.1.01 | 213 139,60 | – | 23 347,06 | 2 335,00 | 187 457,54 |
| **Total** | **213 139,60** | **–** | **23 347,06** | **2 335,00** | **187 457,54** |

ANNEXE A5

Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) – Voir la Note 20



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(fin)*



ANNEXE A6

Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20



Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20 *(suite)*



Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20 *(suite)*



Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20 *(fin)*



ANNEXE A7

Fonds pour le développement des technologies de l'information et de   
la communication (FDTIC) – en francs suisses – Voir la Note 20

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Charges | 2017 | Produits | 2017 |
|  |  |  |  |
| Financement de projets | 250 000,00 | Contributions | 1 948 001,56 |
| Charges administratives | 81 493,05 | Intérêts | 18 526,75 |
| Annulation de la réévaluation 2016 | 66 211,55 | Intérêts transférés depuis les fonds d'affectation spéciale | 33 339,89 |
|  |  | Rapatriement des soldes des projets FDTIC clôturés | 256 769,85 |
|  |  | Réévaluation 2017 | 67 139,05 |
| Excédent des produits | 1 926 072,50 |  |  |
|  |  |  |  |
|  | 2 323 777,10 |  | 2 323 777,10 |
|  |  |  |  |

ANNEXE A8

ITU TELECOM WORLD 2017

Résumé des produits et charges par catégorie au 31 décembre 2017

*En francs suisses*



ANNEXE B

SITUATION DES ARRIÉRÉS AU 31.12.2017

MONTANTS DUS CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS ET LES PUBLICATIONS

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| A Etats Membres de l'Union | | Année | | Contributions | | Publications | | Total |
| Antigua-et-Barbuda | | 1987-2016 | | 1 773 686,15 | | 36 622,45 | | 1 810 308,60 |
| Bahreïn | | 2015 | | 9 805,00 | | 0,00 | | 9 805,00 |
| Brésil | | 2016 | | 42 436,15 | | 0,00 | | 42 436,15 |
| Cameroun | | 2014-2016 | | 101 867,98 | | 0,00 | | 101 867,98 |
| Congo (République du) | | 2015-2016 | | 139 490,99 | | 0,00 | | 139 490,99 |
| Dominique | | 2001-2016 | | 413 617,55 | | 0,00 | | 413 617,55 |
| Gabon | | 2014-2016 | | 181 071,30 | | 0,00 | | 181 071,30 |
| Gambie | | 2015-2016 | | 44 841,35 | | 0,00 | | 44 841,35 |
| Guinée | | 2014-2016 | | 92 004,75 | | 90,20 | | 92 094,95 |
| Guinée-Bissau | | 2015-2016 | | 45 026,45 | | 0,00 | | 45 026,45 |
| Iran | | 2016 | | 61 151,53 | | 0,00 | | 61 151,53 |
| Lao (R.d.p) | | 2010-2016 | | 8 090,40 | | 0,00 | | 8 090,40 |
| Libéria | | 1994-2016 | | 2 055 996,80 | | 0,00 | | 2 055 996,80 |
| Libye | | 2014-2016 | | 1 112 609,00 | | 0,00 | | 1 112 609,00 |
| Iles Marshall | | 2016 | | 5 487,75 | | 0,00 | | 5 487,75 |
| Nauru | | 1991-2016 | | 1 465 741,70 | | 0,00 | | 1 465 741,70 |
| Népal | | 2013-2016 | | 6 713,65 | | 42,00 | | 6 755,65 |
| Nicaragua | | 2015-2016 | | 180 106,10 | | 0,00 | | 180 106,10 |
| Nigéria | | 2014-2016 | | 252 994,65 | | 0,00 | | 252 994,65 |
| Pérou | | 2014-2016 | | 7 128,50 | | 0,00 | | 7 128,50 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | | 2009-2016 | | 21 360,40 | | 0,00 | | 21 360,40 |
| Soudan du Sud | | 2015-2016 | | 22 632,35 | | 0,00 | | 22 632,35 |
| Etats-Unis | | 2014-2016 | | 812 211,75 | | 0,00 | | 812 211,75 |
| Vanuatu | | 2014-2016 | | 10 340,29 | | 0,00 | | 10 340,29 |
| Venezuela | | 2013-2016 | | 731 081,08 | | 0,00 | | 731 081,08 |
| **Total A** | | | | 9 597 493,62 | | 36 754,65 | | 9 634 248,27 |
| B Membres de Secteur et autres entités | Année | | Contributions | | Publications | | Total | |
| **Algérie** |  | |  | |  | |  | |
| – Centre de développement des technologies avancées, Alger | 2015 | | 2 316,90 | | 0,00 | | 2 316,90 | |
| – Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Comm., Alger | 2012-2013 | | 3 074,25 | | 0,00 | | 3 074,25 | |
| – Orascom Telecom Algérie, Alger | 2010 | | 6 201,10 | | 0,00 | | 6 201,10 | |
| – Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger | 2005-2007 | | 7 512,10 | | 0,00 | | 7 512,10 | |
| **Argentine** |  | |  | |  | |  | |
| – Cooperativa Telefónica (COTELCAM), Buenos Aires | 2003-2006 | | 33 981,90 | | 0,00 | | 33 981,90 | |
| – IMPSAT Corp. S.A., Buenos Aires | 1999-2006 | | 54 284,00 | | 0,00 | | 54 284,00 | |
| **Australie** |  | |  | |  | |  | |
| – NewSat Limited Pty. Ltd., Sydney | 2015 | | 5 300,10 | | 0,00 | | 5 300,10 | |
| **Azerbaïdjan** |  | |  | |  | |  | |
| – AZ-EVRO TEL, Bakou | 2012 | | 11 037,90 | | 0,00 | | 11 037,90 | |
| – Université technique d'Azerbaïdjan, Bakou | 2016 | | 2 209,60 | | 0,00 | | 2 209,60 | |
| – Azerfon LLC, Bakou | 2016 | | 32 038,50 | | 0,00 | | 32 038,50 | |
| – Caspian American Telecomm, LLC, Bakou | 2005-2007 | | 29 952,10 | | 0,00 | | 29 952,10 | |
| **Bahreïn** |  | |  | |  | |  | |
| – Gateway Gulf LLC, Manama | 2010 | | 6 201,10 | | 0,00 | | 6 201,10 | |
| **Bélarus** |  | |  | |  | |  | |
| – Belarsat LLC, Minsk | 2009-2010 | | 19 615,05 | | 0,00 | | 19 615,05 | |
| **Belgique** |  | |  | |  | |  | |
| – AnSem, Heverlee | 2010 | | 16 536,20 | | 0,00 | | 16 536,20 | |
| **Botswana** |  | |  | |  | |  | |
| – Mascom Wireless Botswana (Pty), Garbone | 2012-2013 | | 5 242,30 | | 0,00 | | 5 242,30 | |
| **Canada** |  | |  | |  | |  | |
| – Avvasi Inc., Waterloo | 2015 | | 12 356,80 | | 0,00 | | 12 356,80 | |
| – The Institute of Mobile Technologies, Toronto | 2011-2012 | | 5 978,80 | | 0,00 | | 5 978,80 | |
| **Chine (République populaire de)** |  | |  | |  | |  | |
| – PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | | 956 595,25 | | 0,00 | | 956 595,25 | |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | | **Contributions** | | **Publications** | | **Total** | |
| **Côte d'Ivoire** |  | |  | |  | |  | |
| – Association des Consommateurs de télécommunications, Abidjan | 2007-2008 | | 7 744,60 | | 0,00 | | 7 744,60 | |
| – Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan | 2002-2006 | | 735 397,35 | | 0,00 | | 735 397,35 | |
| **Guinée équatoriale** |  | |  | |  | |  | |
| – GETESA, Malabo | 2015-2016 | | 2 480,40 | | 0,00 | | 2 480,40 | |
| **Egypte** |  | |  | |  | |  | |
| – Barkotel Communications, Le Caire | 2002-2006 | | 41 891,20 | | 0,00 | | 41 891,20 | |
| – Egyptian Company for Networks,  Le Caire | 2000-2007 | | 23 560,20 | | 0,00 | | 23 560,20 | |
| – LINKdoNET, Le Caire | 2008-2009 | | 6 695,05 | | 0,00 | | 6 695,05 | |
| – Telecom Consultants, Le Caire | 2002-2006 | | 43 751,65 | | 0,00 | | 43 751,65 | |
| – Trade Fairs International, Le Caire | 2000-2006 | | 57 597,80 | | 0,00 | | 57 597,80 | |
| **Fidji** |  | |  | |  | |  | |
| – South Pacific Commission, Suva | 2012-2013 | | 5 239,00 | | 0,00 | | 5 239,00 | |
| **Finlande** |  | |  | |  | |  | |
| – Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki | 2012-2013 | | 14 406,65 | | 0,00 | | 14 406,65 | |
| **France** |  | |  | |  | |  | |
| – LegalBox, Paris | 2016 | | 11 657,35 | | 0,00 | | 11 657,35 | |
| – Viable France, Paris | 2010-2012 | | 13 095,30 | | 0,00 | | 13 095,30 | |
| **Ghana** |  | |  | |  | |  | |
| – Regional Maritime University, Accra | 2012 | | 2 094,96 | | 0,00 | | 2 094,96 | |
| **Guinée** |  | |  | |  | |  | |
| – SOTELGUI, Conakry | 2010-2012 | | 6 524,58 | | 0,00 | | 6 524,58 | |
| **Haïti** |  | |  | |  | |  | |
| – Communication Cellulaire d'Haïti, Port-au-Prince | 2006-2007 | | 106 379,60 | | 0,00 | | 106 379,60 | |
| – Haiti Télécommunications Int. S.A., Petion-Ville | 2008 | | 55 740,10 | | 0,00 | | 55 740,10 | |
| **Honduras** |  | |  | |  | |  | |
| – UNITEC, Tegucigalpa | 2012 | | 2 759,45 | | 0,00 | | 2 759,45 | |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Inde** |  |  |  |  |
| – Centre for Internet and Society, Bangalore | 2014-2015 | 4 657,30 | 0,00 | 4 657,30 |
| – Data Access Ltd., New Delhi | 2005-2007 | 176 863,50 | 0,00 | 176 863,50 |
| – Luna Ergonomics Pvt. Ltd., Noida | 2011 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
| – Mahanagar Telephone Nigam Ltd., New Delhi | 2012 | 49 670,35 | 0,00 | 49 670,35 |
| – Raitel Corporation on India Ltd., New Delhi | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
| – Reliance Infocom Ltd., Navi Mumbai | 2009 | 111 743,15 | 0,00 | 111 743,15 |
| – Shyam Telecom Limited, Gurgaon | 2010-2012 | 5 537,15 | 0,00 | 5 537,15 |
| – Sinhgad Tech. Education Society, Pune | 2011-2012 | 3 934,20 | 0,00 | 3 934,20 |
| – Tata Communications Ltd., New Delhi | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
| – Telecommunications Consultants, New Delhi | 2006-2007 | 121 714,05 | 0,00 | 121 714,05 |
| – TranSwitch India Pvt. Ltd., New Delhi | 2012 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
| – Vihaan Networks Ltd., Gurgaon | 2013 | 46 858,80 | 0,00 | 46 858,80 |
| **Indonésie** |  |  |  |  |
| – PT Bakrie Telecom Tbk., Jakarta | 1997-2002 | 60 836,10 | 0,00 | 60 836,10 |
| **Iraq** |  |  |  |  |
| – Atheer Telecom Iraq Limited, Bagdad | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| **Israël** |  |  |  |  |
| – Actelis Networks, Petah Tikva | 2014 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| – Alvarion Ltd., Tel Aviv | 2011 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
| – B-Deltacom Ltd., Herzlia | 2009-2010 | 17 166,55 | 0,00 | 17 166,55 |
| – Foris Telecom, Rishon Le-Zion | 2009-2010 | 11 718,70 | 0,00 | 11 718,70 |
| – Gilat Satellite Networks Ltd., Petah Tikva | 1997-2002 | 101 130,05 | 0,00 | 101 130,05 |
| – Metalink Ltd., Yakum Business Park | 2004-2007 | 26 837,65 | 0,00 | 26 837,65 |
| – TangoTec, Il Haifa | 2015-2016 | 11 880,85 | 0,00 | 11 880,85 |
| – Telrad Networks Ltd., Rosh Ha Ayin | 1998-2006 | 88 316,00 | 0,00 | 88 316,00 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Italie** |  |  |  |  |
| – Aethra S.p.A., Palombina | 2007-2008 | 35 276,45 | 0,00 | 35 276,45 |
| – Selex Communications S.p.A., Gênes | 2001-2007 | 515 526,40 | 0,00 | 515 526,40 |
| **Jordanie** |  |  |  |  |
| – Jordan Mobile Telecomm., Amman | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| – Middle East Communications (MEC), Amman | 2008-2009 | 6 604,25 | 0,00 | 6 604,25 |
| – Talal Abu-Ghazaleh & Co., Amman | 2006-2007 | 15 214,35 | 0,00 | 15 214,35 |
| – Xpress, Amman | 2007-2009 | 6 325,65 | 0,00 | 6 325,65 |
| **Kazakhstan** |  |  |  |  |
| – Kazakh Academy of Transp. & Comm., Almaty | 2008-2009 | 7 168,40 | 0,00 | 7 168,40 |
| **Kenya** |  |  |  |  |
| – Intersat Africa Limited, Nairobi | 2010-2012 | 5 724,90 | 0,00 | 5 724,90 |
| – Telcom Kenya Limited, Nairobi | 2005-2007 | 314 529,60 | 0,00 | 314 529,60 |
| **République de Corée** |  |  |  |  |
| – Ericsson-LG, Anyang-Shi | 2013-2014 | 13 186,55 | 0,00 | 13 186,55 |
| **Koweït** |  |  |  |  |
| – The Arabian Business Franchise, Hawalli | 2006-2007 | 15 214,35 | 0,00 | 15 214,35 |
| **Kirghizistan** |  |  |  |  |
| – Alippe TV, Bishkek | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
| – Kyrgyztelecom OJSC, Bishkek | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| **Liban** |  |  |  |  |
| – Al-Iktissad Wal-Aamal Group, Beyrouth | 2015 | 4 633,80 | 0,00 | 4 633,80 |
| – Arabcom Hitek, Beyrouth | 2001-2006 | 54 099,50 | 0,00 | 54 099,50 |
| – ExiCon International Group, Beyrouth | 2010-2011 | 5 885,65 | 0,00 | 5 885,65 |
| – IDMI Sal offshore, Beyrouth | 2011 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
| – MNT/Investcom LLC, Beyrouth | 2008 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| – Telecommunication Regulatory Authority, Beyrouth | 2015 | 6 740,60 | 0,00 | 6 740,60 |
| **Libéria** |  |  |  |  |
| – West Africa Telecomm, Inc., Monrovia | 2007 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Libye** |  |  |  |  |
| – Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 131 734,30 | 0,00 | 131 734,30 |
| **Mauritanie** |  |  |  |  |
| – Agence de Promotion de l'Accès aux Services (APAUS), Nouakchott | 2012 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| – Chinguitel S.A., Nouakchott | 2013-2015 | 4 681,50 | 0,00 | 4 681,50 |
| – Société mauritanienne des télécommunications (MAURITEL S.A.), Nouakchott | 2008 | 62 707,70 | 0,00 | 62 707,70 |
| **Mexique** |  |  |  |  |
| – CANITEC, Mexico | 2011-2013 | 5 385,40 | 0,00 | 5 385,40 |
| **Maroc** |  |  |  |  |
| – CKM Holding, Casablanca | 2000-2006 | 51 099,20 | 0,00 | 51 099,20 |
| **Mozambique** |  |  |  |  |
| – Southern Africa Telecomm, Associat., Maputo | 2002-2006 | 280 002,65 | 0,00 | 280 002,65 |
| **Pays-Bas** |  |  |  |  |
| – Smitcoms N.V., Saint–Martin | 2004-2007 | 514 292,65 | 0,00 | 514 292,65 |
| **Nigéria** |  |  |  |  |
| – Nigerian Communications Ltd. (NITEL), Abuja | 2004-2007 | 282 301,85 | 0,00 | 282 301,85 |
| **Pakistan** |  |  |  |  |
| – Callmate Telips Telecom Ltd., Karachi | 2006-2007 | 87 372,75 | 0,00 | 87 372,75 |
| – CMPak Limited, Islamabad | 2015 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – e Wordwide Group, Islamabad | 2011-2013 | 5 286,05 | 0,00 | 5 286,05 |
| – Pakistan Institute of Human Rights, Islamabad | 2012-2013 | 6 740,70 | 0,00 | 6 740,70 |
| – Paktel Limited, Islamabad | 2007 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
| – Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi | 2003-2006 | 29 174,30 | 0,00 | 29 174,30 |
| **Philippines** |  |  |  |  |
| – PhilCom, Makati | 2007-2009 | 6 697,05 | 0,00 | 6 697,05 |
| **Roumanie** |  |  |  |  |
| – Polytechnic School Bucharest, Bucarest | 2009-2010 | 6 294,40 | 0,00 | 6 294,40 |
| – Telemobil S.A., Balotesti | 2003-2007 | 23 653,05 | 0,00 | 23 653,05 |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Fédération de Russie** |  |  |  |  |
| – IRPO ACISO, Moscou | 2013-2014 | 4 679,55 | 0,00 | 4 679,55 |
| – Mobix Chip LLC, Moscou | 2013-2014 | 13 162,70 | 0,00 | 13 162,70 |
| – National Telemedicine Agency, Moscou | 2012 | 4 139,20 | 0,00 | 4 139,20 |
| **Arabie saoudite** |  |  |  |  |
| – Bayanat Aloula for Network Services, Riyad | 2005-2008 | 7 220,65 | 0,00 | 7 220,65 |
| – Electronia Ltd., Khobar | 2008-2010 | 6 221,80 | 0,00 | 6 221,80 |
| – Saudi Telecom, Riyad | 2012-2015 | 5 128,20 | 0,00 | 5 128,20 |
| – Tuwaiq Communications Company, Riyad | 2008-2009 | 70 175,50 | 0,00 | 70 175,50 |
| – Zajoul for Advance Comm. Tech., Riyad | 2005-2007 | 22 107,95 | 0,00 | 22 107,95 |
| **Somalie** |  |  |  |  |
| – Telcom Somalia, Mogadiscio | 2005-2007 | 15 837,10 | 0,00 | 15 837,10 |
| **République sudafricaine** |  |  |  |  |
| – Cell C (Pty) Ltd., Benmore | 2004-2007 | 491 642,40 | 0,00 | 491 642,40 |
| – Radio Surveillance Sec. Serv. S.A. (Pty), Durban | 2010 | 15 600,20 | 0,00 | 15 600,20 |
| – Transtel, Johannesburg | 2002-2006 | 742 952,00 | 0,00 | 742 952,00 |
| – Vodacom S.A. (Pty) Ltd., Midrand | 2015-2016 | 4 583,80 | 0,00 | 4 583,80 |
| **Sri Lanka** |  |  |  |  |
| – Sri Lanka Telecom Ltd., Colombo | 2002-2012 | 6 954,45 | 0,00 | 6 954,45 |
| **Soudan** |  |  |  |  |
| – Canartel, Khartoum | 2013 | 46 858,80 | 0,00 | 46 858,80 |
| – Garden City College for Science & Tech., Khartoum | 2013-2014 | 3 179,60 | 0,00 | 3 179,60 |
| – Open University of Sudan, Khartoum | 2013-2014 | 3 179,60 | 0,00 | 3 179,60 |
| – Pulse Company Ltd., Khartoum | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| – University of Khartoum, Khartoum | 2013-2014 | 3 179,60 | 0,00 | 3 179,60 |
| **Suède** |  |  |  |  |
| – GlobeTouch AB, Stockholm | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| – UpZide Labs AB, Lulea | 2009 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Suisse** |  |  |  |  |
| – ACN Advanced Comm. Networks S.A., Neuchâtel | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| **République arabe syrienne** |  |  |  |  |
| – Arab Regional Isps Association (ARISPA), Manama | 2009 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| **République togolaise** |  |  |  |  |
| – Centre Régional de Maintenance des Télécommunications, Lomé | 2003-2007 | 223 191,90 | 0,00 | 223 191,90 |
| **Tunisie** |  |  |  |  |
| – Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis, Tunis | 2011-2012 | 10 529,69 | 0,00 | 10 529,69 |
| – Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
| – Université de Sfax, Sfax | 2011-2012 | 3 509,83 | 0,00 | 3 509,83 |
| **Turquie** |  |  |  |  |
| – Telsim Mobile Telecom Services S.A., Istanbul | 2001-2006 | 408 297,65 | 0,00 | 408 297,65 |
| – TTNET, Istanbul | 2016 | 8 743,05 | 0,00 | 8 743,05 |
| **Ukraine** |  |  |  |  |
| – Ukrainian National Information Systems, Kiev | 2014-2015 | 19 137,74 | 0,00 | 19 137,74 |
| **Emirats arabes Unis** |  |  |  |  |
| – Université américaine de Dubaï, Dubaï | 2014 | 2 455,90 | 0,00 | 2 455,90 |
| – Teralight, FZ LLC, Chandler | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** |  |  |  |  |
| – Celtel International, Londres | 2004-2007 | 14 322,55 | 0,00 | 14 322,55 |
| – KRE Corporate Recovery LLP (Ex. ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50 | 0,00 | 26 815,50 |
| – Malden Electronics, Ewell | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| – Semtech Limited, Romsey | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| – Times Publications Ltd., Londres | 1998-2002 | 78 148,15 | 0,00 | 78 148,15 |
| – Vectone Group Holding Ltd., Londres | 2010 | 10 638,85 | 0,00 | 10 638,85 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités (*suite*)** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Etats-Unis d'Amérique** |  |  |  |  |
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2008 | 18 580,05 | 0,00 | 18 580,05 |
| – Animatele Inc., New York | 2011 | 15 600,20 | 0,00 | 15 600,20 |
| – AOL, New York | 2002-2003 | 189 939,10 | 0,00 | 189 939,10 |
| – Calient Networks Inc., San José | 2003-2006 | 271 854,55 | 0,00 | 271 854,55 |
| – Compuware Corporation, Detroit | 2009-2010 | 12 581,25 | 0,00 | 12 581,25 |
| – ConceroConnect, L3C, Park City | 2015 | 9 267,65 | 0,00 | 9 267,65 |
| – Conversay, Redmon | 2007-2008 | 74 877,60 | 0,00 | 74 877,60 |
| – Covad Communications Company, San José | 2001-2002 | 118 950,75 | 0,00 | 118 950,75 |
| – Cypress Semiconductor Corp.,  San José | 2004-2005 | 35 648,75 | 0,00 | 35 648,75 |
| – Dynasat Inc., Austin TX | 2016 | 8 743,05 | 0,00 | 8 743,05 |
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2005-2007 | 45 280,95 | 0,00 | 45 280,95 |
| – EnVerv Inc., Milpitas | 2015 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – ESS Technology Inc., Fremont | 2004 | 69 671,05 | 0,00 | 69 671,05 |
| – Extreme Networks, Santa Clara | 2012 | 3 679,15 | 0,00 | 3 679,15 |
| – Ezenia Inc., Salem | 2000-2006 | 350 451,50 | 0,00 | 350 451,50 |
| – Graphnet Inc., New York | 1987-2002 | 1 378 163,10 | 0,00 | 1 378 163,10 |
| – Ikanos Communications, Red Bank NJ | 2016 | 34 972,05 | 0,00 | 34 972,05 |
| – ITXC Corporation, Princeton | 2004-2007 | 64 286,70 | 0,00 | 64 286,70 |
| – Lighsand Communications Inc., Plano | 2001-2002 | 18 522,75 | 0,00 | 18 522,75 |
| – Lightwaves Inc., Austin | 2009 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
| – Nextwave Wireless Inc., San Diego | 2009 | 29 565,90 | 0,00 | 29 565,90 |
| – Nortel Networks USA, Richardson | 2009 | 29 812,50 | 0,00 | 29 812,50 |
| – Overture Networks (Ex. Ceterus & Hatteras Networks), Morrisville | 2008-2009 | 35 454,20 | 0,00 | 35 454,20 |
| – Puerto Rico Telephone Co., Guaynabo | 1995-2002 | 731 856,40 | 0,00 | 731 856,40 |
| – Range Networks, Inc., San Francisco | 2013-2014 | 13 144,60 | 0,00 | 13 144,60 |
| – Razoom Inc., Palo Alto | 2010 | 16 536,20 | 0,00 | 16 536,20 |
| – Teraburst Networks Inc., Sunnyvale | 2003-2007 | 108 671,25 | 0,00 | 108 671,25 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| B Membres de Secteur et autres entités (*suite*) | Année | Contributions | Publications | Total |
| – The Gores Technology Group LLC (Ex. Forgent Networks Inc.), Los Angeles | 1998-2006 | 403 947,25 | 0,00 | 403 947,25 |
| – The Village Group Inc., Waltham | 2007-2008 | 13 972,10 | 0,00 | 13 972,10 |
| – Tollgrade Communicat. Inc., Cranberry Township | 2015 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – UTStarcom, Inc., Fremont | 2004-2010 | 55 837,15 | 0,00 | 55 837,15 |
| – Visible Energy Inc., Palo Alto | 2010 | 15 157,65 | 0,00 | 15 157,65 |
| – Vocal Technologies Ltd., Amherst | 1998-2002 | 408 896,15 | 0,00 | 408 896,15 |
| – Wave7 Optics, Alpharetta | 2008 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
| – WI-FI Alliance, Austin | 2013 | 41 652,20 | 0,00 | 41 652,20 |
| – Xerox Ltd., Washington | 2004-2007 | 75 784,90 | 0,00 | 75 784,90 |
| – Zhone Technologies, Oakland | 2002-2005 | 272 851,85 | 0,00 | 272 851,85 |
| **Ouzbékistan** |  |  |  |  |
| – Université des technologies de l'information de Tachkent, Tachkent | 2014 | 2 455,90 | 0,00 | 2 455,90 |
| **Zambie** |  |  |  |  |
| – Airtel Zambia, Lusaka | 2014 | 79 824,55 | 0,00 | 79 824,55 |
| **Zimbabwe** |  |  |  |  |
| – Africom Private Ltd., Harare | 2004-2007 | 23 133,25 | 0,00 | 23 133,25 |
| – Broadcasting Authority of Zimbabwe, Harare | 2002-2006 | 295 318,45 | 0,00 | 295 318,45 |
| – NetOne Cellular Ltd., Harare | 2003-2006 | 303 489,98 | 0,00 | 303 489,98 |
| – University of Zimbabwe, Harare | 2008-2009 | 21 166,70 | 0,00 | 21 166,70 |
| **Résolution 99 (Rév. Busan 2014)** |  |  |  |  |
| – BCI Communicat. & Advanced Tech., Ramallah | 2007-2008 | 8 747,30 | 0,00 | 8 747,30 |
| **Total B** | | 13 927 800,33 | 0,00 | 13 927 800,33 |
|  |  |  |  |  |
| C Autres débiteurs | Année | Contributions | Publications | Total |
| – Ministère de l'information, Riyad | 2011 | 0,00 | 5 073,15 | 5 073,15 |
| **Total C** | | 0,00 | 5 073,15 | 5 073,15 |
|  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| D Autres débiteurs divers\* | Année | Contributions | Publications | Total |
| **Total D** | – | 51 995,53 | 357,40 | 52 352,93 |
|  |  |  |  |  |
| **Total au 31.12.2017** |  | **23 577 289,48** | **42 185,20** | **23 619 474,68** |
|  |  |  |  |  |
| \* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les Etats Membres et 2 000 CHF pour les membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs. | | | | |

Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés (accords d'amortissement)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Etats Membres – Membres de Secteur/Entreprises | Résolutions PP | Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux | Solde au 31.12.2016 | Mouvements 2017 | Intérêts 2017 | Paiements 2017 | Solde au 31.12.2017 |
| **Etats Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Soudan | Rés. 38 PP 1989 | 567 047,95 | 0,00 | 171 028,45 | 0,00 | –30 000,00 | 141 028,45 |
| Grenade | Rés. 41 – 2008 | 662 554,65 | 265 236,44 | 0,00 | 0,00 | –26 203,44 | 239 033,00 |
| Bolivie | Rés. 41 – 2009 | 6 515 226,72 | 3 887 528,48 | 0,00 | 0,00 | –328 462,28 | 3 559 066,20 |
| Bénin | Rés. 41 – 2011 | 462 317,50 | 201 625,42 | 0,00 | 0,00 | –43 448,68 | 158 176,74 |
| Tadjikistan | Rés. 41 – 2011 | 745 617,40 | 581 960,83 | 0,00 | 0,00 | –23 379,51 | 558 581,32 |
| Comores | Rés. 41 – 2012 | 376 005,93 | 257 497,88 | 0,00 | 0,00 | –23 701,61 | 233 796,27 |
| République centrafricaine | Rés. 41 – 2014 | 159 474,68 | 0,00 | 136 346,33 | 0,00 | –9 886,57 | 126 459,76 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2015 | 3 132 182,47 | 2 808 760,57 | –2 808 760,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 – 2017 | 171 043,75 | 0,00 | 171 043,75 | 0,00 | –53 000,00 | 118 043,75 |
| Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis | Rés. 41 – 2017 | 251 777,75 | 0,00 | 251 777,75 | 0,00 | –53 662,50 | 198 115,25 |
| Somalie | Rés. 41 – 2017 | 2 281 017,16 | 0,00 | 2 281 017,16 | 0,00 | –62 584,81 | 2 218 432,35 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| CYNAPSYS, Tunisie | Rés. 41 – 2012 | 6 070,25 | 1 101,50 | –1 101,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Bay Microsystems Inc., Etats-Unis | Rés. 41 – 2015 | 19 503,76 | 11 353,76 | 0,00 | 0,00 | –5 038,86 | 6 314,90 |
| Ellipsat Inc., Etats-Unis | Rés. 41 – 2016 | 37 865,90 | 32 865,90 | –27 865,90 | 0,00 | –5 000,00 | 0,00 |
| Marcatel Com. S.A. de C.V., Mexique | Rés. 41 – 2016 | 4 392,35 | 2 404,85 | 0,00 | 0,00 | –1 987,50 | 417,35 |
| Systel, Egypte | Rés. 41 – 2016 | 47 918,25 | 44 079,20 | 0,00 | 0,00 | –3 937,50 | 40 141,70 |
| Alphion Corporation, Etats-Unis | Rés. 41 – 2017 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 | 0,00 | –10 600,00 | 1 057,35 |
| INTTIC, Algérie | Rés. 41 – 2017 | 7 856,74 | 0,00 | 7 856,74 | 0,00 | –5 465,19 | 2 391,55 |
| **Total au 31 décembre 2017** |  | **15 459 530,56** | **8 094 414,83** | **192 999,56** | **0,00** | **–686 358,45** | **7 601 055,94** |

Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés supprimés   
(accords d'amortissement supprimés pour non-paiement)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Etats Membres – Membres de Secteur/Entreprises | Résolutions  de la PP | Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux supprimés | Solde au 31.12.2016 | Mouvements 2017 | Intérêts 2017 | Paiements 2017 | Solde au 31.12.2017 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etats Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| Libéria | Rés. 38 PP 1989 | 1 001 829,30 | 2 630 741,60 | 0,00 | 157 844,50 | 0,00 | 2 788 586,10 |
| Congo (République du) | Rés. 41 – 2015 | 1 258 821,17 | 1 347 693,92 | 0,00 | 80 861,65 | 0,00 | 1 428 555,57 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 – 2015 | 3 867 914,36 | 4 099 989,21 | 0,00 | 245 999,35 | 0,00 | 4 345 988,56 |
| Somalie | Rés. 41 – 2015 | 2 123 547,13 | 2 218 664,36 | –2 218 664,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| République centrafricaine | Rés. 41 – 2016 | 136 346,33 | 136 346,33 | –136 346,33 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Gambie | Rés. 41 – 2016 | 192 014,03 | 194 862,23 | 0,00 | 11 691,75 | 0,00 | 206 553,98 |
| Nicaragua | Rés. 41 – 2016 | 1 462 488,98 | 1 549 994,58 | 0,00 | 92 999,70 | 0,00 | 1 642 994,28 |
| Soudan | Rés. 41 – 2016 | 171 028,45 | 171 028,45 | –171 028,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2017 | 2 744 076,19 | 0,00 | 2 744 076,19 | 0,00 | 0,00 | 2 744 076,19 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| TIT, Liban | Rés. 41 – 2008 | 25 000,00 | 39 846,15 | 0,00 | 2 390,75 | 0,00 | 42 236,90 |
| Cameroon Telecomm., Cameroun | Rés. 41 – 2014 | 149 588,50 | 150 722,50 | 0,00 | 9 043,35 | 0,00 | 159 765,85 |
| Ellipsat Inc., Etats-Unis | Rés. 41 – 2015 | 27 865,90 | 0,00 | 27 865,90 | 0,00 | 0,00 | 27 865,90 |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse | Rés. 41 – 2016 | 6 658,15 | 6 857,90 |  | 411,50 | 0,00 | 7 269,40 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 31 décembre 2017** |  | **13 167 178,49** | **12 546 747,23** | **245 902,95** | **601 242,55** | **0,00** | **13 393 892,73** |

Montants dus concernant les factures établies pour   
les fiches de notification des réseaux à satellite

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Administration notificatrice | Entité exploitante | Année | Montant dû |
| **Canada** | Space Services Directorate Engineering, Planning & Standards Branch, Ontario | 2010 | 14 613,50 |
| **Iran** | Ministère des technologies de l'information et de la communication (MICT), Téhéran | 2012 | 3 315,15 |
| **Nigéria** | Ministère fédéral des technologies de la communication, Abuja | 2012 | 2 049,00 |
| **Fédération de Russie** | EA SAT Closed Joint Stock Company, Moscou | 2014 | 87 926,95 |
|  | Global Information Systems GIS, Moscou | 2003 | 354 759,86 |
| **Etats-Unis d'Amérique** | Leading Technologies, LLC c/o SWANsat Holdings, LLC, La Mirada CA | 2008-2009 | 121 313,60 |
| **Total des arriérés au 31.12.2017** |  |  | **583 978,06** |

Montants dus concernant des factures diverses

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Pays | Entité | Année | Montant dû |
| **Arabie saoudite** | Saudi Telecom, Riyad | 2010 | 62 560,00 |
| **Turkménistan** | Ministère des affaires étrangères du Turkménistan, Ashgabat | 2015 | 3 200,95 |
| **Total des arriérés au 31.12.2017** |  |  | **65 760,95** |

Résumé de la situation des arriérés au 31 décembre 2017

|  |  |
| --- | --- |
| MONTANTS DUS | CHF |
| Contributions | **23 577 289,48** |
| Publications | **42 185,20** |
| Comptes spéciaux d'arriérés (Accords d'amortissement) | **7 601 055,94** |
| Comptes spéciaux d'arriérés supprimés (Accords d'amortissement supprimés pour non-paiement) | **13 393 892,73** |
| Notifications des réseaux à satellite | **583 978,06** |
| Factures diverses | **65 760,95** |
| **TOTAL DES ARRIÉRÉS** | **45 264 162,36** |

ANNEXE C

Liste des débiteurs au 31 décembre 2017 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM

(Cette liste ne tient pas compte des paiements reçus après le 31.12.2017)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| AFT08 | République sudafricaine | MPCELL (Pty) Ltd. | 3 690,00 | 0,00 | 3 690,00 |
| AFT08 | Canada | Broad Connect Telecom Ltd. | 14 760,00 | 5 850,00 | 8 910,00 |
| AFT08 | Chine | SipRing Telecommunication | 8 200,00 | 0,00 | 8 200,00 |
| AFT08 | Côte d'Ivoire | Apex Technologies | 7 380,00 | 0,00 | 7 380,00 |
| AFT08 | Liban | Splendor | 12 300,00 | 0,00 | 12 300,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **AFT08** |  |  |  |  | **40 480,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2006 | Chine | Consulat des Etats-Unis à Hong Kong | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| TLC 2006 | Chine | ChongQing Chong You | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Jiangxi Lianchuang | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Naike (HK) Digital | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Shenzhen Orea Design | 3 600,00 | 0,00 | 3 600,00 |
| TLC 2006 | Chine | Sipnovo | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Tiger NetCom | 3 150,00 | 0,00 | 3 150,00 |
| TLC 2006 | Chine | Vapel Power | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2006** |  |  |  |  | **40 750,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| TLC 2009 | Etats-Unis | E: Telesis Energy and Data | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Inde | REVE Systems (S) Pte Ltd | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Etats-Unis | UTStarcom Inc. | 94 050,00 | 47 025,00 | 47 025,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2009** |  |  |  |  | **68 625,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| TLC 2011 | Suisse | Client World 2011 | 203 243,05 | 194 643,25 | 8 599,80 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2011** |  |  |  |  | **8 599,80** |

Liste des débiteurs au 31.12.2017 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*suite*)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| TLC 2014 | Allemagne | LS Telcom | 13 650,00 | 13 650,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Cameroun | Ministère des Postes | 110 000,00 | 110 000,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Congo | Ministère des Postes | 110 000,00 | 0,00 | 110 000,00 |
| TLC 2014 | Qatar | Ooreddo Qatar | 2 743 966,60 | 2 743 966,60 | 0,00 |
| TLC 2014 | Inde | TCIL | 5 400,00 | 5 400,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Qatar | Ministry of ICT | 14 000,00 | 14 000,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Nigéria | NCC | 12 000,00 | 12 000,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Arabie saoudite | Saudi Telecom | 20 250,00 | 20 250,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2014** |  |  |  |  | **110 000,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2015 | Soudan du Sud | Autorité nationale des communications | 100 000,00 | 0,00 | 0 |
| TLC 2015 | Sri Lanka | Negete Private Ltd. | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2015 | Egypte | Tawasol IT | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2015 | Ouganda | Commission des communications de l'Ouganda | 130 000,00 | 130 000,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2015** |  |  |  |  | **2 400,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2016 | Ouganda | Abercom(U) | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Kenya | FarmDrive | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Algérie | Ministère de la Poste et des Technologies | 11 900,00 | 11 900,00 | 0,00 |
| TLC 2016 | Argentine | Ministerio de Comunicaciones | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| TLC 2016 | Soudan | National Information Center | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| TLC 2016 | Japon | OKI Electric Industry | 1 200,00 | 1 200,00 | 0,00 |
| TLC 2016 | Emirats arabes unis | Autorité de régulation des télécommunications | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 |
| TLC 2016 | Singapour | Voxvalley Tech. | 1 200,00 | 1 200,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2016** |  |  |  |  | **92 400,00** |

Liste des débiteurs au 31.12.2017 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*fin)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2017 | Yémen | AnaMehani | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Cameroun | Citizen Assoc. For Tech. Development | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Bénin | Ministère de l'Economie numérique | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| TLC 2017 | République sudafricaine | Département des télécommunications et des services postaux\* | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| TLC 2017 | Corée | Lee Convention\* | 50 250,00 | 0,00 | 50 250,00 |
| TLC 2017 | Gabon | Ministère de l'Economie numérique | 138 000,00 | 0,00 | 138 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2017** |  |  |  |  | **290 650,00** |
|  |  |  |  |  |  |
| Débiteurs au niveau mondial | | **613 424,80** |  |  |  |
| Débiteurs Afrique | | **40 480,00** |  |  |  |
| **Total débiteurs** | | **653 904,80** |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

\* Paiement reçu après le 31 décembre 2017.

ANNEXE D

Liste des sponsors au 31 décembre 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Elément WBS | Pays | Entité | Montant facturé | Devise | Solde dû | Devise | Equivalent |
| P.10002.1.01 | Etats-Unis | IEEE Standards Association USA | 15 000,00 | CHF | 15 000,00 | CHF | 15 000,00 |
| P.10015.1.01 | Pays-Bas | VEON | 8 000,00 | USD | 8 000,00 | USD | 7 696,01 |
| P.10019.1.01 | Chine | HUAWEI Technologies | 500,00 | CHF | 500,00 | CHF | 500,00 |
| P.10030.1.01 | Singapour | MASTERCARD ASIA/PACIFIC | 20 000,00 | USD | 20 000,00 | USD | 19 859,99 |
| P.10030.1.01 | Suisse | BAKOM, Bern | 15 000,00 | CHF | 15 000,00 | CHF | 15 000,00 |
| P.40663.1.01 | Arabie saoudite | Ministère de la communication et des technologies de l'information, Riyad | 800 800,00 | USD | 800 800,00 | USD | 797 593,67 |
| P.40663.1.01 | Zimbabwe | POTRAZ | 398 400,00 | USD | 398 400,00 | USD | 387 243,51 |
|  |  | **TOTAL** |  |  |  |  | **1 242 893,18** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_